

Juillet – Août – Septembre 2011

Réalisée du 5 au 21 Juillet 2011

Vague 43

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



FIDUCIAL

- FIDUCIAL est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs. La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui ont permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier et de l'informatique. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.
- FIDUCIAL s'appuie sur un réseau de **12 900 professionnels** répartis dans plus de **75 pays**. Ses 580 agences réalisent un chiffre d'affaires de 701 millions d'euros auprès de **200 000 clients**.
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE et la situation financière des TPE	16
▪ L'emploi dans les TPE	25
▪ L'éducation et la recherche	32
▪ La sécurité	60
▪ L'élection présidentielle	71
▪ Méthodologie	78
▪ Échantillon	79

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,9 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(* Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

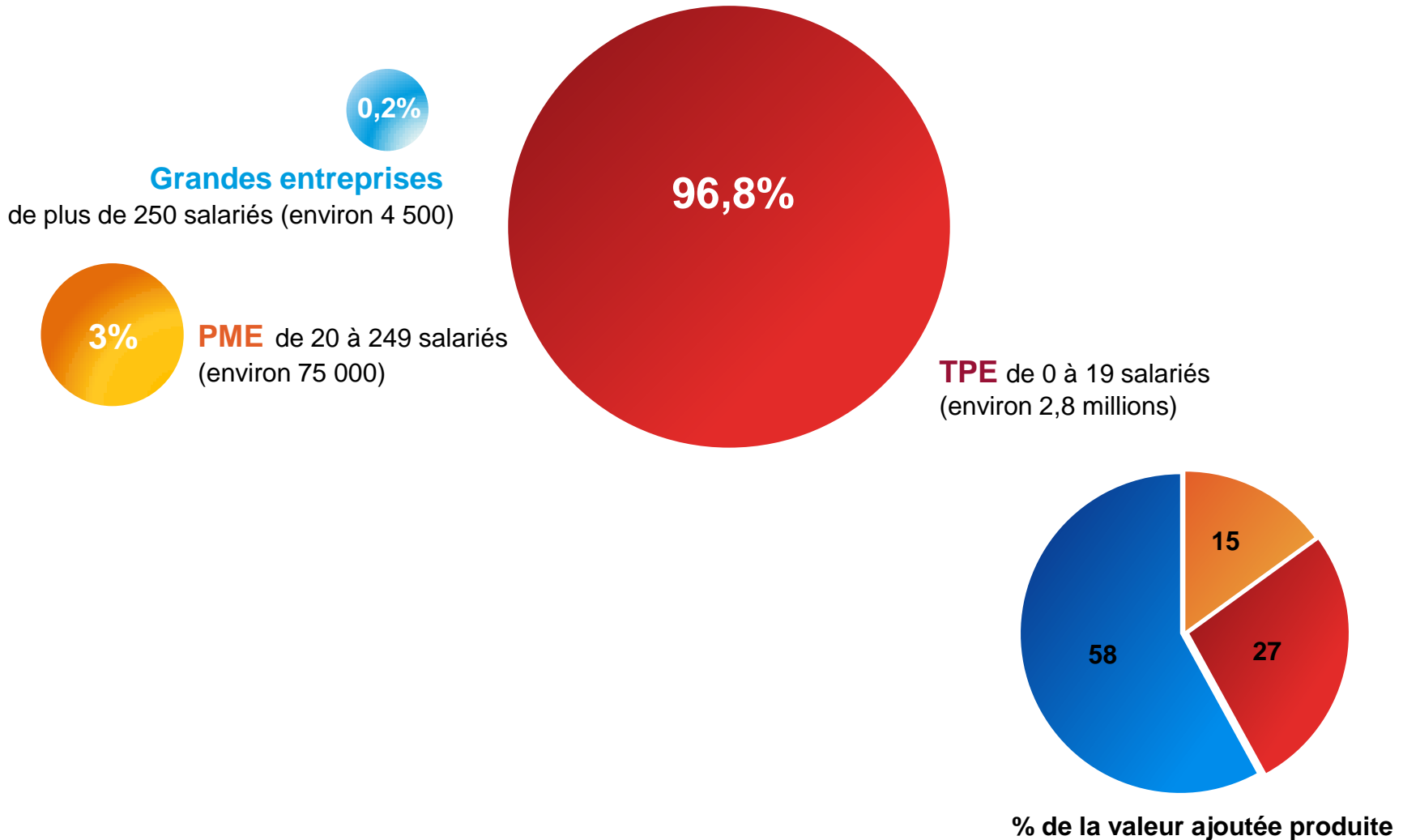
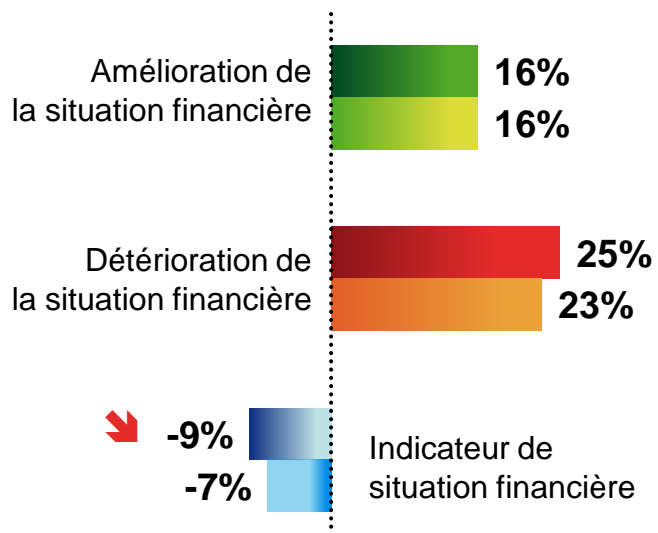


Tableau de bord

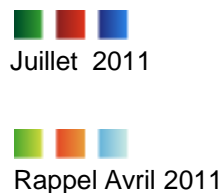
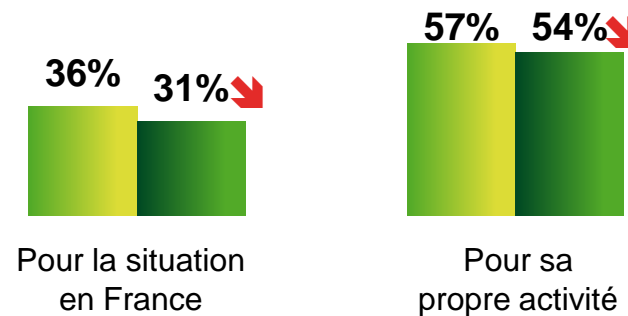
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

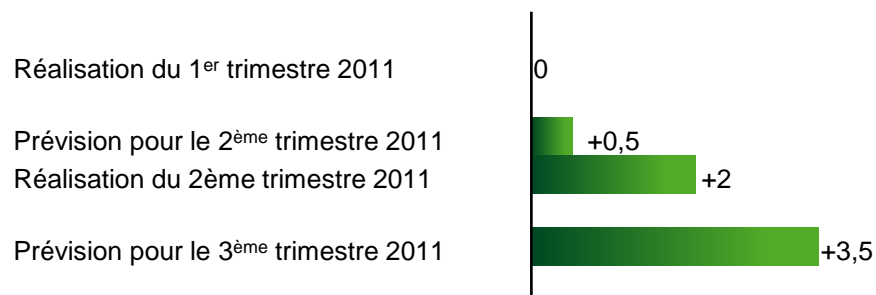
Situation financière sur les trois derniers mois



Niveau d'optimisme

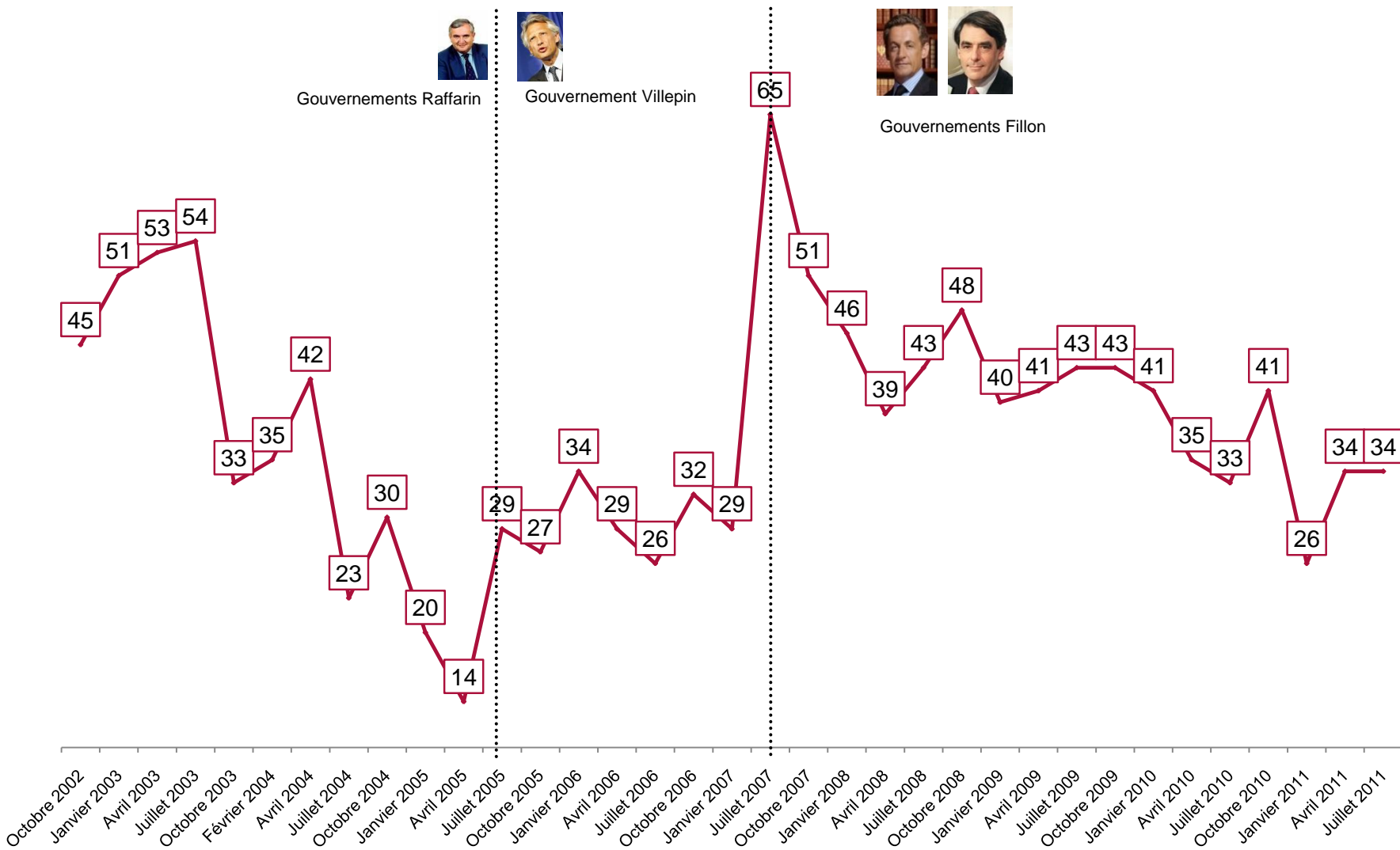


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 002 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



% de bonne opinion

Base : ensemble des TPE

Principaux enseignements

Une activité des TPE ralentie à l'approche de la période estivale

Après une nette remontée au trimestre dernier, le moral des patrons de TPE connaît une nouvelle baisse et s'établit sensiblement aux mêmes niveaux qu'en décembre 2010, soit 31% s'agissant du contexte économique (-5 points en trois mois) et 54% en ce qui concerne sa propre activité (-3 points en trois mois).

Ce moindre optimisme va de pair avec une activité ralentie sur le plan économique. L'indicateur de situation financière des 3 derniers mois s'établit ainsi à -9 (soit -2 points), par contraste avec les prévisions très favorables enregistrées en avril (+14). L'industrie (-14), l'hôtellerie (-15) et le BTP (-21) se révèlent les secteurs les plus fragilisés. Comme traditionnellement à l'amorce de la période estivale, l'indicateur pour les trois mois à venir est lui aussi négatif (-1, au même niveau qu'en juillet 2010).

Les prévisions en termes de vente suivent la même tendance que l'indicateur de situation financière, passant de +0,6% à -0,6%. La baisse prévisionnelle s'avère toutefois moins importante qu'à l'été 2010 où elle s'établissait à -3,2%. Conséquence directe de cette diminution prévisionnelle des recettes, 31% des dirigeants anticipent une dégradation de leur situation de trésorerie (soit +7 points), tandis que 14% estiment que celle-ci va s'améliorer (-4 points).

Notons que, malgré le contexte plus difficile de ce trimestre, la part des TPE jugeant leur situation préoccupante continue de diminuer (26%, -2 points), ce score atteignant quand même 35% dans l'hôtellerie et 36% dans le BTP.

Sans doute sous l'effet conjugué de perspectives de développement moins importantes, et du constat au trimestre précédent d'un nouveau durcissement des exigences des banques, **les demandes de crédit baissent significativement (-10 points), retrouvant leur niveau du mois de janvier (23%).** Dans le même temps, les TPE concernées se voient moins confrontées qu'au mois d'avril à des mesures de restriction de la part de leur établissement bancaire (56%, -6 points). On constate notamment une baisse des demandes de cautions, hypothèques ou nantissement (22%, -10 points) ou de garanties d'organismes tels qu'Oséo ou Siagi (13%, -4 points), mais aussi de l'octroi de crédits en contrepartie de taux élevés (16%, -4 points).

Au global, qu'elles aient ou non réalisé des investissements nécessitant un financement 20% des TPE affirment avoir constaté un durcissement des conditions d'accès au crédit (-2 points).

Une situation plus favorable sur le front de l'emploi et des jugements positifs sur la formation parmi les TPE y ayant recours

A l'inverse de la tendance observée sur le plan financier, on relève une embellie sur le front de l'emploi, avec une création nette qui s'établit à +2% sur les 3 derniers mois (+2 points) et atteint même +4% dans le BTP et +6% dans l'hôtellerie. **Notons toutefois que les contrats utilisés se révèlent le plus souvent précaires** : en effet, parmi les 12% d'entreprises ayant embauché entre le 1^{er} avril et le 30 juin, seuls 28% des contrats étaient des CDI (contre 54% au trimestre précédent).

La création nette d'emploi prévue d'ici fin septembre est elle aussi en nette augmentation (+3,5%, soit +3 points), à son niveau le plus haut depuis début 2008.

Les pratiques des employeurs en termes de formation se révèlent proches de celles observées en moyenne dans les entreprises : 50% des TPE déclarent ainsi avoir dispensé des formations au cours des trois dernières années à l'ensemble (25%) ou à une partie (25%) de leurs collaborateurs, un score à mettre en regard avec une enquête menée par l'Ifop pour le Fafiec en juin 2010, où 48% des actifs disaient avoir suivi une formation au cours des deux dernières années.

La première explication à l'absence de formation se révèle le niveau de formation suffisant des employés pour exercer leur activité (36%). On note à ce titre que 89% des employeurs jugent leurs salariés bien formés pour accomplir leur travail (dont 44% « tout à fait »). Parmi les autres raisons citées figurent principalement le manque de temps pour trouver la formation adaptée (27%) et le temps d'absence lié à la formation (23%).

Les patrons de TPE déclarant avoir mis en place des actions dans ce domaine estiment en moyenne à 4 jours le temps de formation annuel de chacun de leurs collaborateurs (46% l'estimant toutefois à moins de 3 jours). Le recours à un organisme indépendant est de loin le mode de formation le plus fréquent (74%), devant l'appel à un fournisseur (29%) ou à un membre de l'entreprise (21%). Notons que **la vision des missions assurées par les organismes paritaires s'avère très encourageante** : 64% mettent en avant la simplicité des démarches et 79% affirment leur satisfaction quant à la prise en charge financière.

Les formations suivies, jugées presque unanimement utiles (90%), sont dispensées en premier lieu sur l'expertise et les connaissances techniques (76%). Une proportion significative des formations porte sur l'informatique (44%), la réglementation (36%) ou le commercial (35%). En revanche, seules 15% des TPE forment leurs salariés au management et 12% à la pratique des langues étrangères.

Un regard sévère porté par les TPE sur le système éducatif

La politique en matière d'éducation, qui fait régulièrement l'objet de vives polémiques, est considérée comme inefficace par 72% des dirigeants interrogés. A un niveau inférieur mais qui reste très élevé, 64% estiment que le système éducatif français fonctionne mal. Plus préoccupant encore, près de la moitié des patrons de TPE perçoivent une détérioration de la politique du gouvernement au cours des cinq dernières années en ce qui concerne l'école élémentaire (43%), le collège (47%) et le lycée (45%). Les jugements s'avèrent un peu plus favorables s'agissant de l'enseignement supérieur (20% d'amélioration contre 36% de dégradation) et ils apparaissent très partagés s'agissant de la recherche (31% déclarent la situation plus favorable, 35% équivalente et 31% moins bonne qu'il y a 5 ans).

A ce sujet, les propositions visant à empêcher l'expatriation des chercheurs français rencontrent un écho favorable, notamment le doublement du budget consacré à la recherche (81%) et la fusion des grandes écoles et des universités pour fonder des grands pôles de recherche et d'enseignement (78%). Seule la réduction du nombre de chercheurs pour mieux les rémunérer est majoritairement rejetée (66%). Relevons que, s'ils adhèrent massivement à la mutualisation des moyens des deux types d'établissement, moins de la moitié se montre favorable à un alignement du coût des études universitaires sur celui des grandes écoles (46%).

Corollaire de leur vision très critique du système éducatif et de la recherche, 91% des dirigeants estiment urgent de le réformer (dont 56% « tout à fait »), avec comme principal objectif la garantie que tous les élèves sachent lire et écrire lors de l'entrée en sixième (64%, +6 points par rapport au mois d'avril 2007). A un niveau certes minoritaire mais non négligeable, 41% considèrent que la priorité doit être accordée à l'adaptation des études au monde de l'entreprise (+4 points) et 37% à la mise en place d'un véritable système d'orientation (-6 points).

Ce niveau d'urgence est également vraisemblablement lié à des mesures qui peinent à convaincre. Ainsi, parmi les actions mises en place depuis 2005, seules celles visant l'apprentissage sont majoritairement perçues comme ayant eu un impact positif sur le fonctionnement du système éducatif et de l'emploi, qu'il s'agisse du crédit d'impôt annuel de 1 600 euros par apprenti (61%) ou de la création du fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (53%). On relève malgré tout que quatre TPE sur dix ont le sentiment que la mise en place d'un socle commun de connaissances et de compétences ainsi que la réforme des universités en 2007 ont été bénéfiques. En revanche, 23% seulement voient la suppression de la carte scolaire comme une mesure positive contre 46% qui déclarent qu'elle a eu des effets négatifs.

Une large reconnaissance des avantages de l'apprentissage

L'adhésion plus marquée aux mesures visant l'apprentissage va de pair avec les atouts que représente ce type de contrats : ainsi, 86% des dirigeants interrogés déclarent que celui-ci offre des perspectives de carrière intéressantes, 84% qu'il facilite le recrutement du personnel, 79% que les formations en apprentissage permettent de s'adapter rapidement à l'évolution des métiers et 72% qu'il est adapté aux besoins des PME. D'où une approbation massive à l'accessibilité de l'ensemble des diplômés professionnels à l'apprentissage (81%).

Plus concrètement, à l'approche de la rentrée, les TPE ont été invitées à s'exprimer sur l'apprentissage et les contrats de professionnalisation : **24% déclarent ainsi avoir eu recours au moins une fois à un contrat d'apprentissage au cours des trois dernières années (41% parmi les employeurs) et 16% à un contrat de professionnalisation (27% parmi les employeurs)**. Notons que 75% des dirigeants adhèrent à une fusion des deux contrats.

Le bilan du recours à l'apprentissage se révèle positif dans 85% des cas, et près de quatre dirigeants sur dix (39%) ont déjà embauché un de leurs apprentis (66% parmi les structures de 6 à 19 salariés). Le mode de rémunération actuel apparaît bien adapté puisqu'une majorité des patrons concernés le trouve équilibré (58%), 23% le jugeant élevé et 19% faible.

Malgré les bénéfices de ce type de contrat, les employeurs se montrent mitigés sur le fait que les apprentis sont rapidement opérationnels dans l'entreprise (47%). Ils approuvent en minorité l'idée selon laquelle l'apprentissage permet de commencer la vie active avec un bon salaire (42%). Mais surtout, point plus problématique, **85% des employeurs estiment que trouver un bon apprenti est difficile**.

Des pistes de réforme du système éducatif majoritairement approuvées

Au-delà de leur réceptivité aux mesures visant le développement de l'apprentissage, qui les concernent plus directement, **les patrons de TPE réservent un accueil très positif aux propositions de campagne en matière d'éducation**, à l'exception de la scolarisation dès l'âge de deux ans (30%). En lien logique avec l'enjeu prégnant que représente pour eux l'apprentissage de la lecture, 95% se prononcent en faveur du développement d'une étude surveillée avec du soutien scolaire gratuit dans les établissements d'éducation prioritaire. Ils approuvent aussi presque en totalité le déploiement des jardins d'éveil (91%).

Les mesures visant les enseignants suscitent également une large adhésion : 69% sont favorables au recrutement des enseignants par les chefs d'établissement, 79% à l'imposition d'un temps de présence supplémentaire consacré à l'aide aux devoirs pour les élèves et 82% à la lutte contre l'absentéisme des enseignants. Ces jugements vont de pair avec un nombre d'heures jugé insuffisant par un dirigeant sur deux au niveau du collège (44%), du lycée (45%) et de l'enseignement supérieur (51%).

Pour autant, **ce jugement ne constitue pas une remise en cause de l'importance et de la qualité de leur travail**, 4% seulement ne reconnaissant pas de mérite spécifique à ce corps de métier. Une majorité estime que l'ensemble des niveaux d'enseignement requièrent le même mérite (56%), même si le rôle joué par les enseignants du primaire (15%) et du collège (17%) est plus fortement souligné.

En miroir, les patrons interrogés projettent majoritairement une image positive de la petite entreprise auprès des enseignants, sans que celle-ci ne leur apparaisse pour autant particulièrement marquée, que ce soit parmi les enseignants du collège (55%), du lycée (61%) ou de l'enseignement supérieur (61%).

Les autres mesures testées sont jugées favorablement par plus de six dirigeants sur dix, qu'il s'agisse de l'institutionnalisation de la présence des parents dans l'école à travers un référent par classe (60%), de la suppression des passerelles ZEP pour l'accès aux grandes écoles et de l'instauration à la place d'un soutien scolaire pour les meilleurs élèves des ZEP (63%), ou à un niveau supérieur, de la scolarisation obligatoire en maternelle dès trois ans (68%).

Une inquiétude croissante à l'égard des questions de sécurité, mais moindre qu'auprès de l'ensemble des Français

La question de la sécurité constitue un enjeu important pour les patrons de TPE, plus des trois quarts d'entre eux se disant préoccupés par ce sujet (77%), dont 39% sont même « très préoccupés ».

Ces inquiétudes s'expliquent notamment par le fait que **25% d'entre eux ont subi des violences au sein de leur entreprise au cours des trois dernières années** (35% dans le commerce et 37% dans l'hôtellerie, ces deux secteurs étant ceux qui témoignent le plus de leurs craintes). Notons toutefois que 8% seulement des TPE concernées ont enregistré des jours de fermeture ou d'arrêt de travail à la suite de ces violences. **Les investissements en matière de sécurité sont minoritaires auprès des TPE** : 30% se sont équipées d'alarmes (dont quand même 15% au cours des deux dernières années), 22% de grilles de protection (39% dans le commerce) et 16% de portes ou vitrines blindées. Notons également que 8% déclarent avoir acquis des armes d'autodéfense depuis 2009 (seules 1% des entreprises en possédaient précédemment).

Justifiant également leur degré de préoccupation dans ce domaine, **une majorité des dirigeants interrogés a le sentiment que la violence a augmenté en France au cours des derniers mois** (56% contre 41% qui pensent qu'elle est restée stable). Cette perception s'avère cependant moins marquée qu'auprès de l'ensemble des Français (74% d'entre eux soulignent une hausse de la violence).

Face à cette montée de la violence, seuls 41% font confiance au gouvernement pour mener une politique efficace (-5 points par rapport à l'ensemble des Français).

A ce sujet, 25% déclarent qu'aucun parti n'a selon eux les moyens d'agir en matière de sécurité, 44% estimant que la droite est plus légitime dans ce domaine (dont 15% pour le Front National), tandis que 23% se fient davantage à la gauche et 5% au centre.

Les TPE soutiennent largement le développement des peines alternatives et les mesures renforçant les moyens en termes de lutte contre l'insécurité

Ce scepticisme à l'égard de l'action gouvernementale apparaît lié à **un impact jugé relativement limité des différentes mesures du plan de prévention de la délinquance adopté en 2010.**

Ainsi, seule une courte majorité souligne l'efficacité du développement des systèmes de vidéo-protection dans les communes (58%), de l'extension des bureaux d'aide aux victimes aux 50 TGI comptant le taux de délinquance le plus élevé (55%), de l'augmentation du nombre d'intervenants sociaux dans les commissariats et les gendarmeries (55%) et de la désignation dans chaque département de policiers ou gendarmes référents (50%). Le renforcement des dispositifs de sécurité dans les établissements scolaire ne convainc que 40% d'entre eux.

Les propositions de campagne et les autres actions possibles testées suscitent des réactions très contrastées :

- Les TPE se montrent ainsi majoritairement **opposées à la dépénalisation du cannabis (62%) et surtout au libre port d'armes (95%)**, tout en étant favorables à l'intervention de l'armée pour stopper les violences commises par des personnes armées (61%).

- A l'inverse, **elles approuvent massivement le développement des peines alternatives (93%)**, la création d'une police de quartier (83%) et la création de 10 000 postes de policiers et gendarmes supplémentaires (83%) et la création de zones de sécurité prioritaires gérées par un magistrat (75%).

- Les opinions se révèlent mitigées sur l'abaissement de la majorité pénale pour ramener les limites inférieures à 10,13 et 15 ans (51%) ainsi que sur l'association des citoyens aux juges d'application des peines pour les décisions de libérations conditionnelles des criminels condamnés à des peines de plus de 10 ans (51%).

Une affaire Strauss-Kahn qui profite essentiellement à François Hollande

65% des dirigeants de TPE manifestent leur intérêt pour l'actualité liée à l'élection présidentielle de 2012, soit un score global stable mais plus marqué en intensité (33% de « très intéressés », +6 points depuis avril).

Conséquence directe de l'affaire Dominique Strauss-Kahn, l'ex-président du FMI voit son potentiel électoral chuter drastiquement (-22 points) même si 24% - soit un score non négligeable - se disent toujours prêts à voter pour lui. Corrélativement, **Martine Aubry (30%, +15 points) et François Hollande (38%, +17 points) enregistrent une nette remontée**. Ce dernier se situe désormais à un niveau très proche de François Fillon (41%, stable) et devance Nicolas Sarkozy (34%, -6 points) et Jean-Louis Borloo (30%, +2 points). Notons que malgré la baisse enregistrée par le Président de la République, les TPE croient davantage à sa réélection qu'il y a 3 mois (45%, +11 points).

François Bayrou voit lui aussi son score augmenter (22%, +9 points) et se situe désormais au même niveau que Marine Le Pen (23%, +1 point). Dans une moindre mesure, on observe aussi une légère progression de la probabilité de vote pour Dominique de Villepin (19%, +3 points), Eva Joly (16%, +4 points) - désormais candidate officielle d'Europe Ecologie - et Ségolène Royal (14%, +5 points).

En lien logique avec la hiérarchie qui se dégage au global parmi l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle, **François Hollande émerge comme favori en tant que candidat du Parti Socialiste (27%)**, devançant de 11 points Martine Aubry (16%). Ségolène Royal et Manuel Valls arrivent à égalité (6%), Arnaud Montebourg ne recueillant quant à lui que 3% des citations. Notons que 32% déclarent n'approuver aucune de ces personnalités.

S'agissant du souhait de victoire pour la prochaine élection présidentielle, plus d'un patron de TPE sur trois (35%) se déclare encore indécis, soit +6 points par rapport au mois d'avril. 30% expriment leur préférence pour la droite (-6 points), 25% pour la gauche (+2 points) et 10% pour le centre (-2 points).

Le moral des patrons de TPE et la situation financière des TPE

Note de lecture

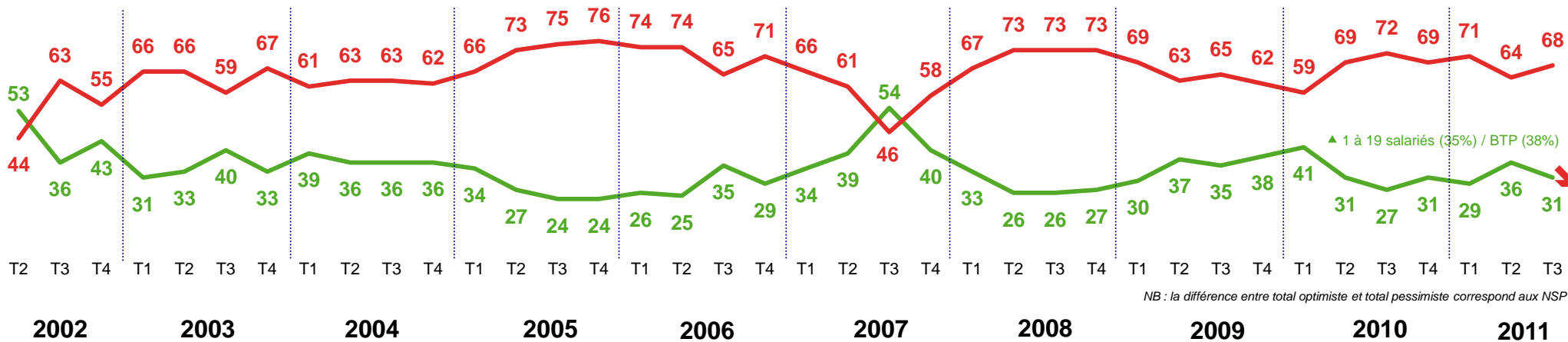
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste sur la situation en France

— Total pessimiste sur la situation en France

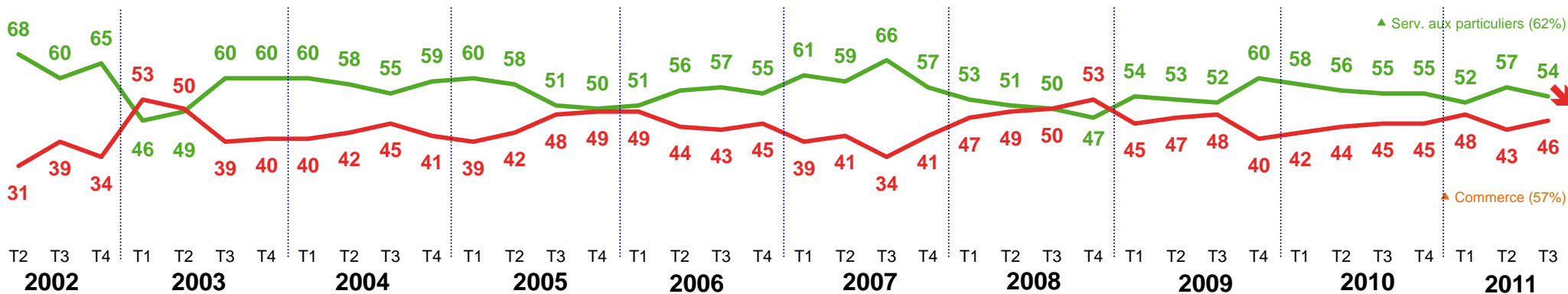


Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité



Question

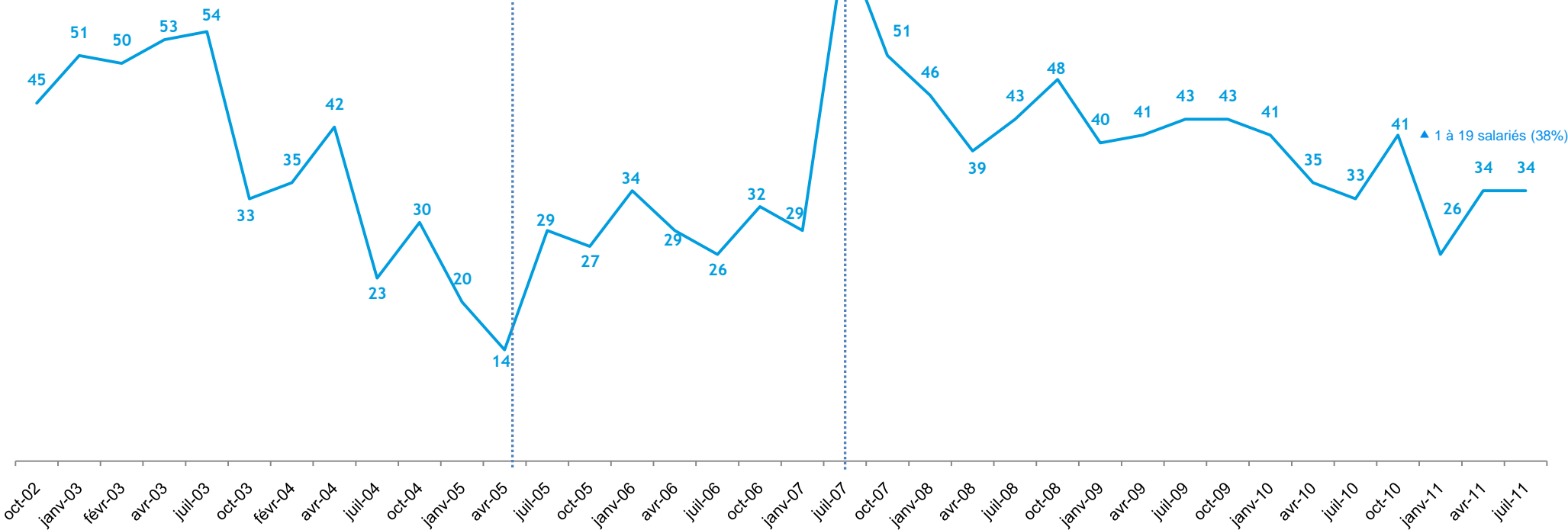
A propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles inspirent confiance tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?

— Inspirent confiance d'une manière générale

Gouvernements Raffarin

Gouvernement Villepin

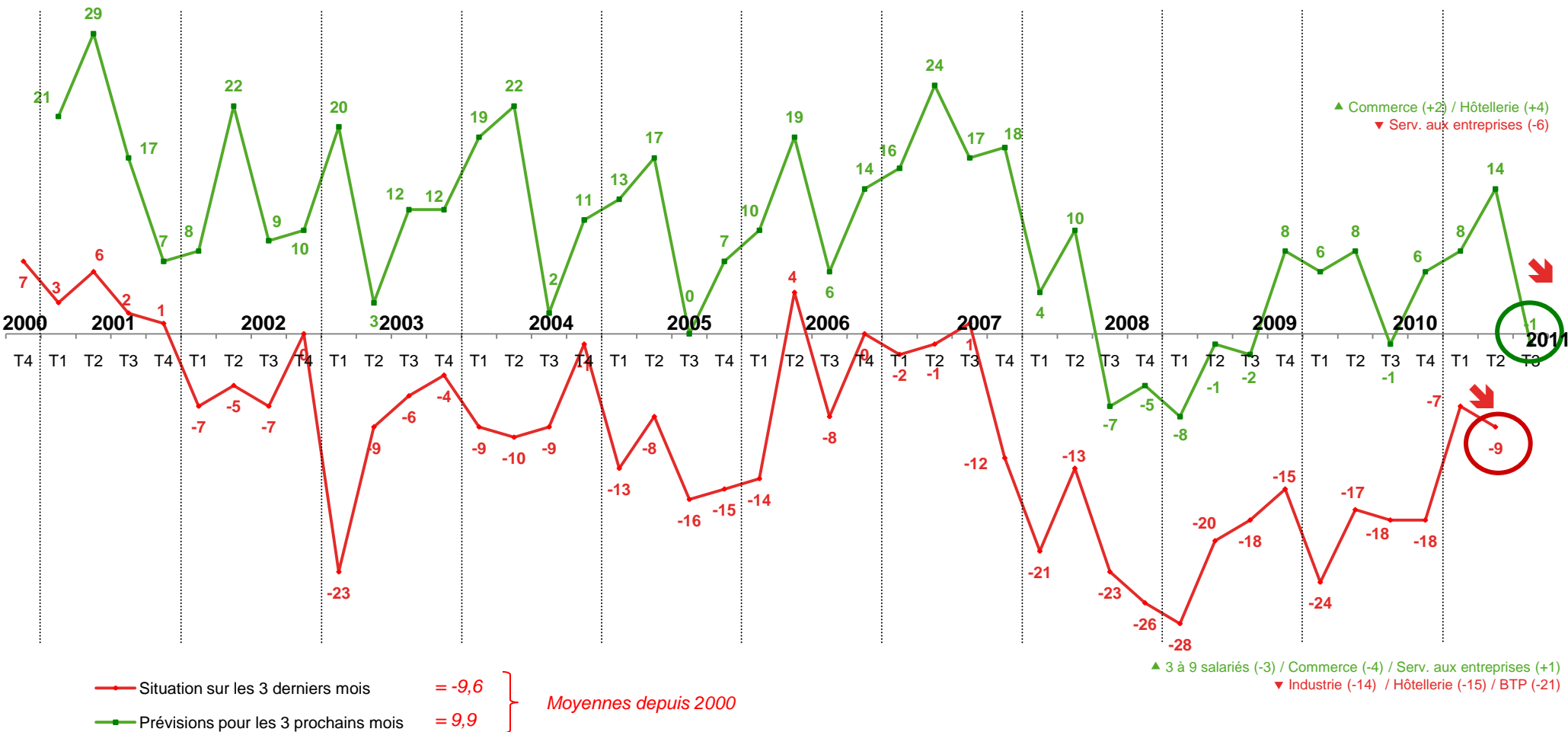
Gouvernements Fillon



(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1 Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2 Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



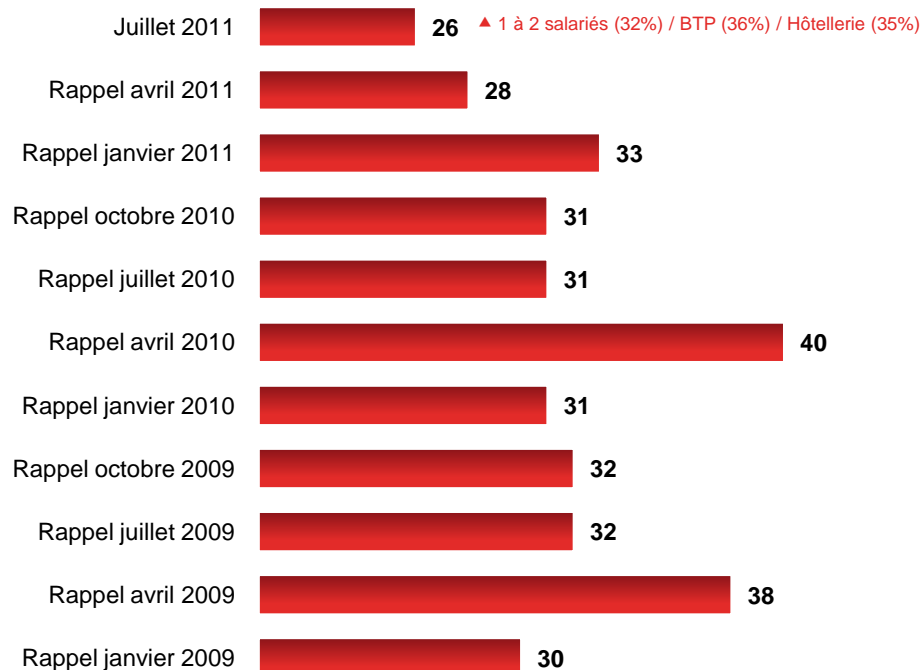
Base : ensemble des TPE

Le niveau de préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



Le niveau de préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière continue de diminuer, mais un dirigeant sur quatre exprime toujours des craintes pour l'avenir de son entreprise.

Base : ensemble des TPE

L'évolution des recettes dans les trois prochains mois

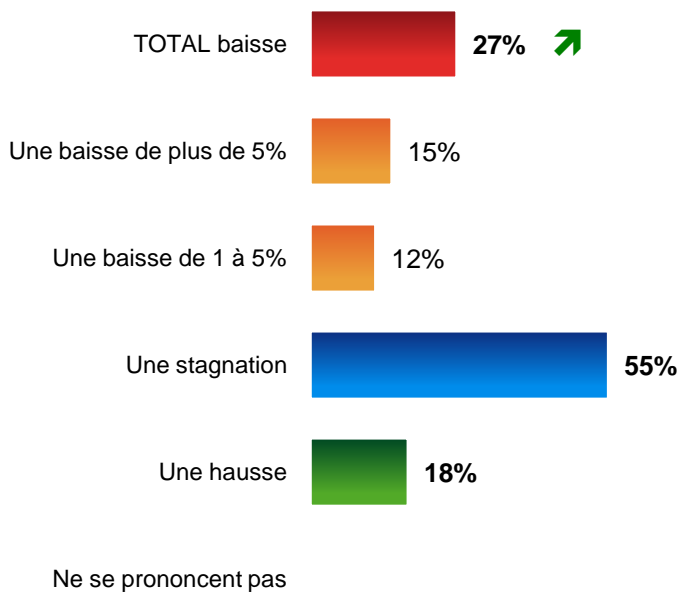
Question

Pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt... ?

Moyenne juillet 2011 : -0,6% ↘

Rappel moyenne avril 2011 : +0,6% / Rappel moyenne janvier 2011 : +0,4%
 Rappel moyenne octobre 2010 : +0,5% / Rappel moyenne juillet 2010 : -3,2%
 Rappel moyenne avril 2010 : -1,1% / Rappel moyenne janvier 2010 : -0,4%
 Rappel moyenne octobre 2009 : -1,2%

▲ 3 à 5 salariés (+1,4%) / Industrie (+0,2%)
 ▼ Aucun salarié (-1,2%) / Hôtellerie (-1,4%) / Serv. aux entreprises (-1,2%)



En % de l'ensemble des TPE

	Rappel avril 2011	Rappel janvier 2011	Rappel octobre 2010	Rappel juillet 2010	Rappel avril 2010	Rappel janvier 2010	Rappel octobre 2009
TOTAL baisse	21%	20%	21%	33%	28%	27%	30%
Une baisse de plus de 5%	9%	6%	8%	16%	13%	14%	18%
Une baisse de 1 à 5%	12%	14%	13%	17%	15%	13%	12%
Une stagnation	55%	58%	61%	54%	53%	49%	52%
Une hausse	23%	21%	17%	11%	18%	23%	18%
Ne se prononcent pas	1%	1%	-	-	-	-	-

Après une période d'embellie depuis fin 2010, les prévisions de recettes pour la saison à venir chutent fortement, vraisemblablement au moins pour partie du fait d'un effet saisonnier, qui s'avère toutefois moins marqué qu'en 2010 à la même période.

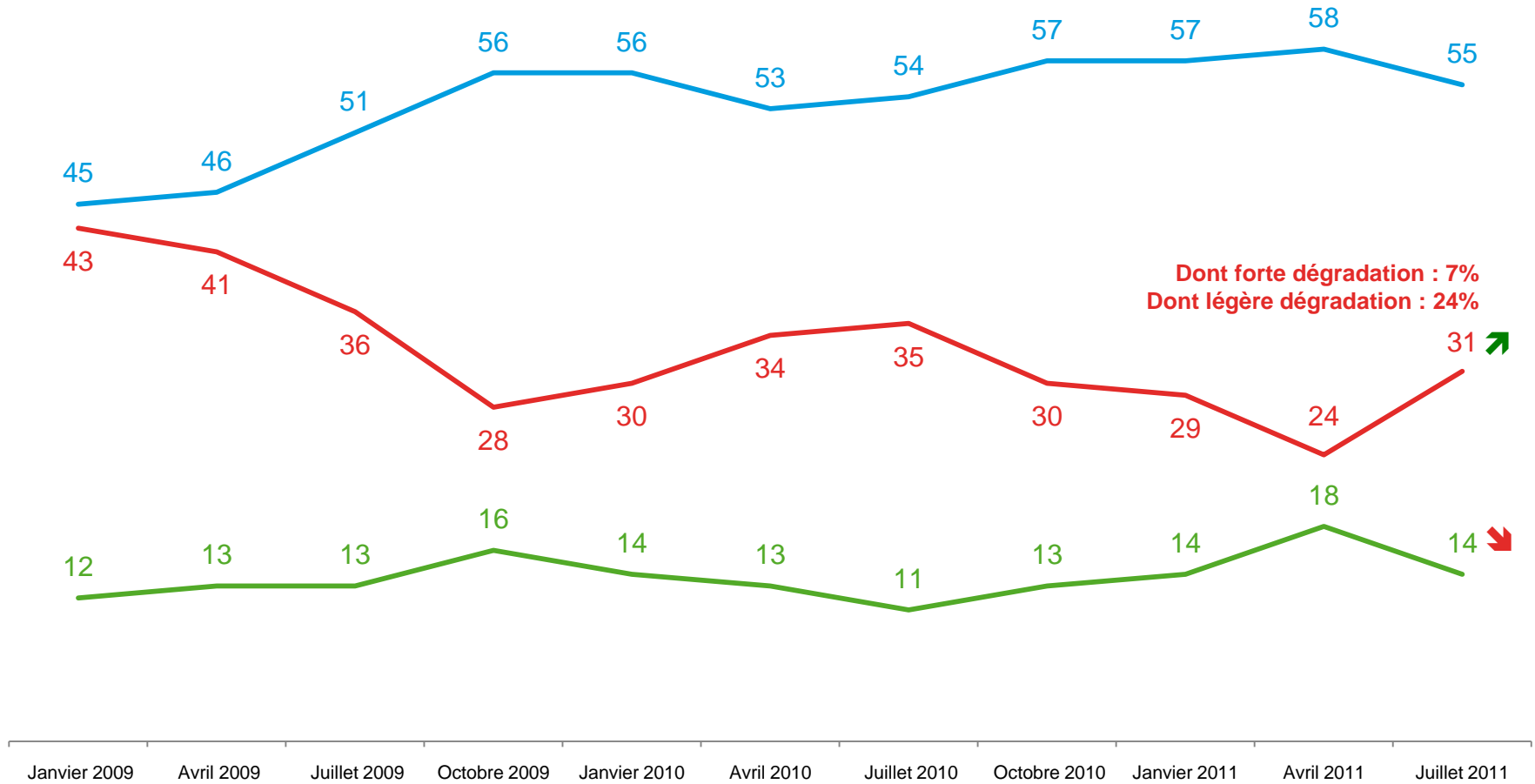
Base : ensemble des TPE

L'évolution de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois

Question

Et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?

— Une dégradation — Une amélioration — Une stagnation



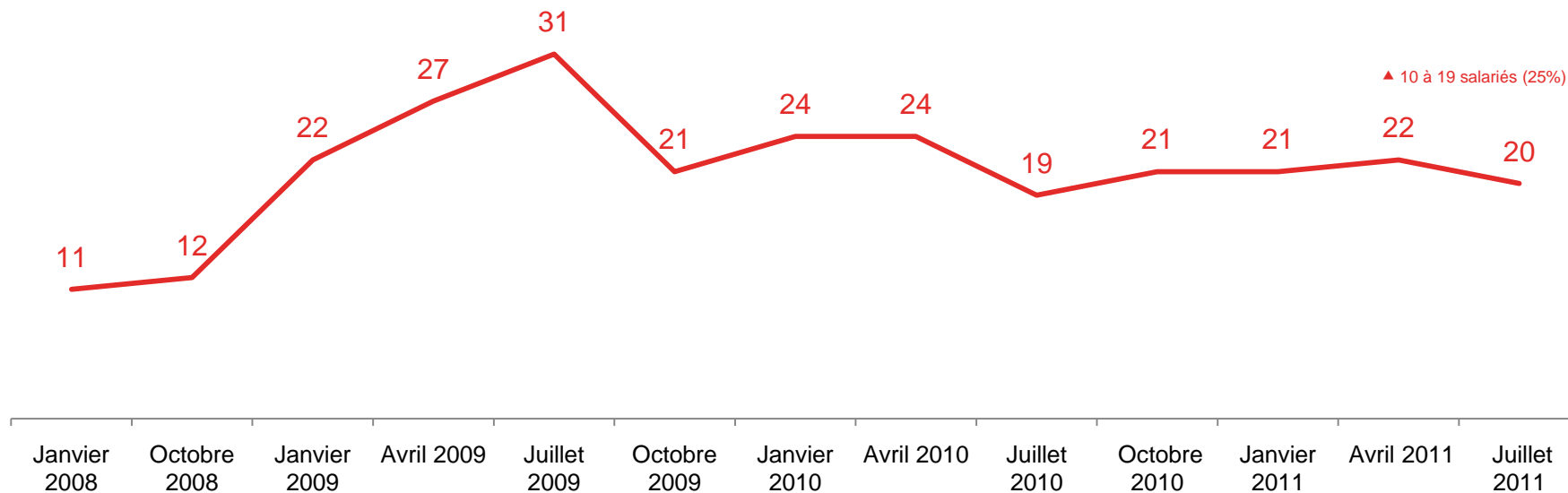
Base : ensemble des TPE

Le durcissement des conditions d'accès au crédit des TPE

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ?

Récapitulatif : Oui

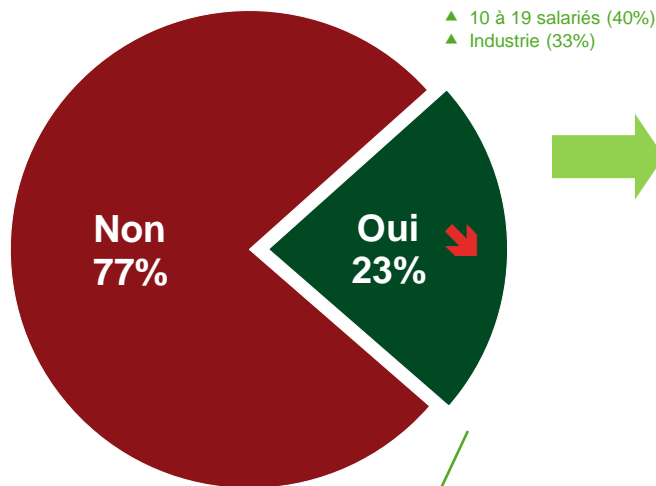


Base : ensemble des TPE

Les demandes de financement des TPE

Question

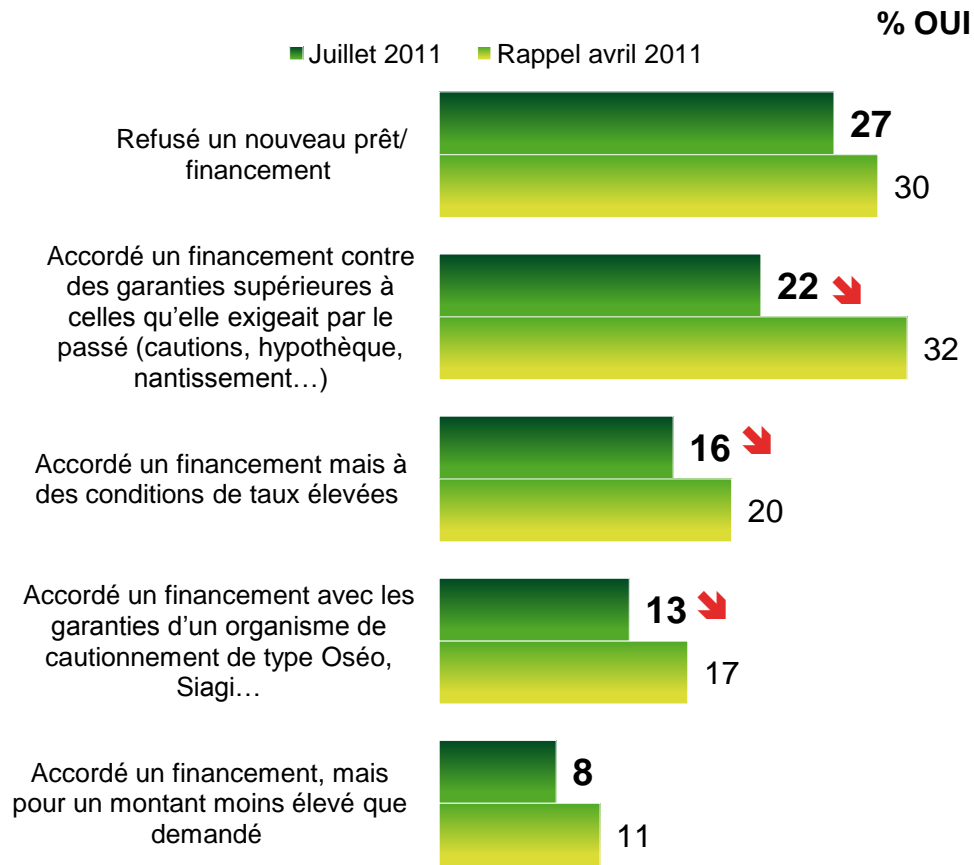
Avez-vous récemment fait une demande de financement auprès de votre banque ?



Rappel avril 2011 : 33%
 Rappel janvier 2011 : 24%
 Rappel octobre 2010 : 27%
 Rappel juillet 2010 : 22%
 Rappel avril 2010 : 28%
 Rappel janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25%
 Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26%
 Rappel janvier 2009 : 28%

Question

(si demande de financement auprès de sa banque)
 Votre banque vous a-t-elle récemment... ?



Au moins une mesure de durcissement : 56%

Rappel « Au moins une mesure de durcissement » avril 2011 : 62%
 Rappel « Au moins une mesure de durcissement » janvier 2011 : 51%
 Rappel « Au moins une mesure de durcissement » octobre 2010 : 59%

▲ Commerce (64%) / Serv. aux entreprises (64%)

Base : ensemble des TPE

Base : question posée aux patrons de TPE ayant fait récemment une demande de financement auprès de leur banque

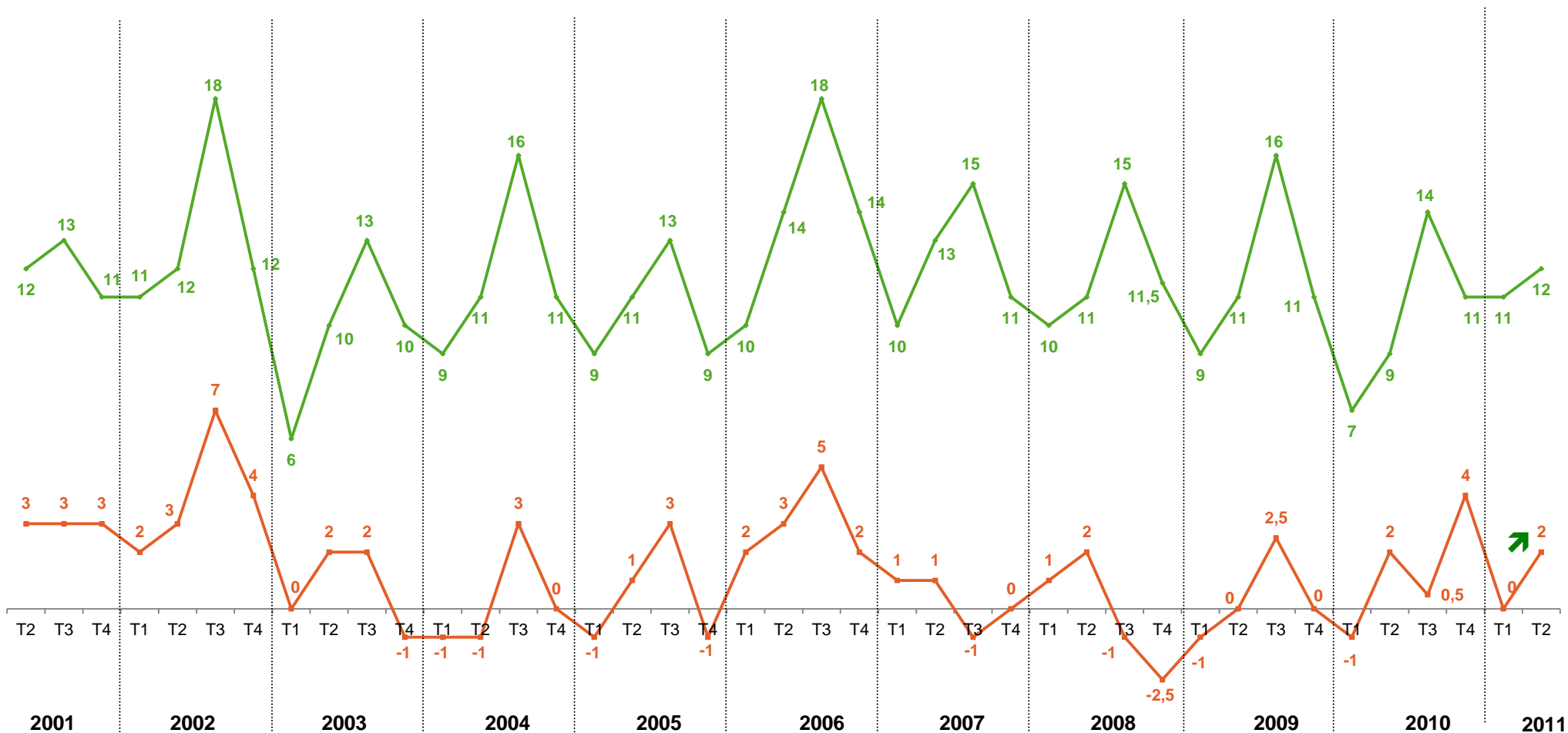
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

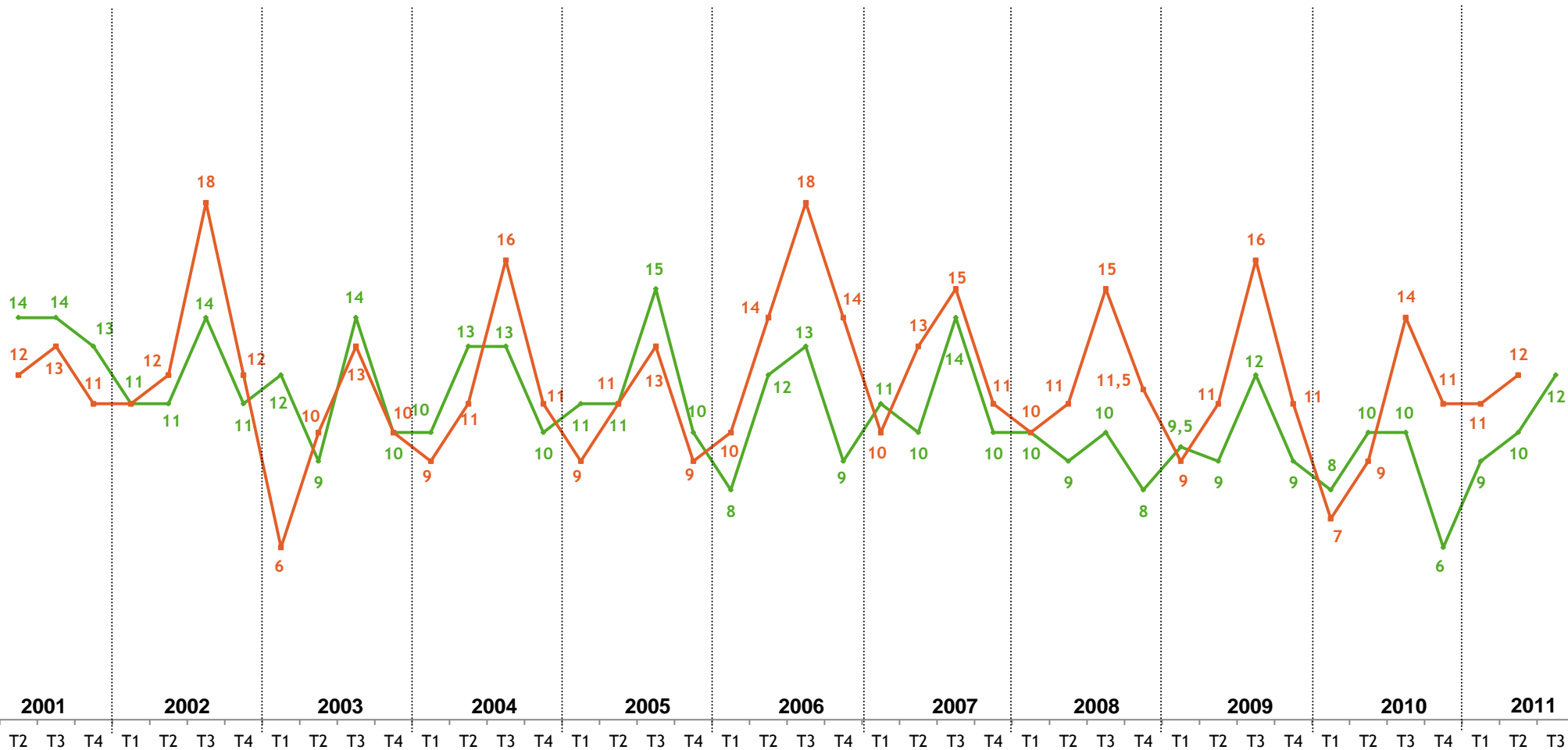
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 1,3

} Moyennes depuis 2001



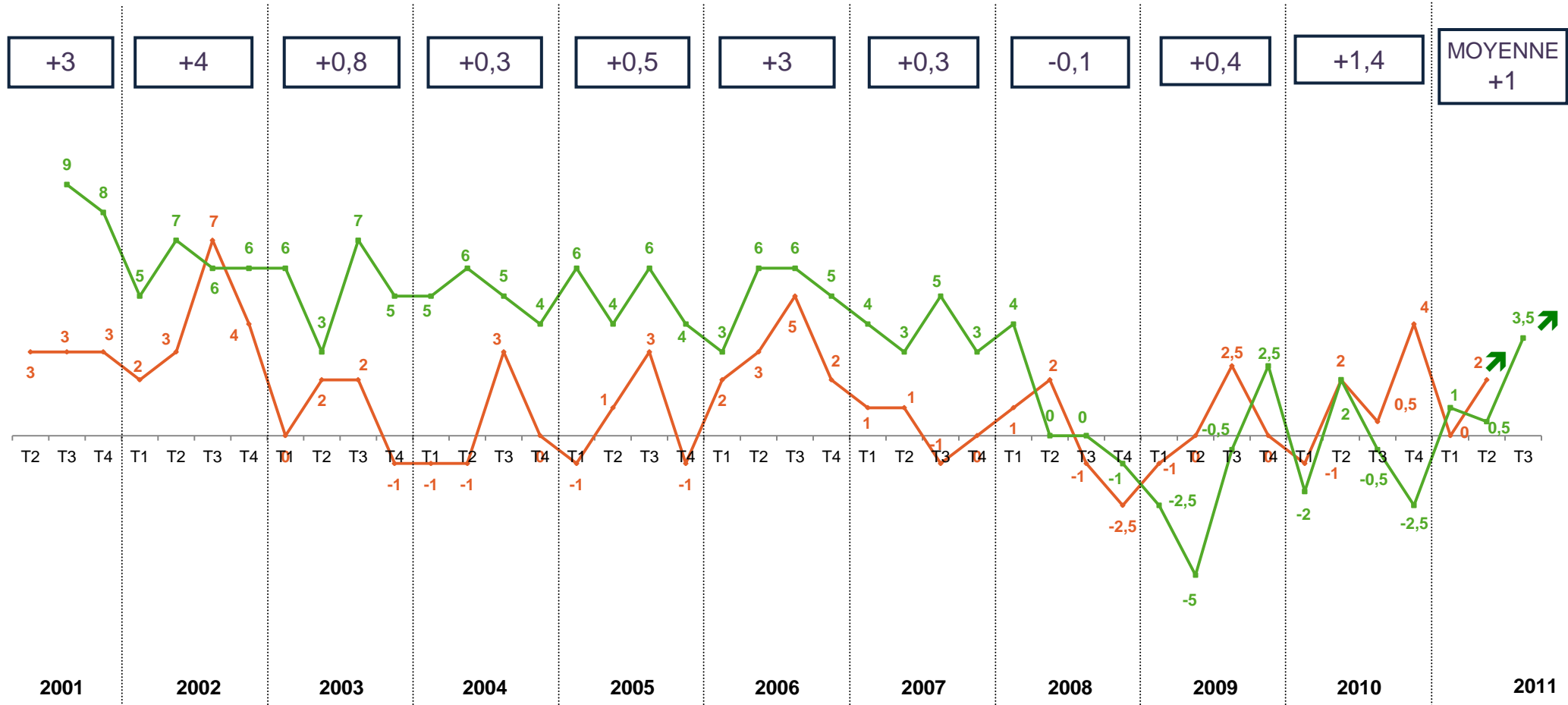
Base : ensemble des TPE

— Embauches prévues au cours des trois prochains mois
 — Embauches réalisées sur les trois derniers mois



Base : ensemble des TPE

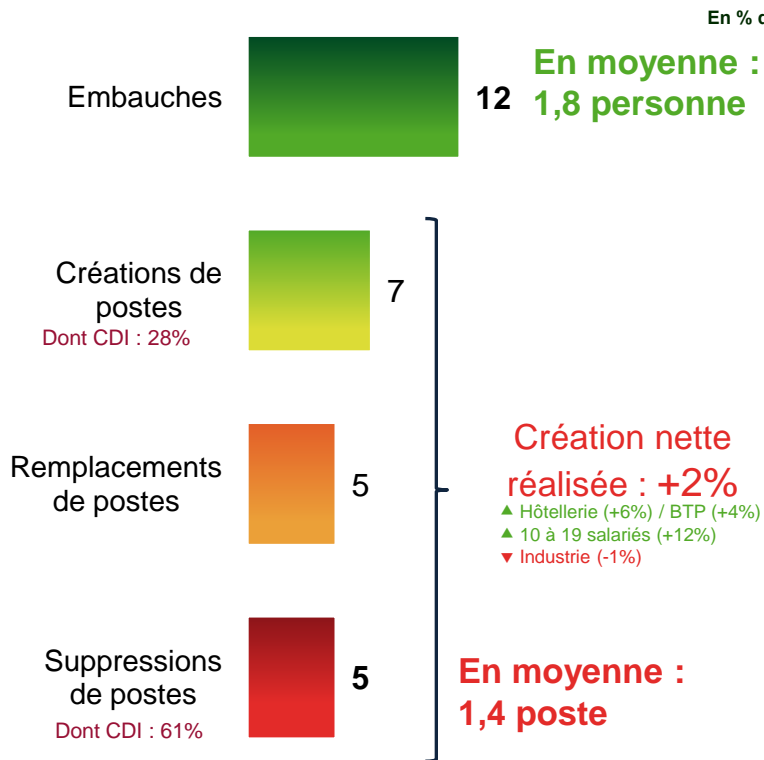
— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



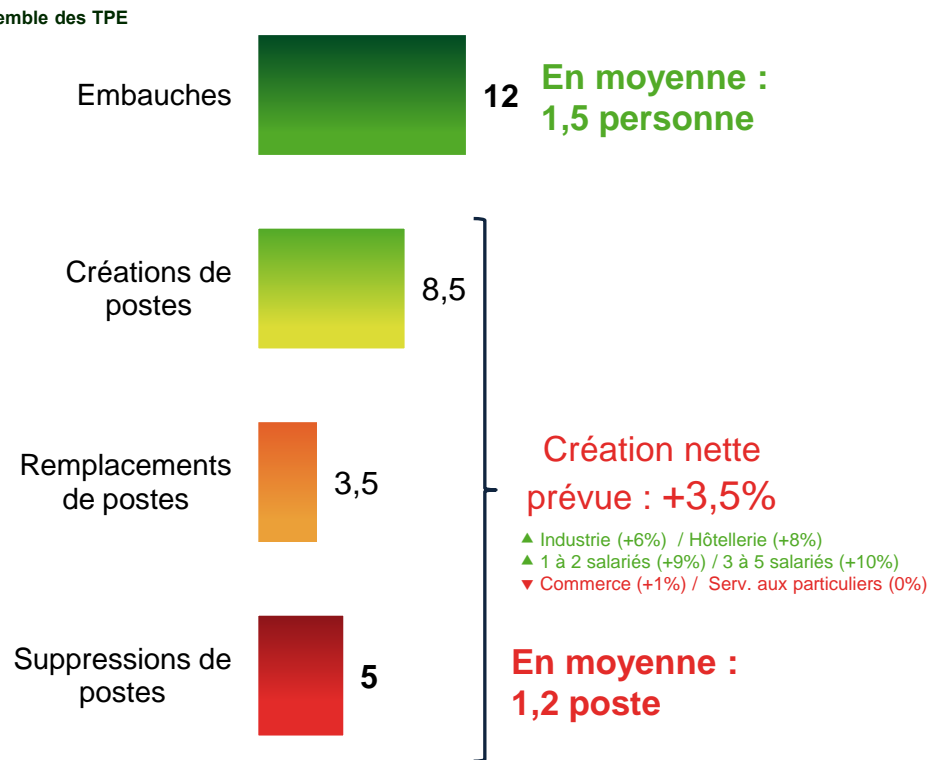
Base : ensemble des TPE

La structure de la création nette d'emplois

Réalisations d'avril à juin 2011



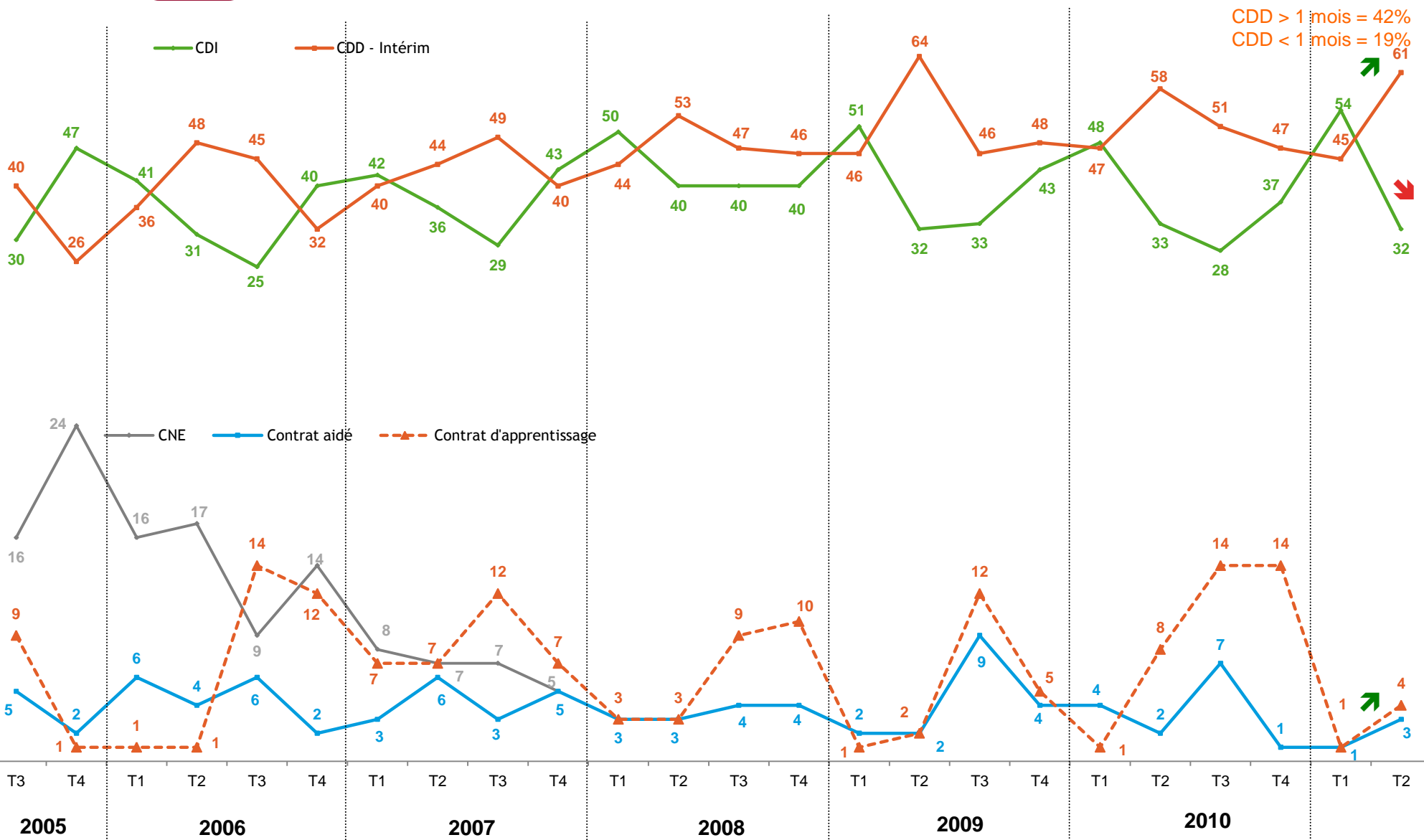
Perspectives de juillet à septembre 2011



La création nette d'emplois a repris au cours de ce deuxième trimestre 2011, et cette tendance devrait se poursuivre dans les trois mois à venir, portée par l'industrie (qui était en retrait d'avril à juin) et l'hôtellerie.

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

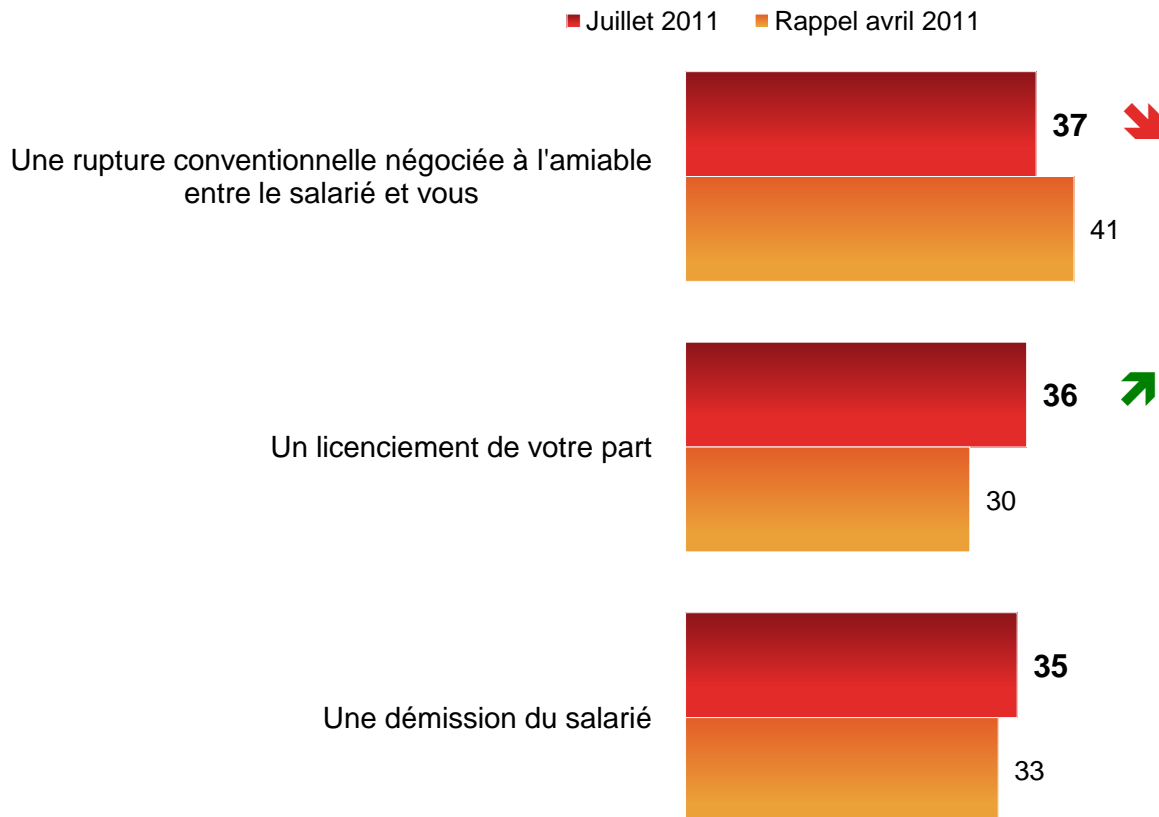


Base : ensemble des TPE

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Les suppressions de postes en CDI s'effectuent toujours selon des modalités très diversifiées, chacune arrivant à égalité ce trimestre, avec une remontée des licenciements (+6 points) au détriment des ruptures conventionnelles (-4 points).

Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

L'éducation et la recherche

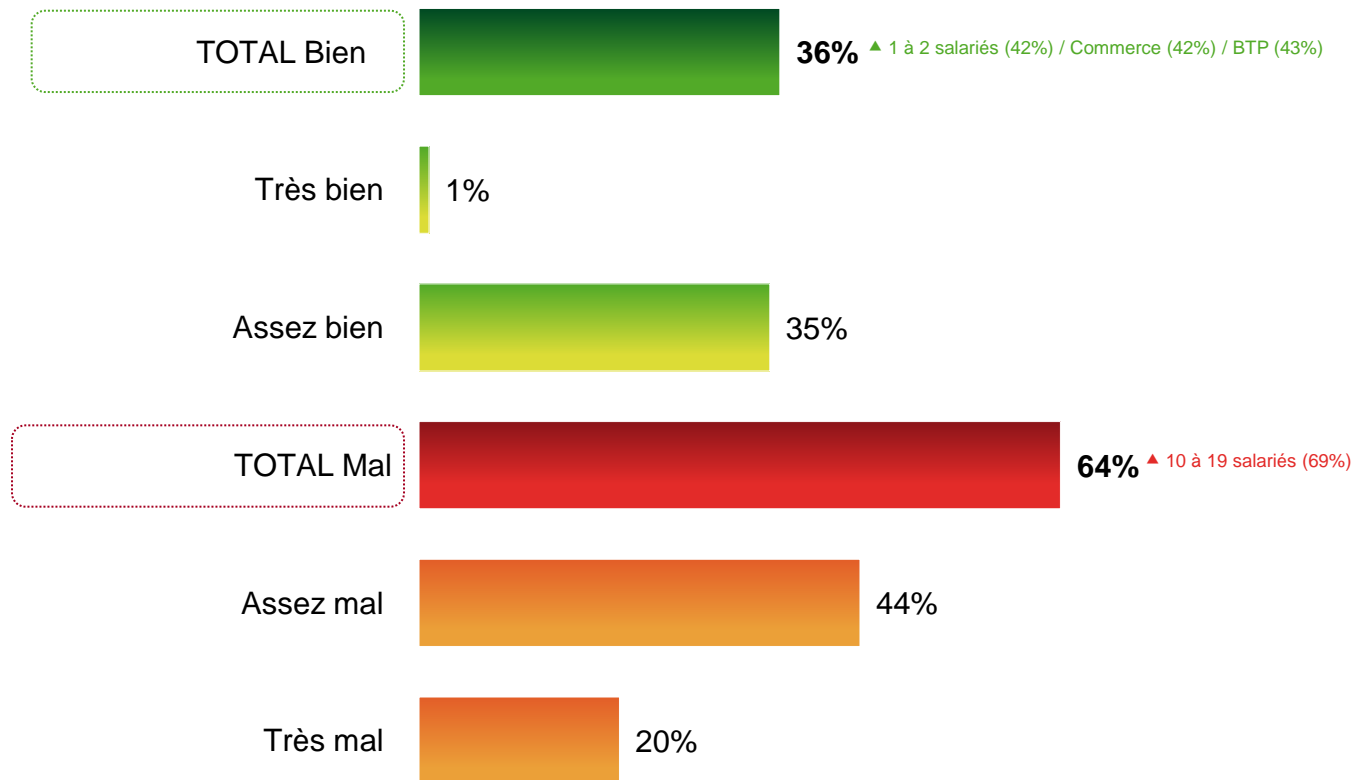
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le fonctionnement du système éducatif en France

Question

Estimez-vous qu'actuellement, en France, le système éducatif fonctionne bien ou mal ?



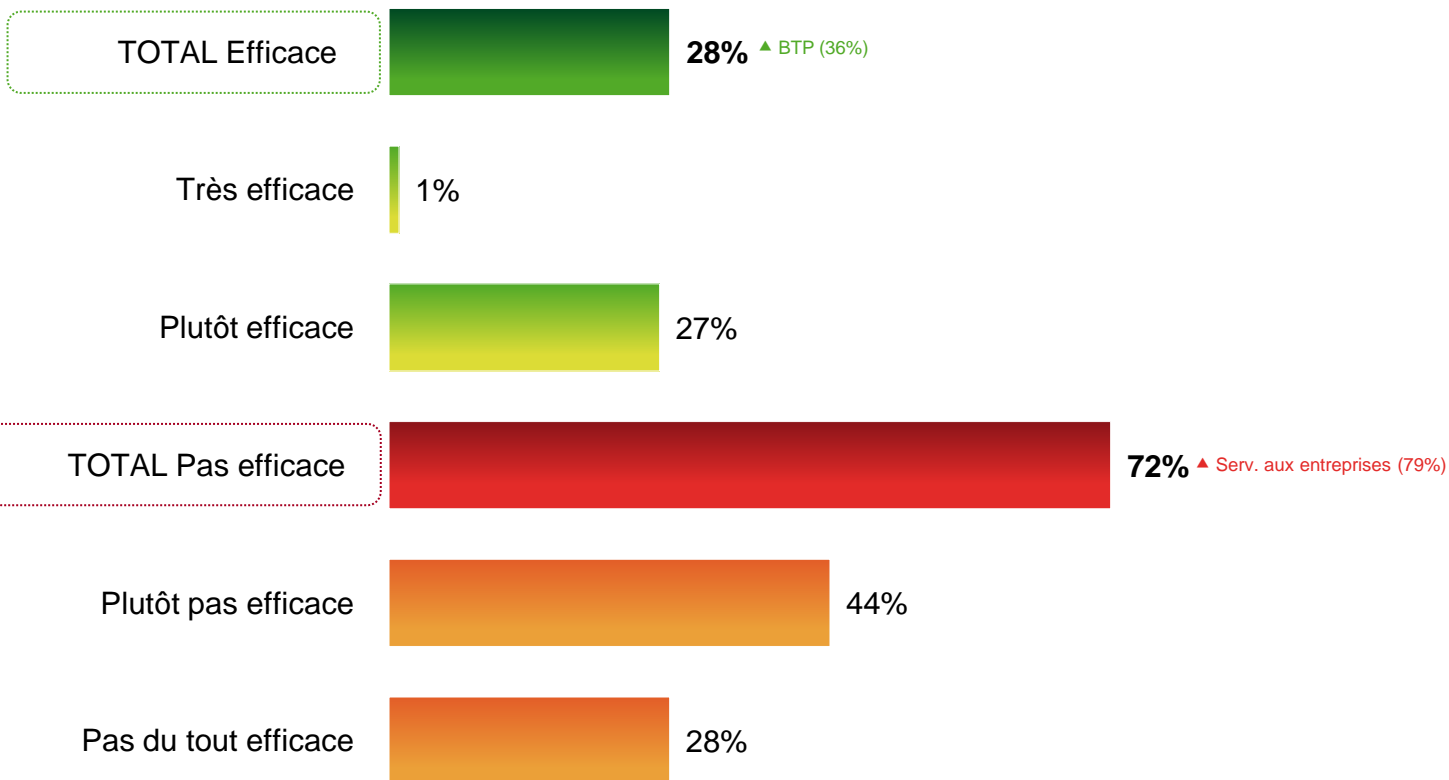
Les patrons de TPE se montrent très réservés sur le fonctionnement actuel du système éducatif français, à peine plus d'un sur trois exprimant un jugement positif sur ce sujet.

Base : ensemble des TPE

L'efficacité de la politique du gouvernement en matière d'éducation

Question

Vous personnellement, diriez-vous que la politique actuelle du gouvernement en matière d'éducation est efficace ou pas efficace ?



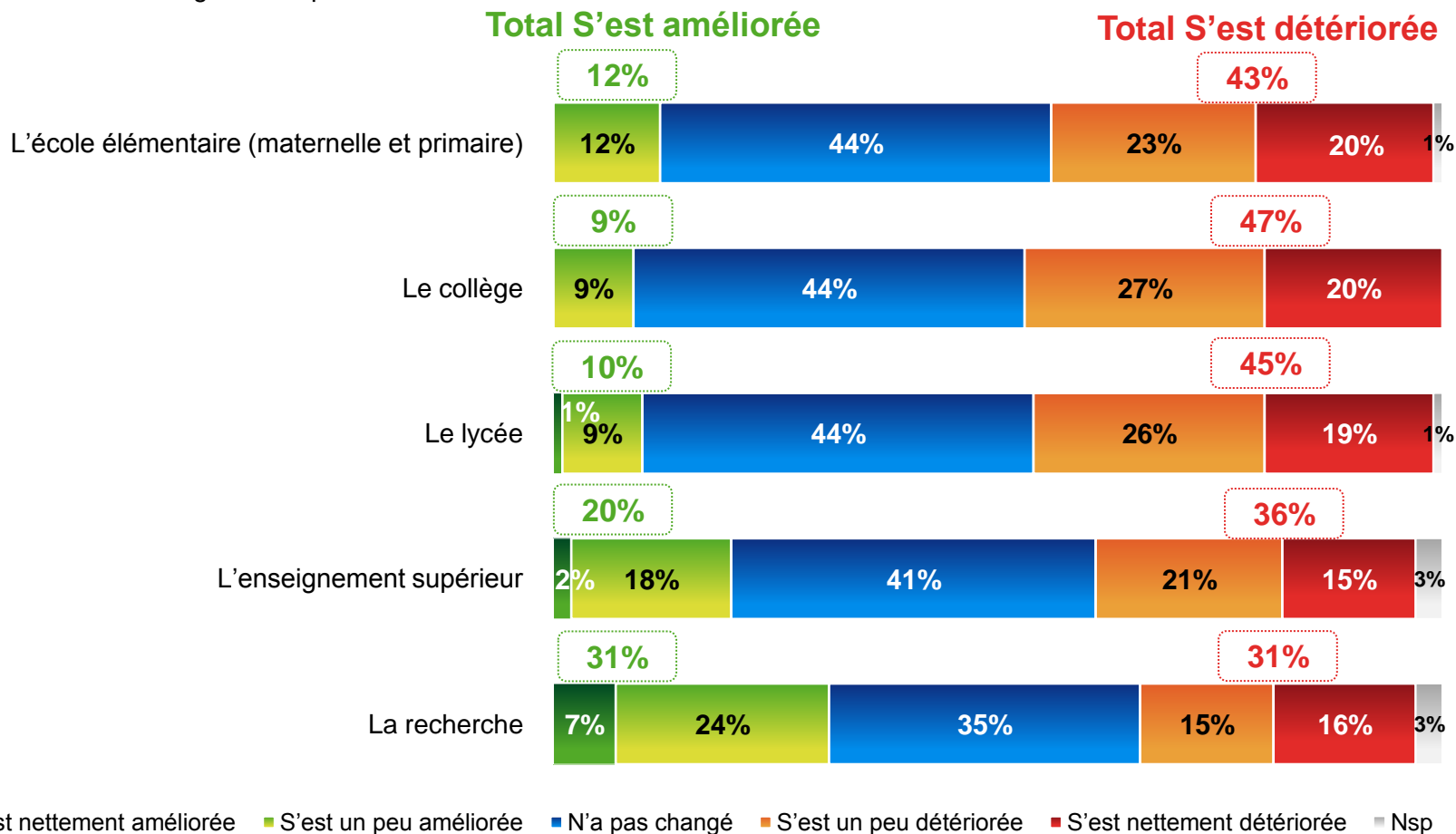
Corollaire de la perception globale du système éducatif, près des trois quarts des dirigeants (72%) soulignent l'inefficacité de la politique gouvernementale pour l'améliorer.

Base : ensemble des TPE

L'évolution du système éducatif à différents niveaux

Question

Et diriez-vous que, depuis cinq ans, la politique du gouvernement s'est améliorée, s'est détériorée ou n'a pas changé en ce qui concerne... ?



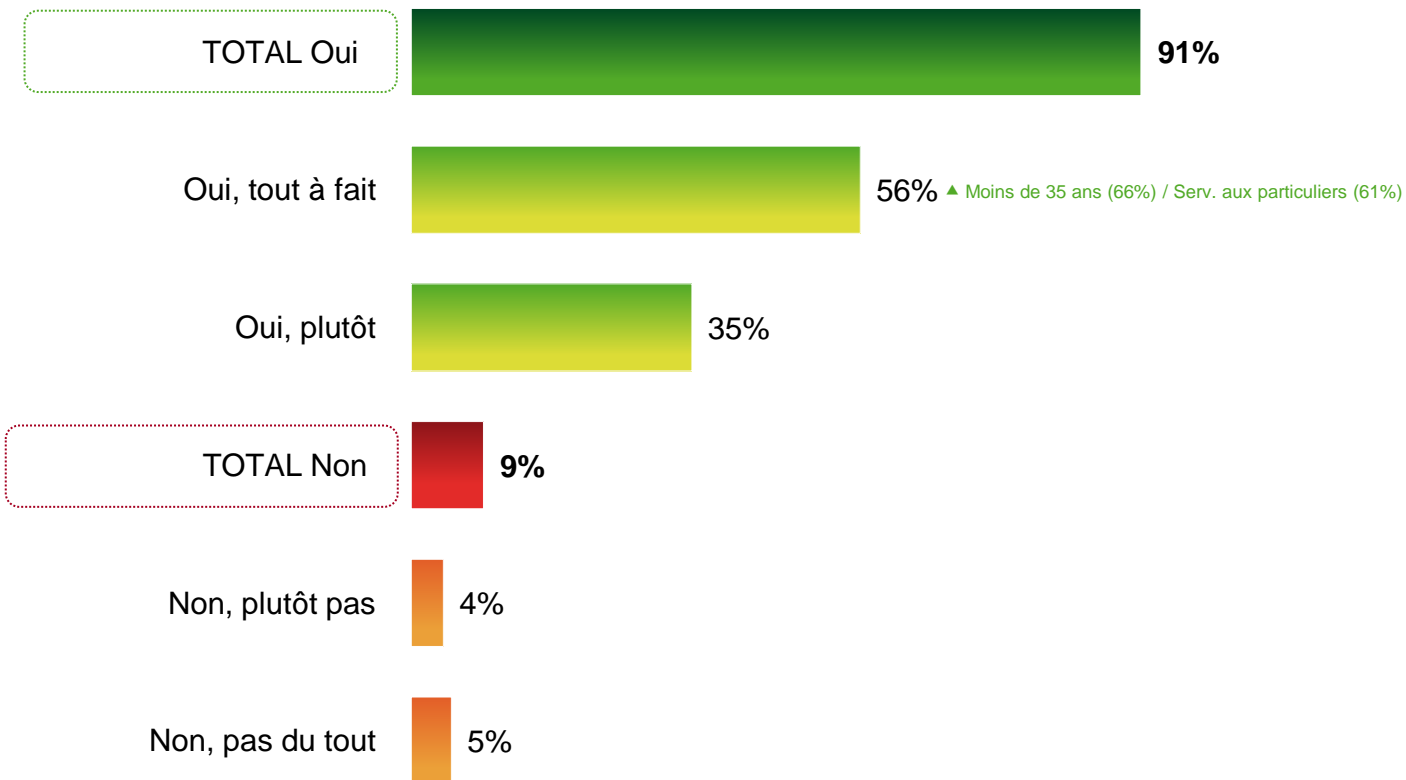
Une majorité relative des dirigeants interrogés estime que les actions menées par les pouvoirs publics se sont dégradées au cours des dernières années s'agissant du lycée, du collège et du primaire. Les jugements sur la recherche se révèlent très partagés, 31% relevant une amélioration, 31% également une détérioration et 35% ne percevant pas de changement.

Base : ensemble des TPE

L'urgence des réformes en matière d'éducation et de recherche

Question

Diriez-vous qu'il est urgent de faire des réformes pour améliorer l'éducation, les universités et la recherche en France ?



Le diagnostic porté sur la situation actuelle conduit la quasi totalité des patrons de TPE à mettre en exergue l'urgence d'une réforme de l'éducation et du système de recherche.

Base : ensemble des TPE

Les domaines d'action prioritaires en matière d'éducation et de recherche

Question

Selon vous, quelles sont les priorités en matière d'éducation ?

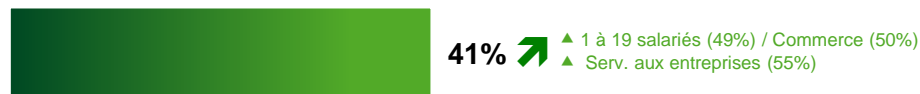
Rappel
 Avril 2007(*)

S'assurer que tous les jeunes sachent au moins lire et écrire à l'entrée en sixième



58%

Adapter les études au monde de l'entreprise pour que les jeunes y soient mieux préparés



37%

Mettre en place un véritable système d'orientation pour informer les jeunes sur les débouchés et les orienter en fonction des emplois



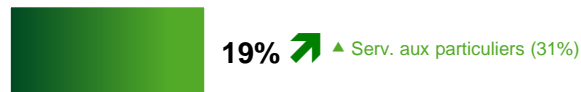
43%

Favoriser la recherche en France pour diminuer l'exil des chercheurs à l'étranger



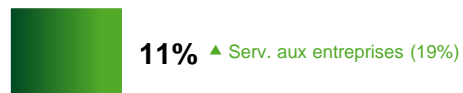
24%

Investir massivement dans les écoles, les universités et la recherche



15%

Renforcer les liens et les financements avec les entreprises privées



9%

La capacité des élèves à lire et à écrire avant l'entrée au collège reste comme en 2007 l'objectif le plus important en matière d'éducation. Les patrons de TPE sont plus nombreux à souhaiter une meilleure adaptation des études au monde de l'entreprise (41%, +4 points), tandis que l'amélioration du système d'orientation reste un enjeu fort mais comparativement moins important (37%, -6 points).

Base : ensemble des TPE

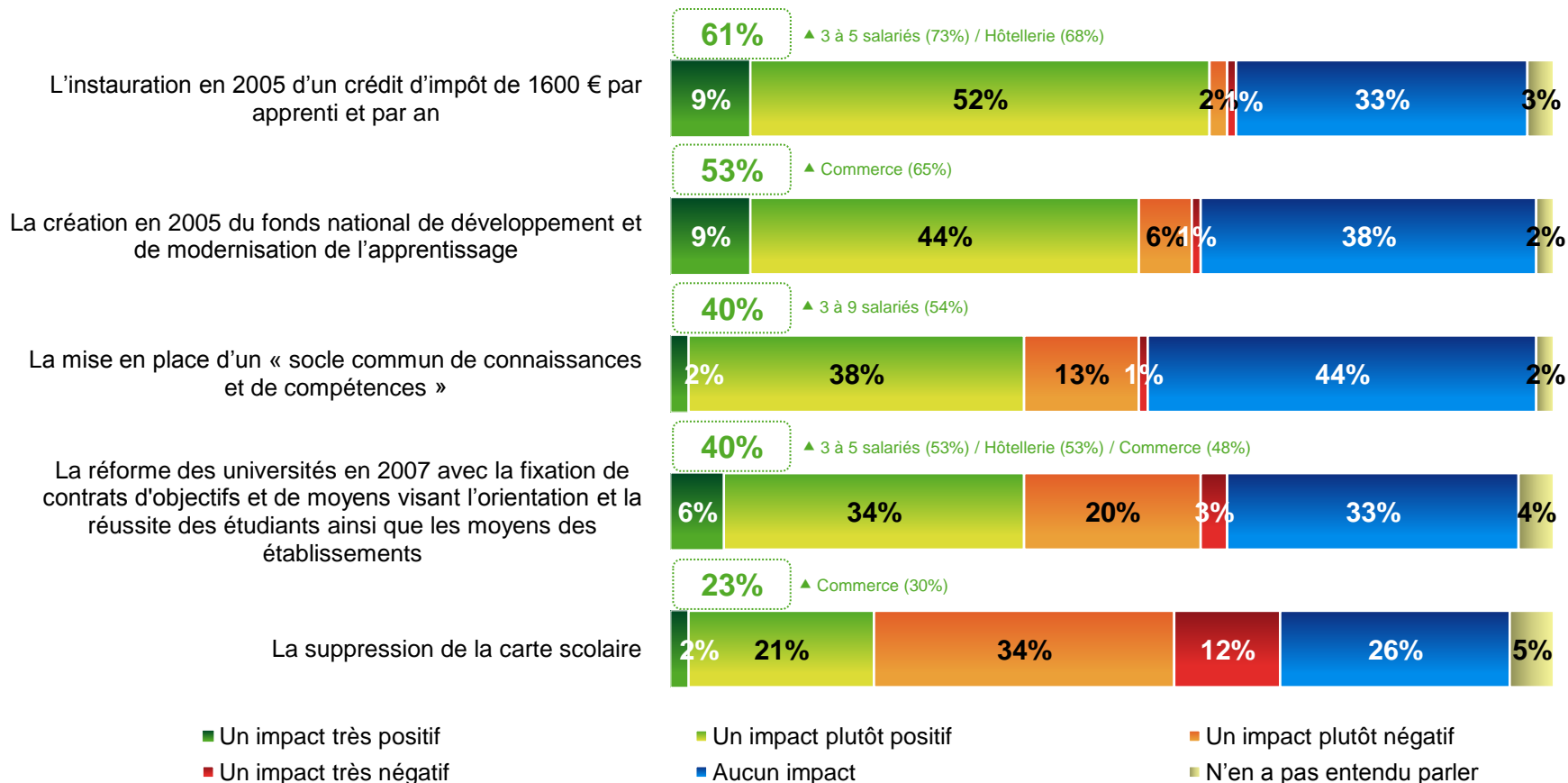
(*) En avril 2007 figurait un item supplémentaire : « Supprimer la carte scolaire qui impose l'affectation à une école en fonction de son logement » qui recueillait 8% de citations.

L'impact de différentes mesures sur le système éducatif et sur l'emploi

Question

Pour chacune des mesures suivantes, diriez-vous qu'elle a eu un impact positif, un impact négatif ou aucun impact sur le fonctionnement du système éducatif et sur l'emploi ?

Total Impact positif



Parmi les mesures mises en place au cours des dernières années, seules les mesures financières visant l'apprentissage sont jugées favorablement par une majorité des patrons de TPE. Près de la moitié estime l'impact de la suppression de la carte scolaire négatif (46%).

L'adhésion à différentes propositions en matière d'éducation

Question

Vous personnellement, êtes-vous favorable ou défavorable à la mise en place de chacune des mesures suivantes en matière d'éducation ?

Le développement d'une étude surveillée avec du soutien scolaire gratuit dans tous les établissements de l'éducation prioritaire à l'aide d'un plan de mobilisation des acteurs associatifs des enseignants retraités ou en formation, des étudiants, des bénévoles

Le développement des jardins d'éveil pour élargir l'offre de garde pour les 2-3 ans sous la responsabilité des communes et intercommunalités, en lien avec les CAF

La lutte contre l'absentéisme des enseignants

L'imposition aux professeurs d'un temps de présence supplémentaire au sein de leur établissement, consacré à l'aide aux devoirs pour les élèves

Le recrutement des enseignants par les chefs d'établissement

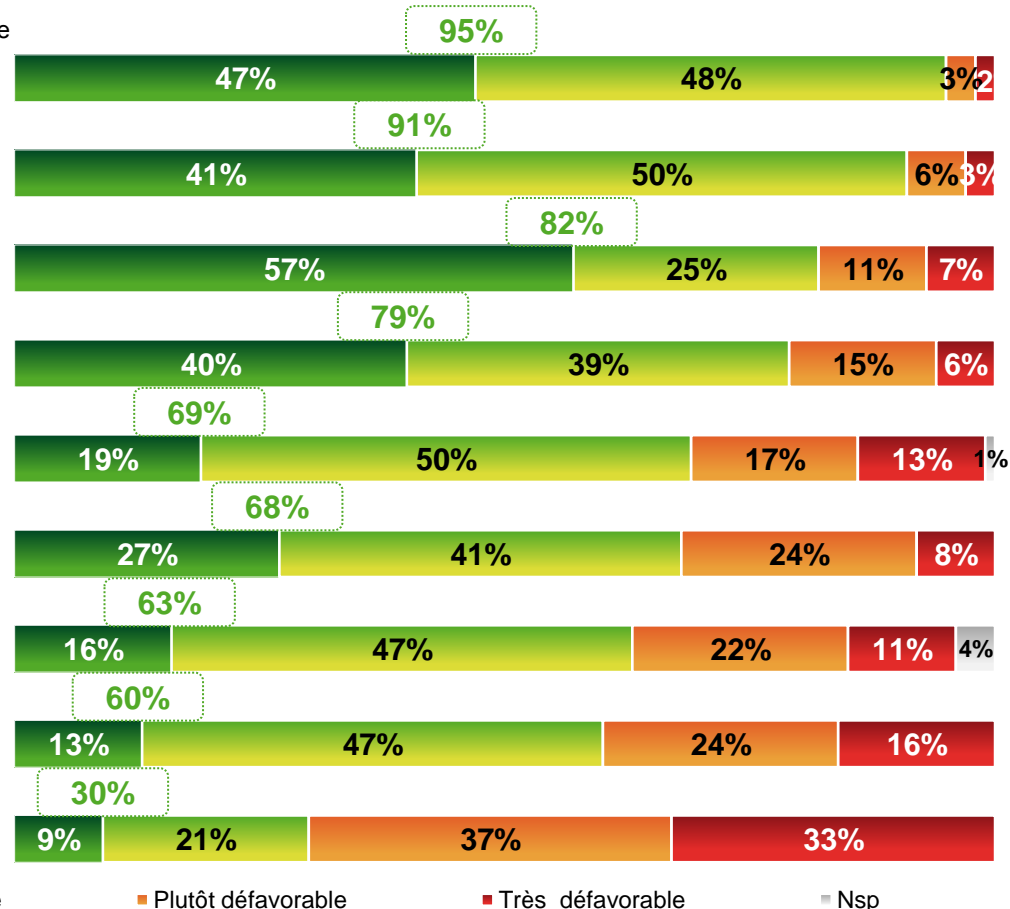
La scolarisation obligatoire en école maternelle des enfants dès l'âge de 3 ans

La suppression des passerelles ZEP pour l'accès aux grandes écoles et l'instauration à la place d'un soutien scolaire aux meilleurs élèves des ZEP

L'institutionnalisation de la présence des parents dans l'école, à travers un référent parent par classe

La scolarisation des enfants dès l'âge de 2 ans

Total Favorable



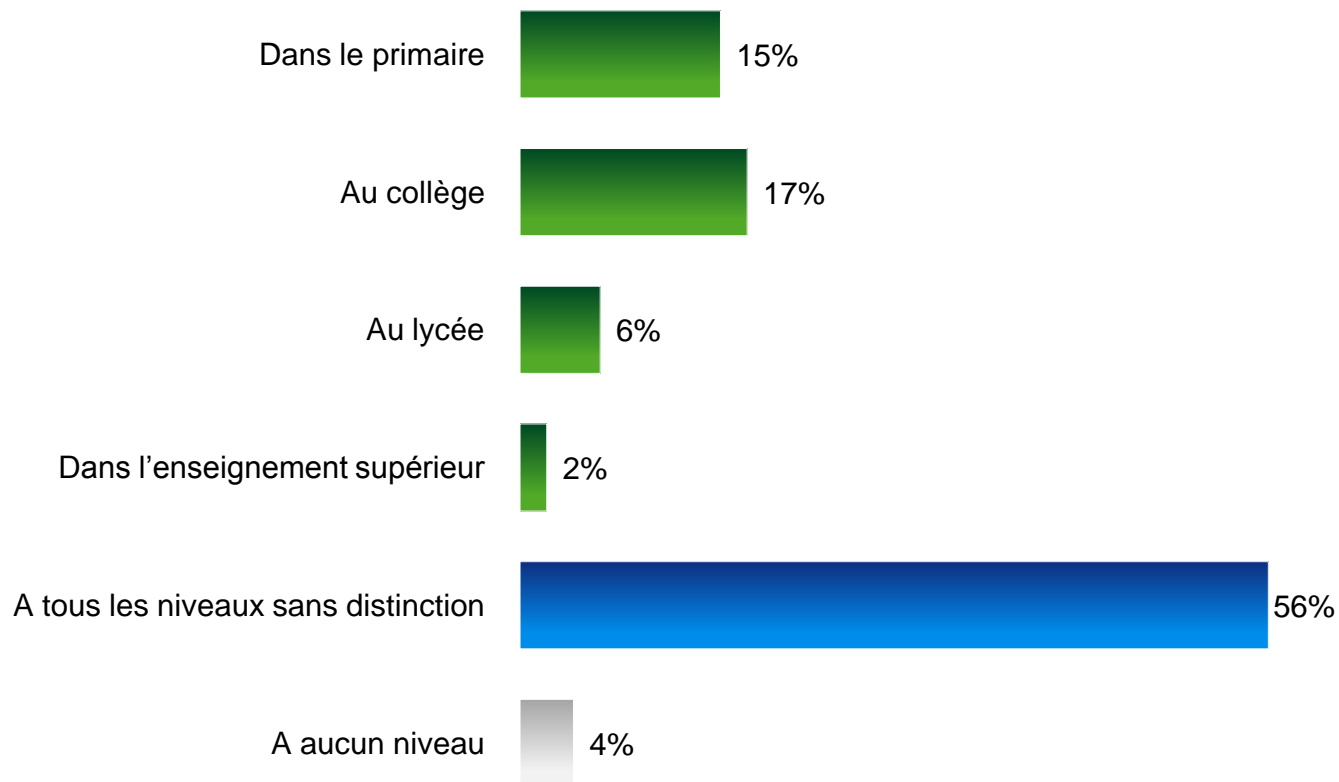
Les dirigeants interrogés plébiscitent le développement des études surveillées et par conséquent l'imposition d'un temps de présence supplémentaire des professeurs, ainsi que des jardins d'éveil. Ils se montrent très largement favorables à la lutte contre l'absentéisme des enseignants, mais aussi à leur recrutement par les chefs d'établissement. Ils sont en revanche opposés à la scolarisation dès deux ans (70% contre).

Base : ensemble des TPE

Le niveau d'enseignement requérant le plus de mérite

Question

Pour vous, à quel niveau le métier d'enseignant requiert-il le plus de mérite ?

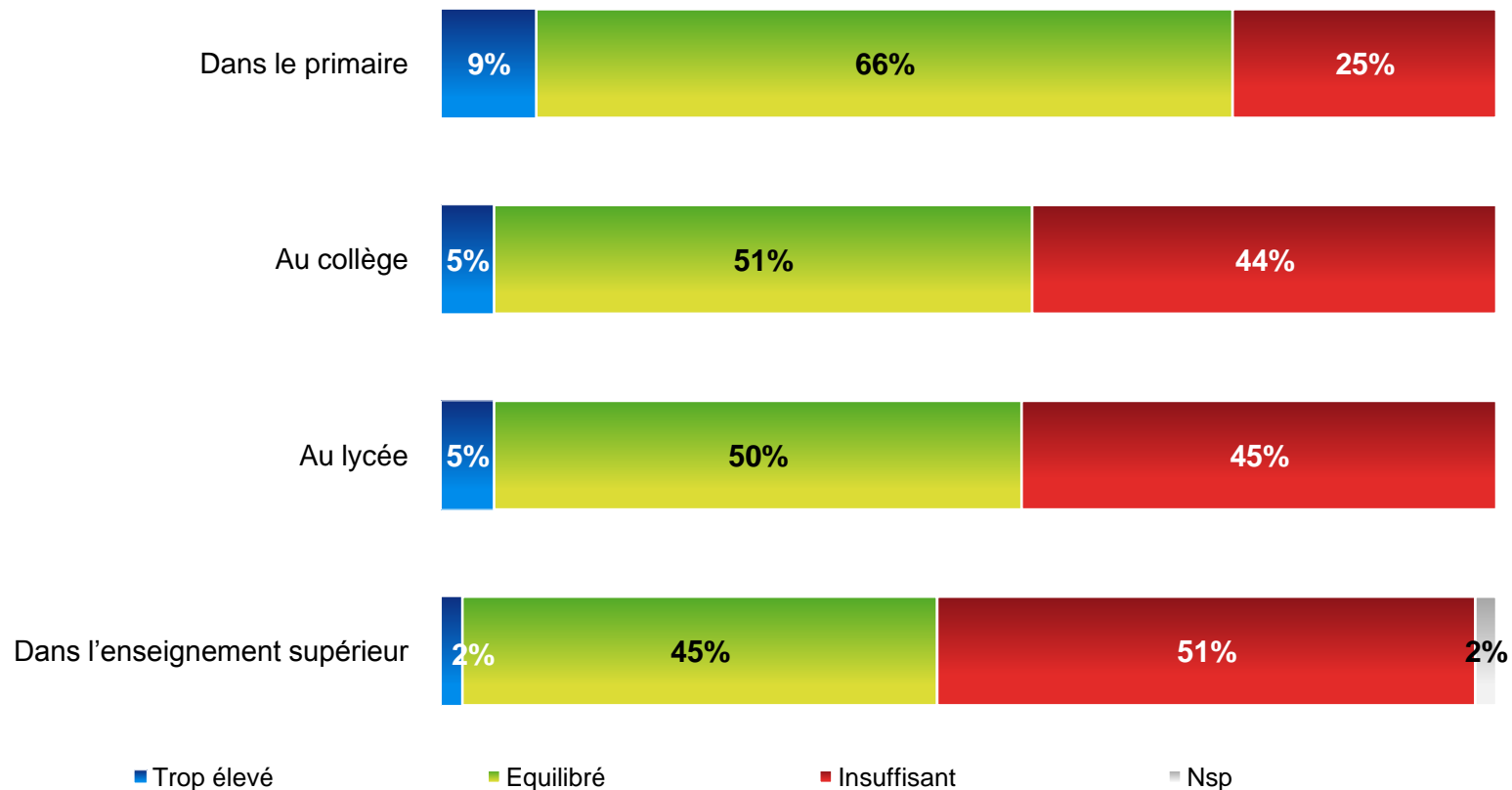


Une majorité (56%) juge que tous les niveaux requièrent le même mérite. Notons toutefois que près d'un interviewé sur trois souligne plus particulièrement le rôle déterminant des enseignants du primaire (15%) et du collège (17%).

Le jugement sur le nombre d'heures de travail des enseignants

Question

Diriez-vous que le nombre d'heures des enseignants est trop élevé, équilibré ou insuffisant à chacun des niveaux suivants ?



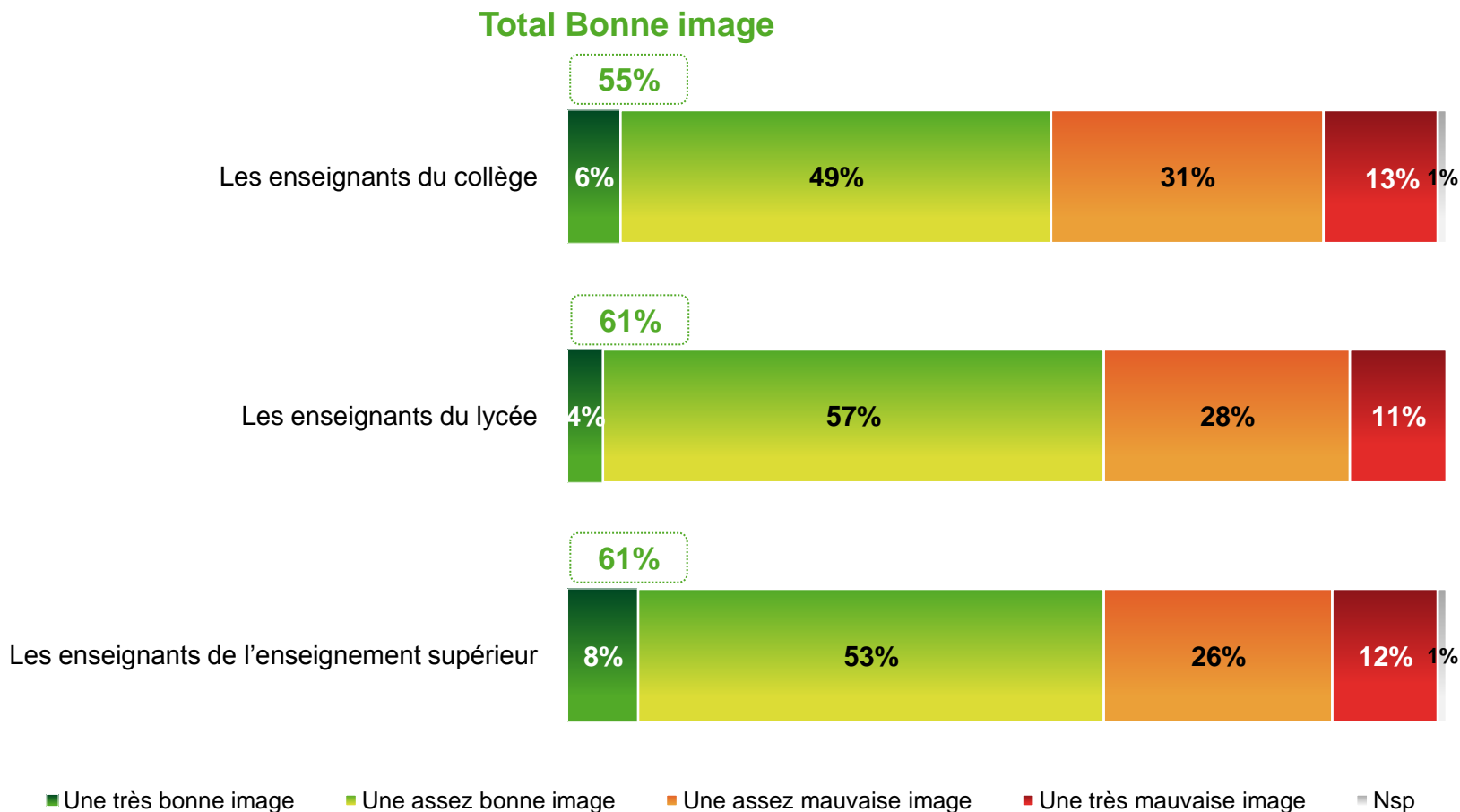
En lien logique avec l'approbation de l'imposition d'un temps de présence supplémentaire aux enseignants, une forte proportion des patrons de TPE juge le nombre actuel d'heures de travail des enseignants insuffisant au collège et au lycée, ce score étant même majoritaire en ce qui concerne l'enseignement supérieur (51%). L'équilibre est davantage reconnu en ce qui concerne le primaire (66%).

Base : ensemble des TPE

Comment les TPE pensent être perçues par les enseignants ?

Question

Selon vous, les enseignants de chacun des niveaux suivants ont-ils une bonne ou une mauvaise image de la petite entreprise ?

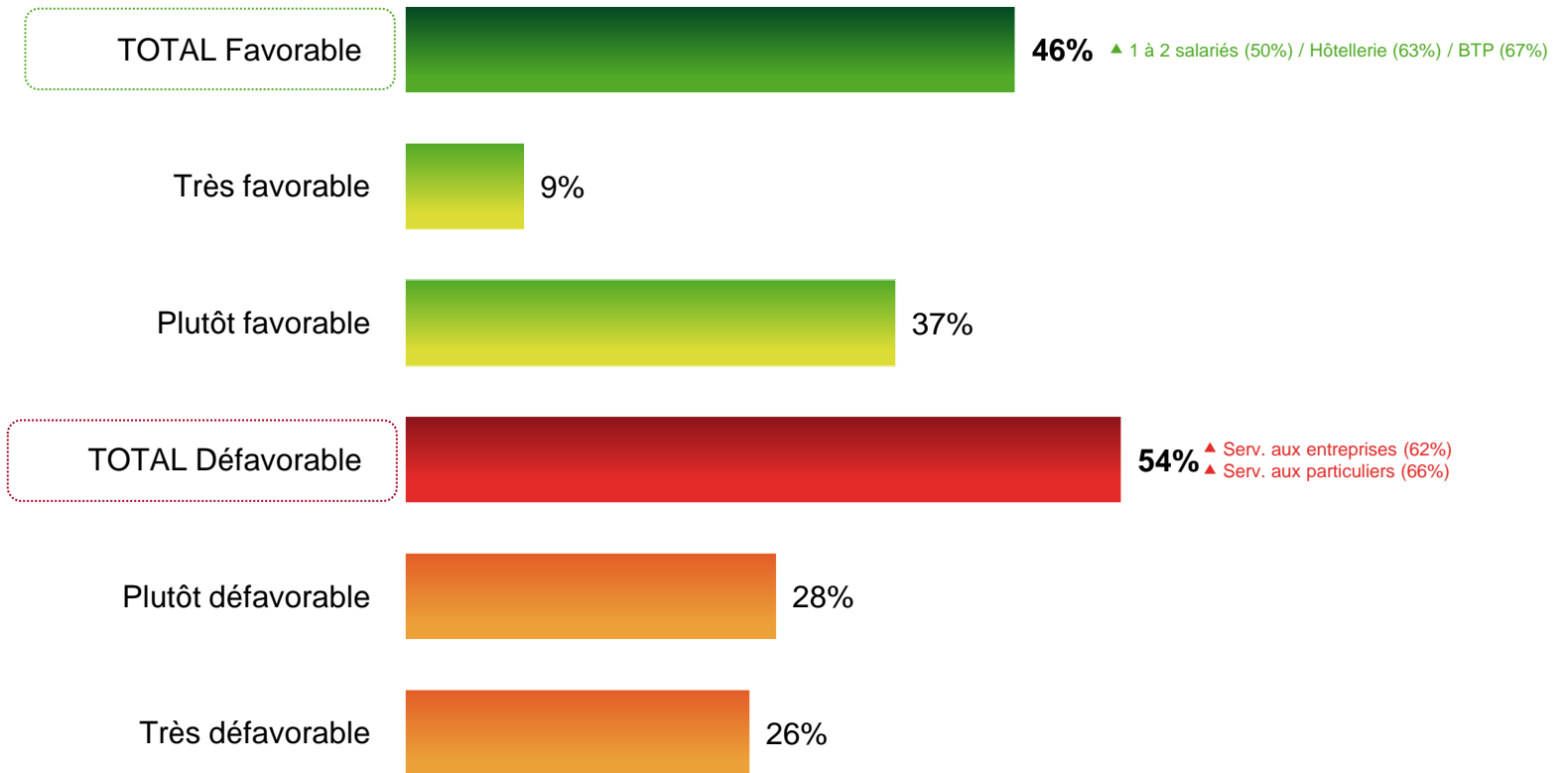


La projection de l'image des petites entreprises auprès des enseignants se révèle majoritairement positive mais avec des jugements peu constitués.

L'alignement du coût des études universitaires sur celui des grandes écoles

Question

Seriez-vous favorable ou défavorable à l'alignement du coût des études universitaires sur celui des grandes écoles ?



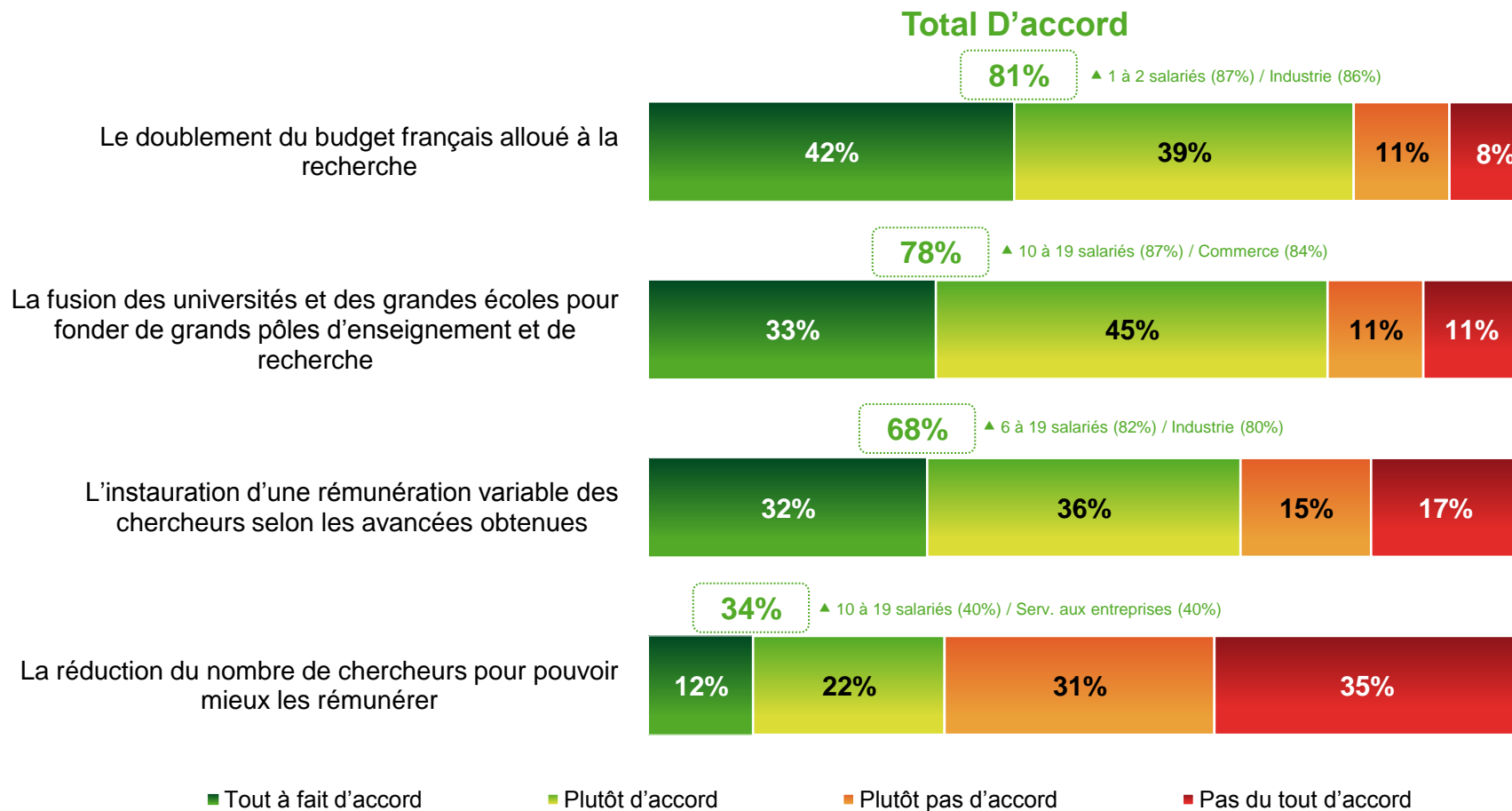
La perspective d'un alignement du coût des études universitaires sur celui des grandes écoles suscite des réactions très mitigées, et un rejet important dans les secteurs des services aux entreprises et des services aux particuliers.

Base : ensemble des TPE

Comment empêcher les départs des chercheurs français vers d'autres pays ?

Question

Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes, permettant d'empêcher le départ des chercheurs français vers d'autres pays plus attractifs ?



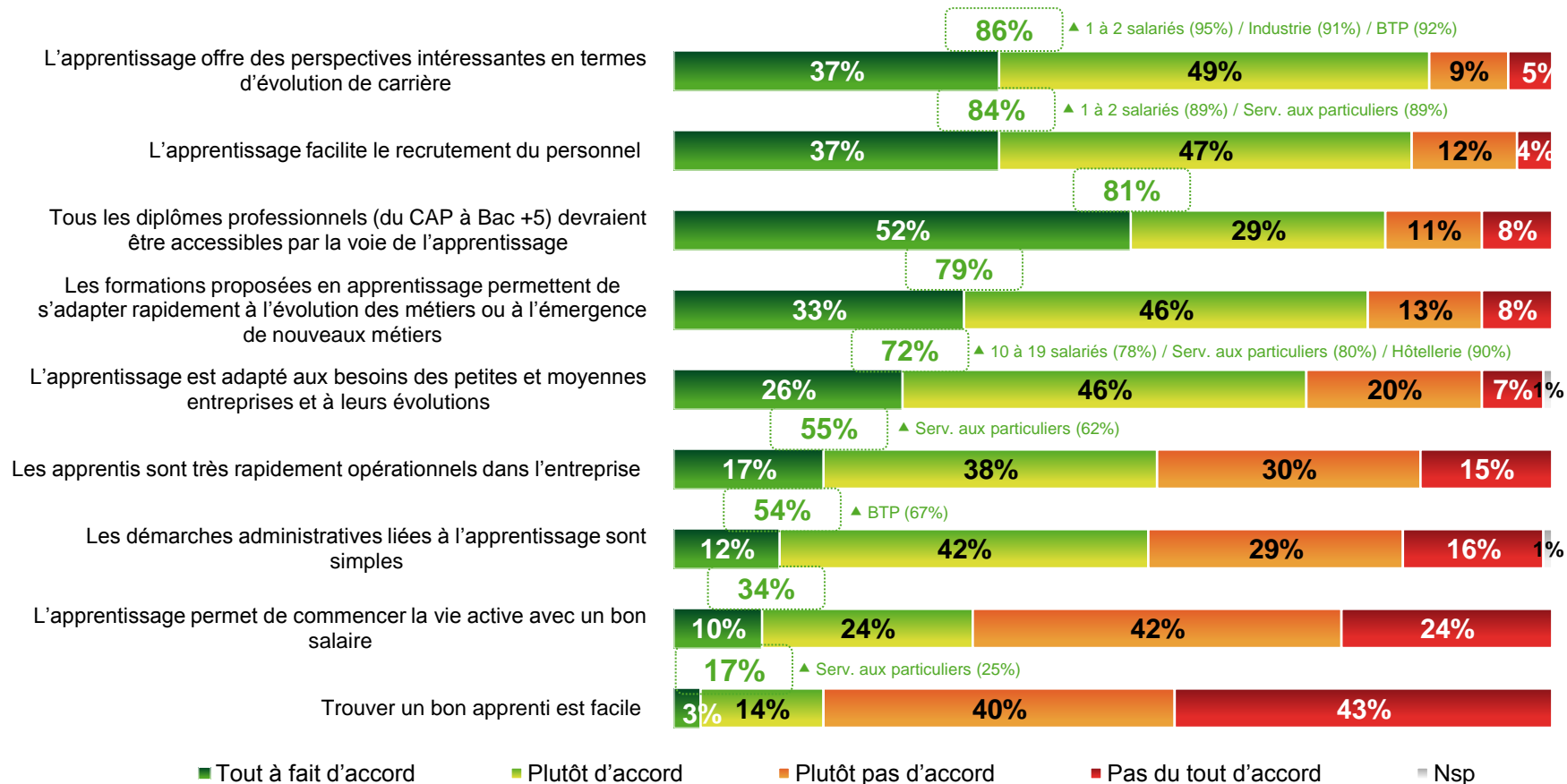
Les patrons de TPE se révèlent réceptifs aux mesures visant à limiter le départ des chercheurs français vers l'étranger. Ils se montrent plus particulièrement convaincus par le doublement du budget consacré à la recherche et à la création de grands pôles regroupant des universités et des grandes écoles.

Les jugements sur l'apprentissage

Question

Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes sur l'apprentissage ?

Total D'accord



Les bénéfices de l'apprentissage en termes de recrutement et d'opportunités de carrière sont très largement reconnus. On voit en revanche apparaître des sentiments partagés sur le caractère rapidement opérationnel des apprentis (55% d'accord contre 45% d'avis contraires). Surtout, on observe que 83% jugent difficile de trouver un bon apprenti.

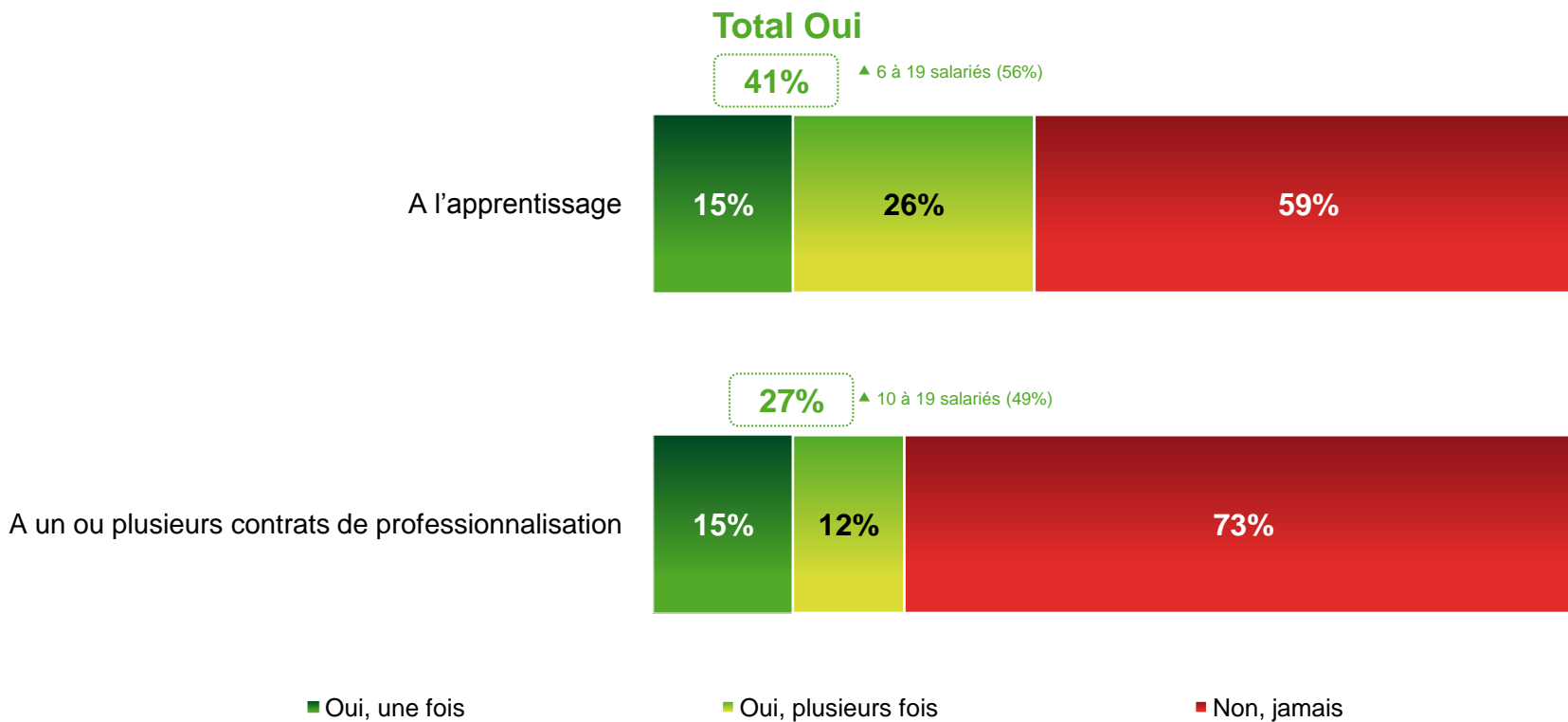
Base : ensemble des TPE

Le recours à l'apprentissage et aux contrats de professionnalisation

Question

Au cours des trois dernières années, avez-vous eu déjà recours au sein de votre entreprise... ?

Résultats auprès des employeurs



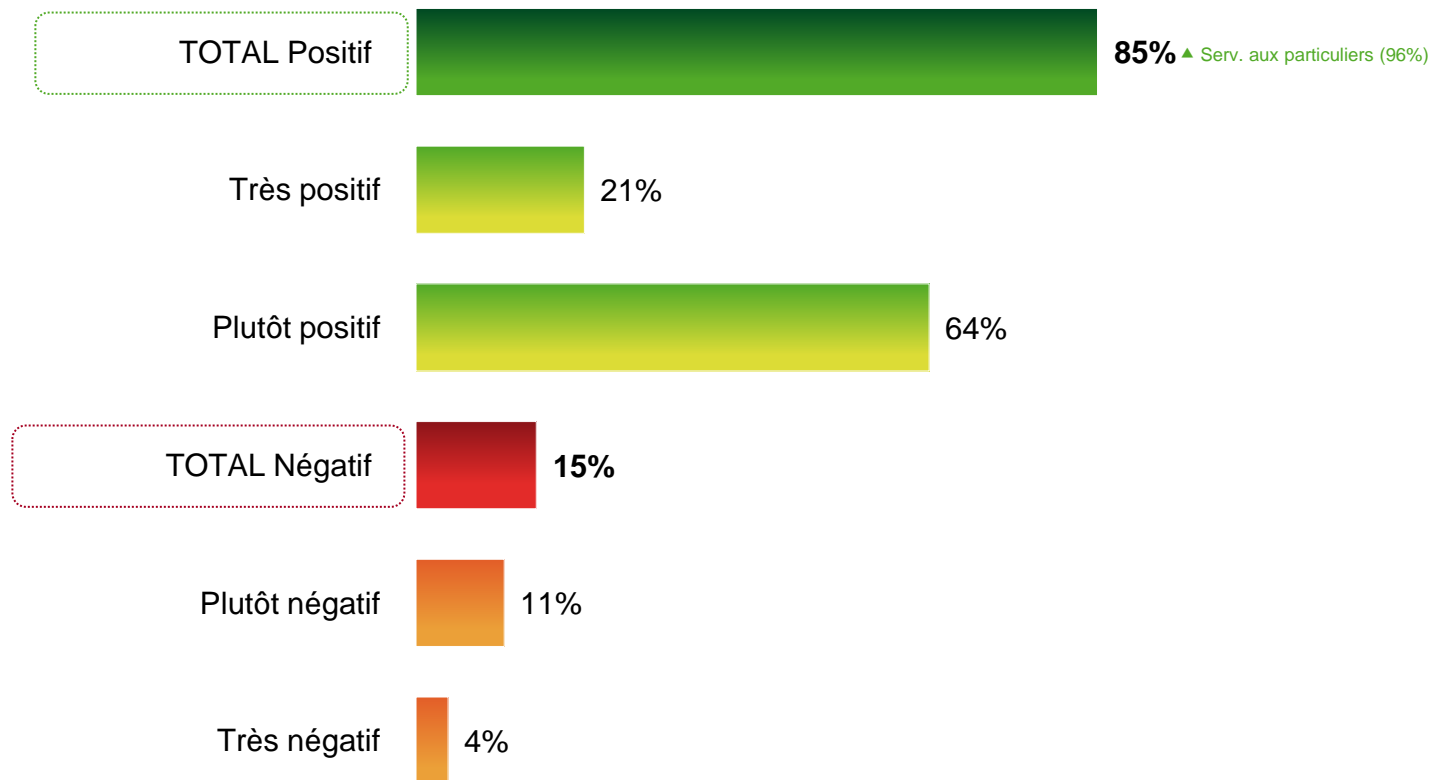
Le recours à l'apprentissage et aux contrats de professionnalisation est minoritaire mais tend logiquement à croître avec la taille de l'entreprise. Il s'avère également plus élevé dans le BTP.

Base : TPE employant au moins un salarié

Le jugement sur le recours à l'apprentissage

Question

Diriez-vous que ce recours à l'apprentissage a été positif ou négatif pour votre entreprise ?



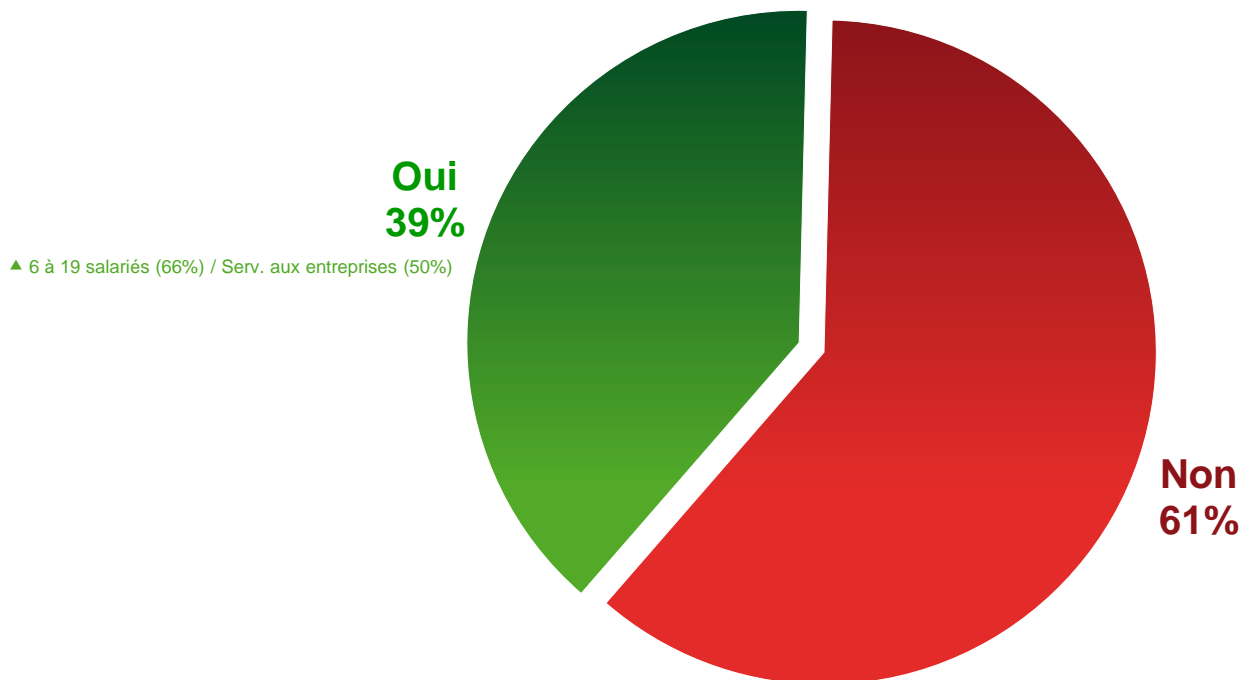
Au global, parmi les entreprises concernées, près de neuf dirigeants sur dix dressent un bilan positif de leur recours à l'apprentissage.

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE déclarant avoir eu recours à l'apprentissage au cours des trois dernières années

La réalisation d'une embauche à l'issue d'un contrat d'apprentissage

Question

Et avez-vous déjà embauché à l'issue d'une période d'apprentissage ?



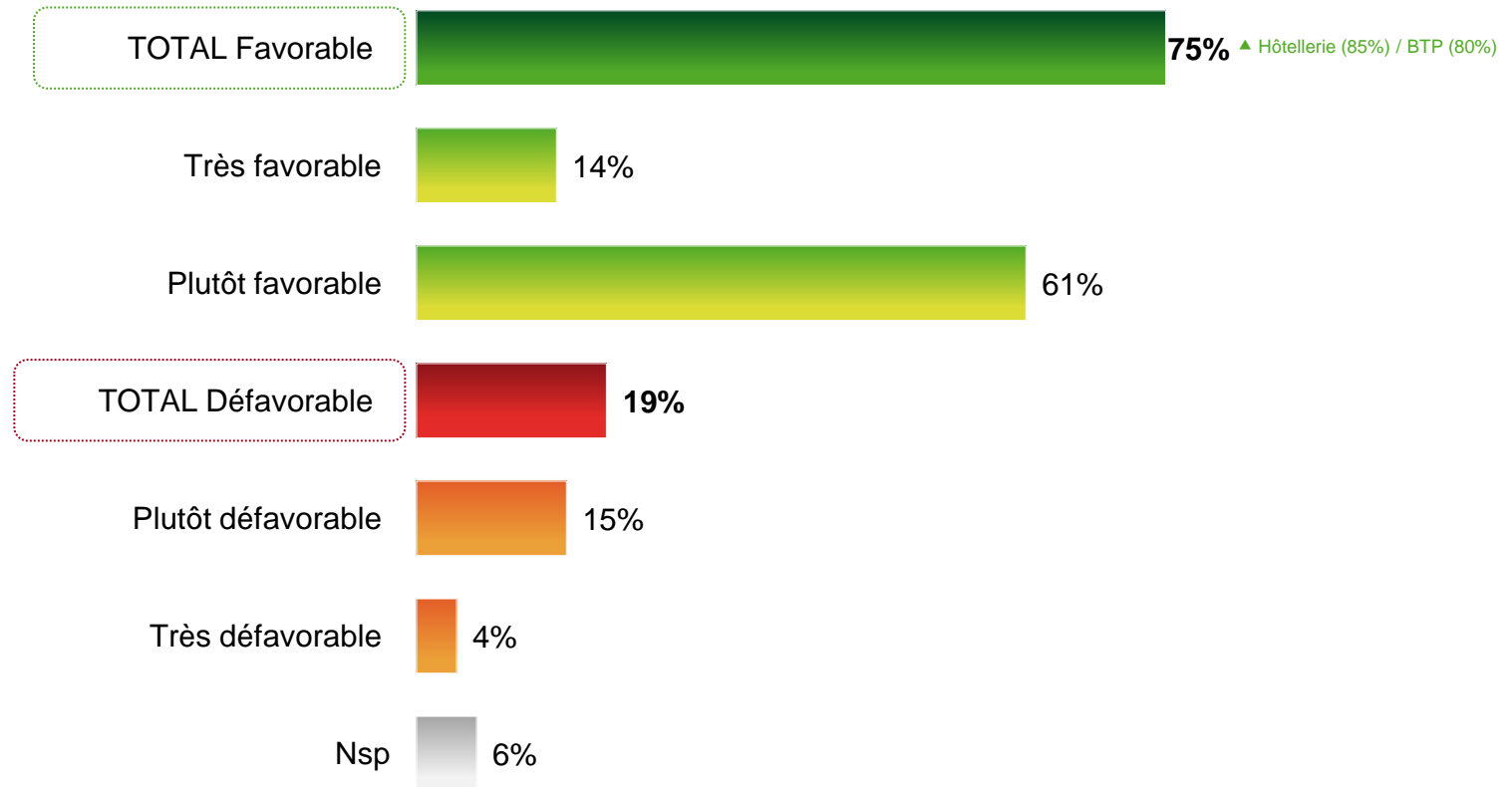
Une forte proportion des TPE concernées a déjà réalisé une embauche à l'issue d'une période d'apprentissage, ce score atteignant même 66% dans les structures de 6 à 19 salariés, témoignant des bénéfices de ce type de contrat.

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE déclarant avoir eu recours à l'apprentissage au cours des trois dernières années

La fusion du contrat d'apprentissage et du contrat de professionnalisation

Question

Seriez-vous favorable ou défavorable à la fusion du contrat d'apprentissage et du contrat de professionnalisation ?



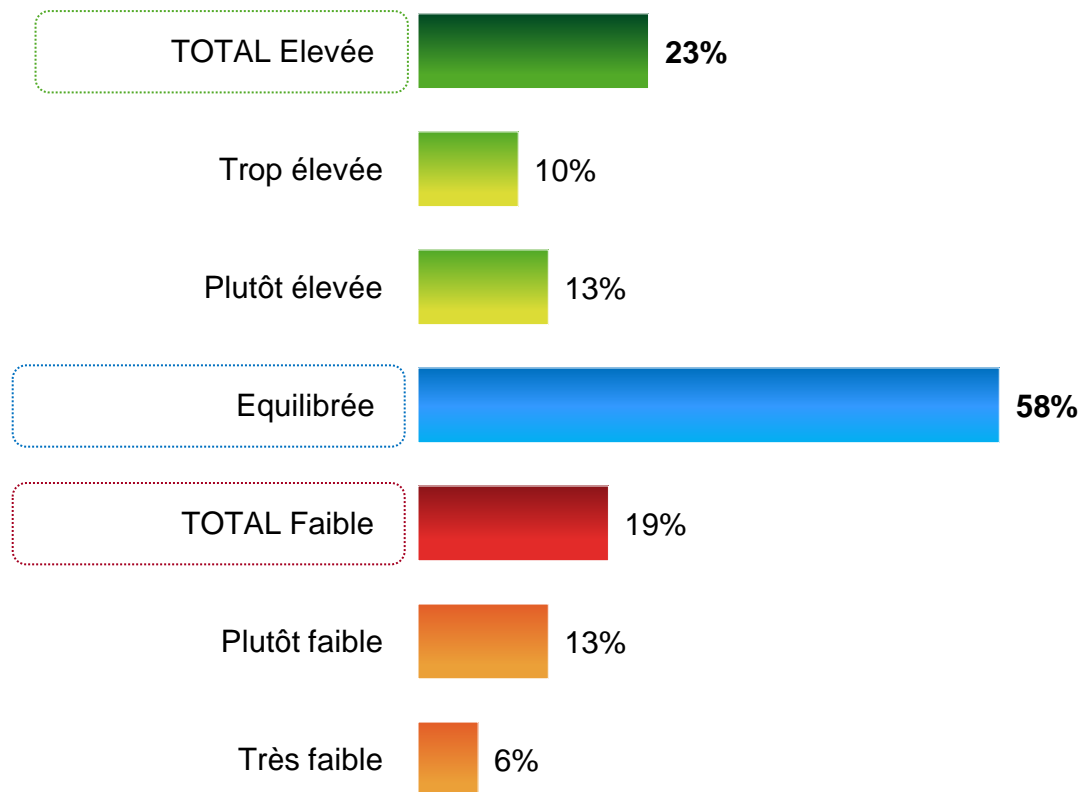
La proposition de fusion entre les contrats d'apprentissage et les contrats de professionnalisation rencontre un écho très favorable auprès des TPE.

Base : ensemble des TPE

Le jugement sur la rémunération des apprentis

Question

Diriez-vous que la rémunération due aux apprentis pendant l'apprentissage est... ?

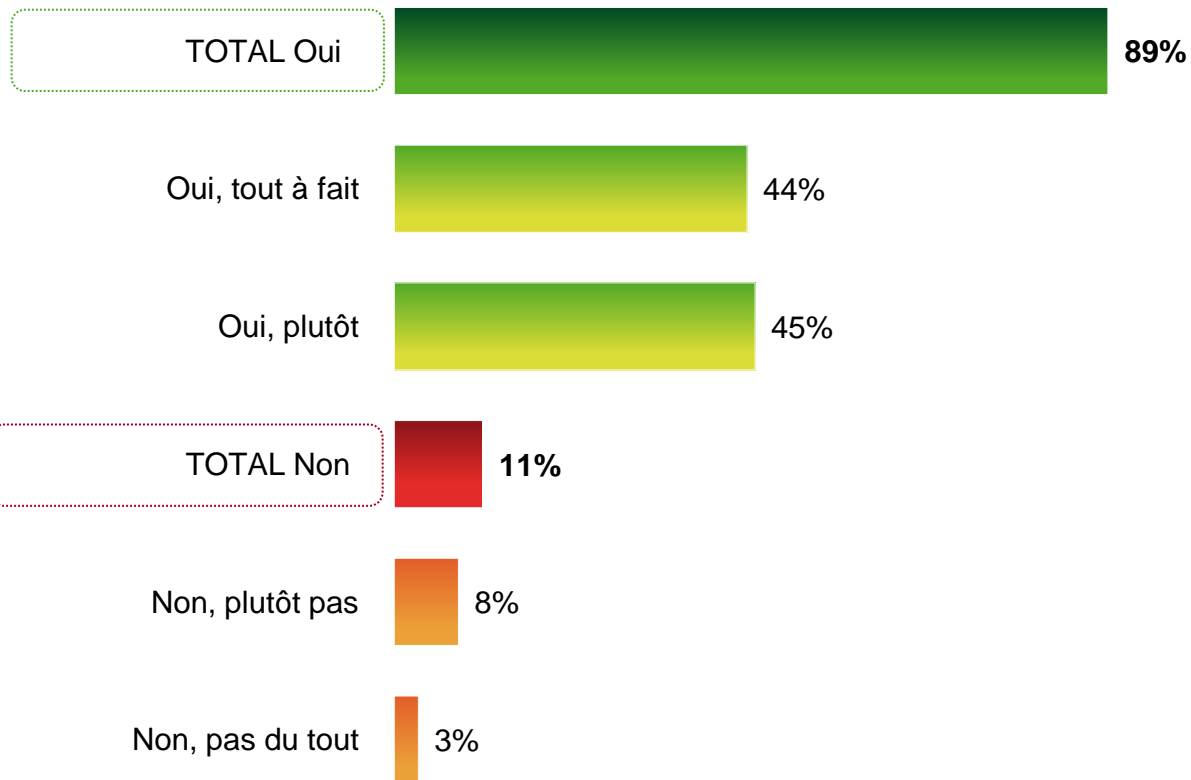


La rémunération des apprentis est jugée bien adaptée par une majorité des dirigeants en ayant déjà employé, tandis que 23% estiment qu'elle devrait être réduite et 19% qu'elle devrait être augmentée.

Le jugement sur le niveau de formation de ses salariés

Question

Plus généralement, diriez-vous que les salariés de votre entreprise sont bien formés pour accomplir leurs missions ?



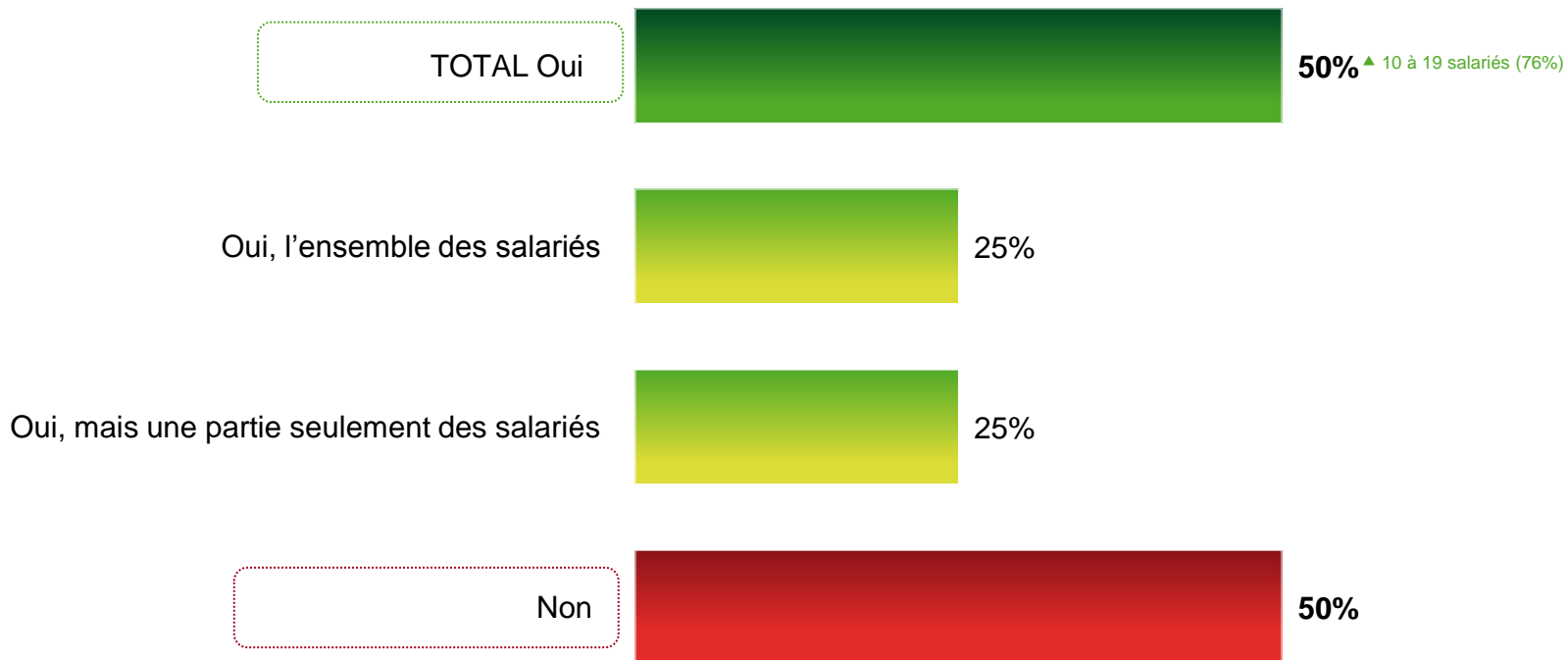
Les patrons de TPE sont majoritairement satisfaits du niveau de formation de leur(s) salarié(s).

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié.

Les salariés et la formation

Question

Et au cours des trois dernières années, les salariés de votre entreprise - hors les apprentis et les contrats de professionnalisation - ont-ils suivi des formations, notamment dans le cadre du DIF (Droit Individuel à la Formation) ?



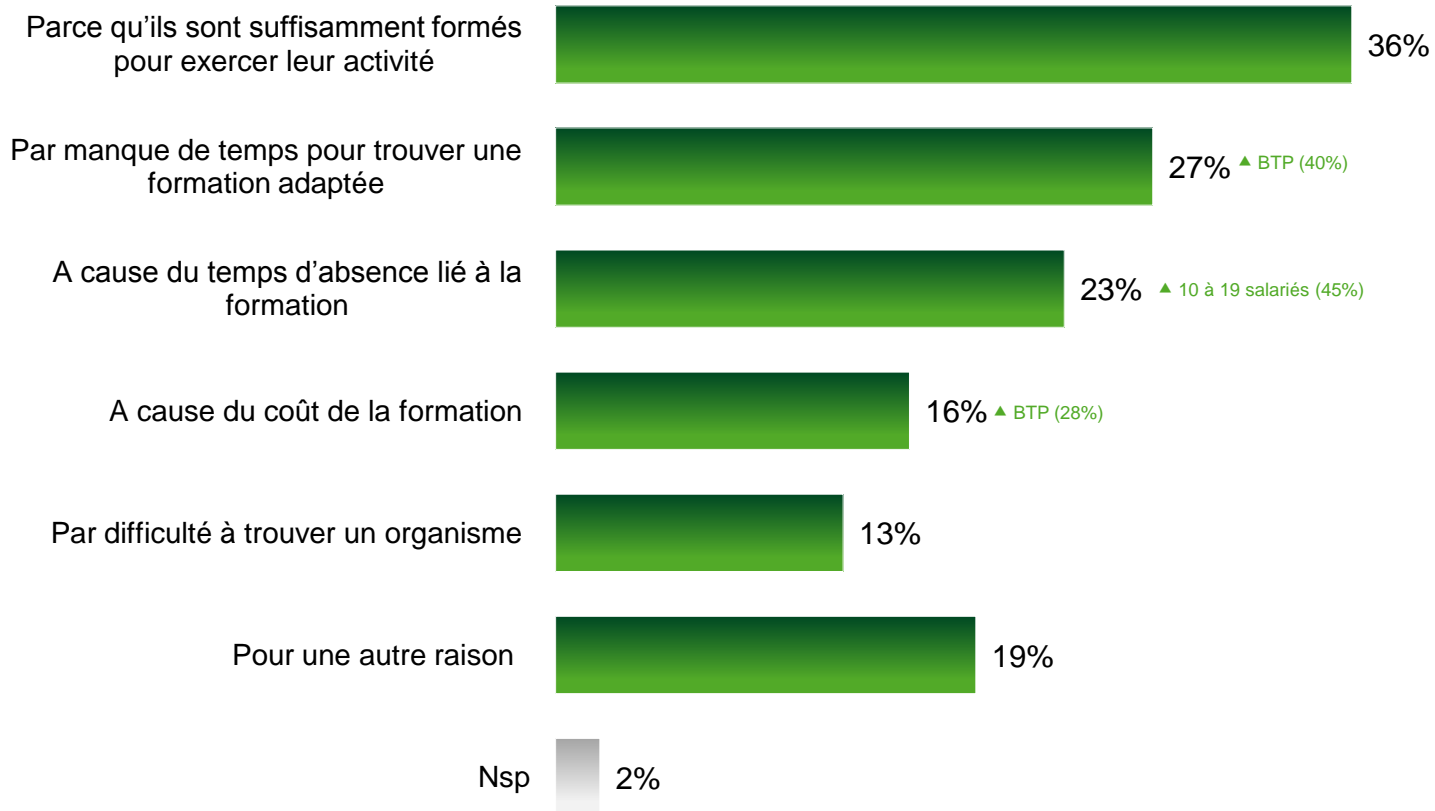
La moitié des TPE employant au moins une personne a dispensé des formations à une partie ou à l'ensemble de ses salariés au cours des trois dernières années, soit un score comparable à celui relevé en moyenne au sein des entreprises, toutes tailles confondues.

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié.

Les raisons expliquant l'absence de formation des salariés

Question

Pour quelle(s) raison(s) principale(s) les salariés n'ont-ils pas suivi de formation au cours des trois dernières années ?



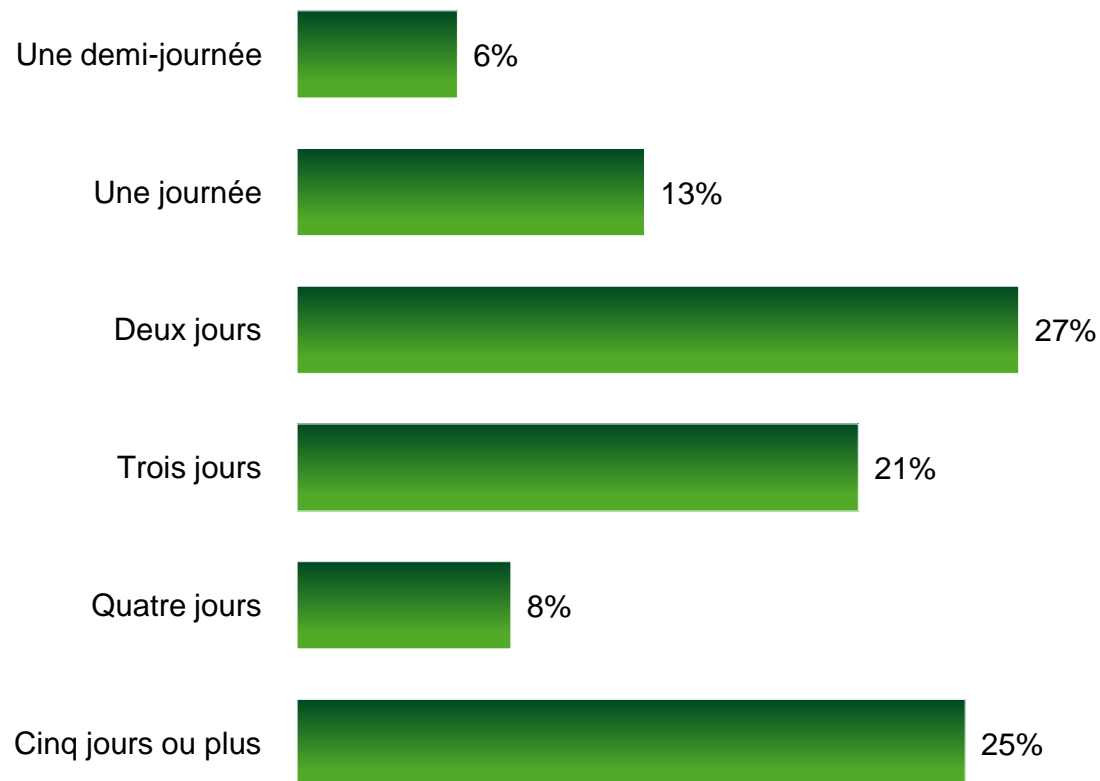
La mise en exergue d'un niveau suffisant des salariés pour exercer leurs missions constitue la première explication à l'absence de formation. Mais on voit également émerger l'importance du facteur temps, qu'il s'agisse du temps pour trouver la formation ou de celui lié à l'absence des employés.

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié et déclarant que l'ensemble ou une partie des salariés n'ont pas suivi de formations au cours des trois dernières années.

Le nombre moyen de journées de formation suivies par les salariés

Question

En moyenne, combien de jours de formations chacun de vos salariés suit-il chaque année ?



Moyenne :
4 jours

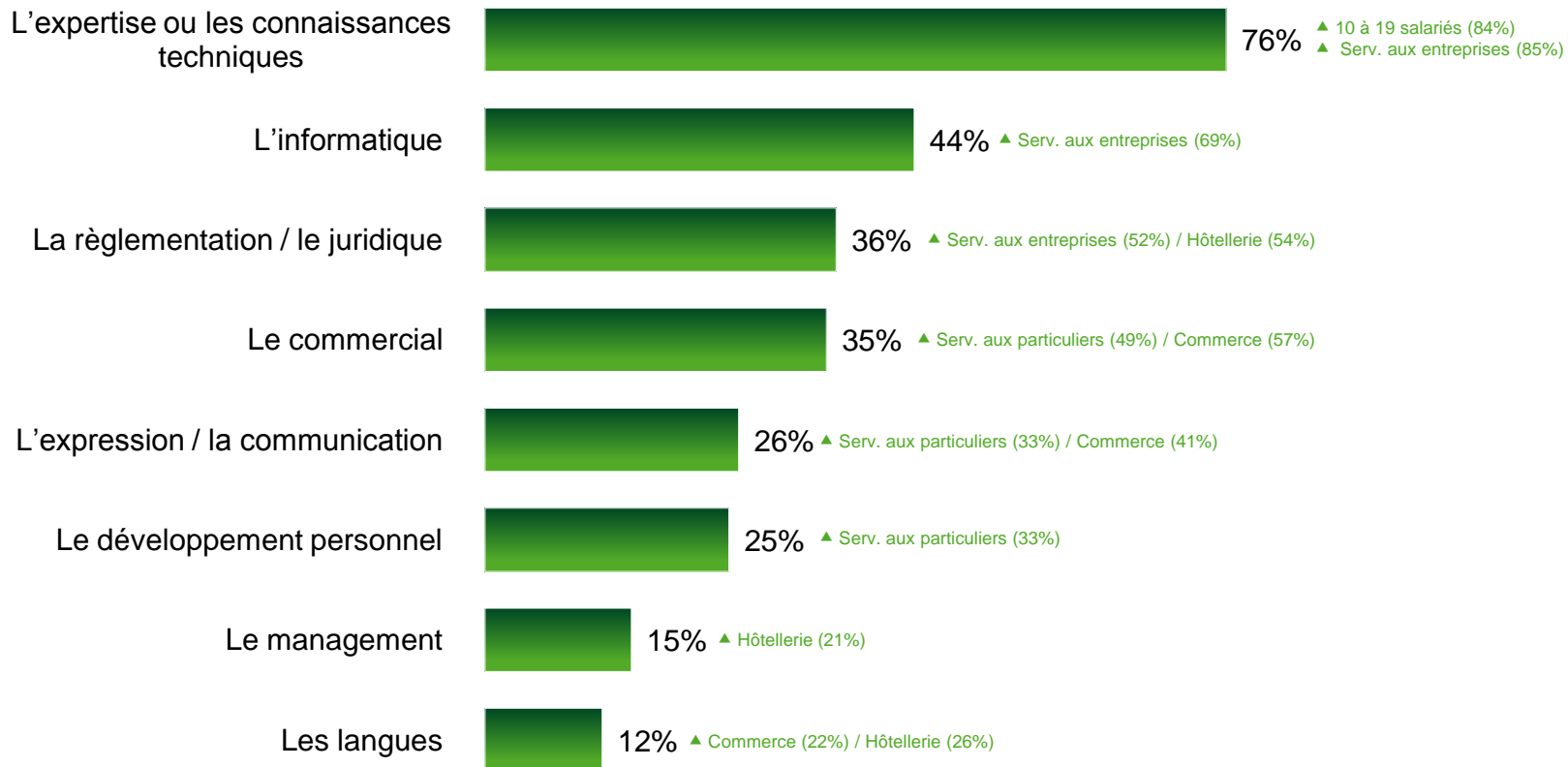
Si près de la moitié des TPE ayant mis en place des formations dispense moins de trois jours par an (le DIF se situant à 20 heures annuelles) à chacun des membres de son entreprise, 25% déclarent que leurs salariés suivent plus de cinq jours de formation chaque année.

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié et déclarant que l'ensemble ou une partie des salariés ont suivi de formations au cours des trois dernières années.

Les types de formations suivies par les salariés

Question

Les formations suivies par vos salariés au cours des trois dernières années portaient-elles sur... ?



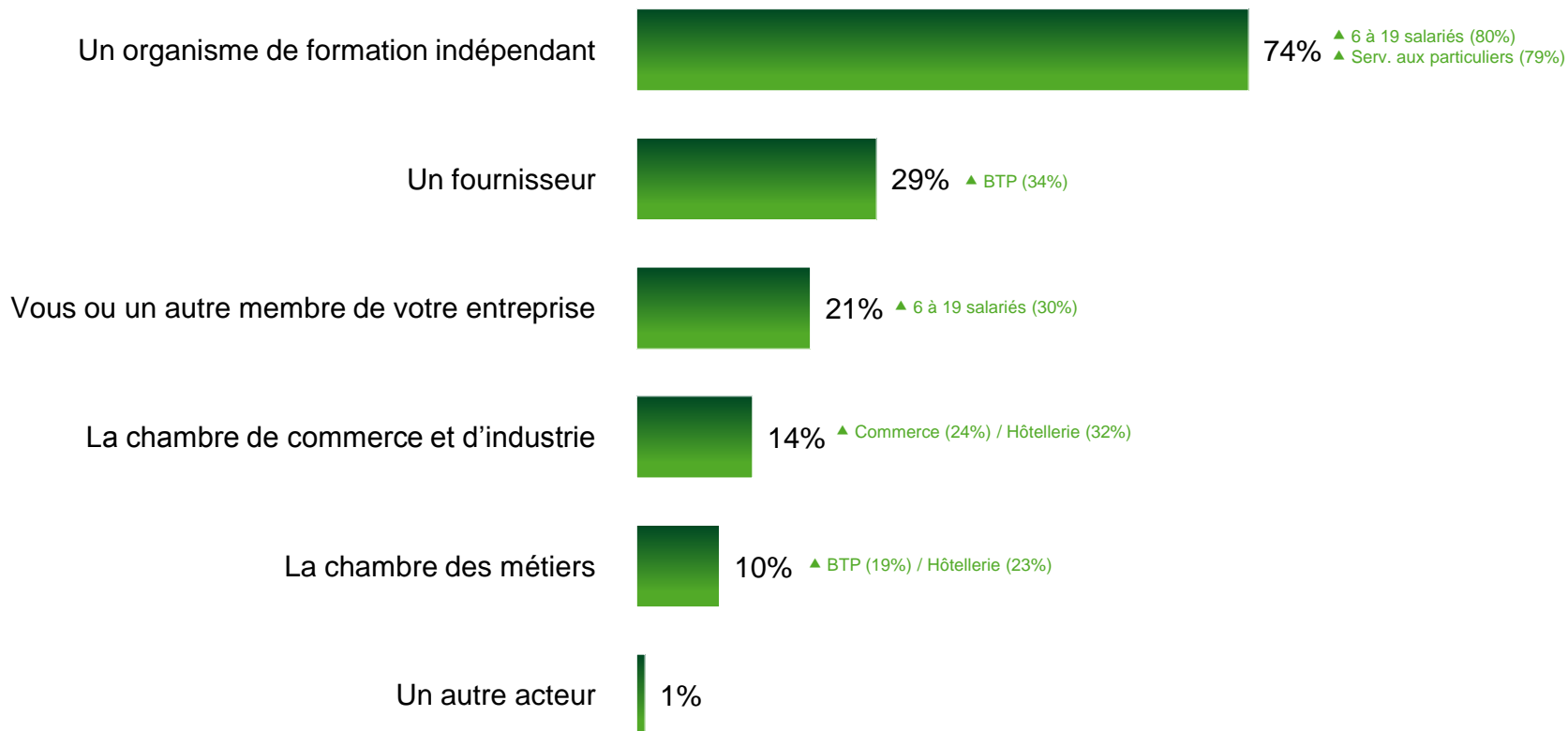
L'expertise et les connaissances techniques représentent sans surprise le domaine de formation le plus fréquent, devant l'informatique et les aspects réglementaires et juridiques. Les formations en langues et en management sont peu développées dans les TPE.

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié et déclarant que l'ensemble ou une partie des salariés ont suivi de formations au cours des trois dernières années.

Les acteurs ayant dispensé les formations suivies par les salariés

Question

Qui a dispensé ces formations ?



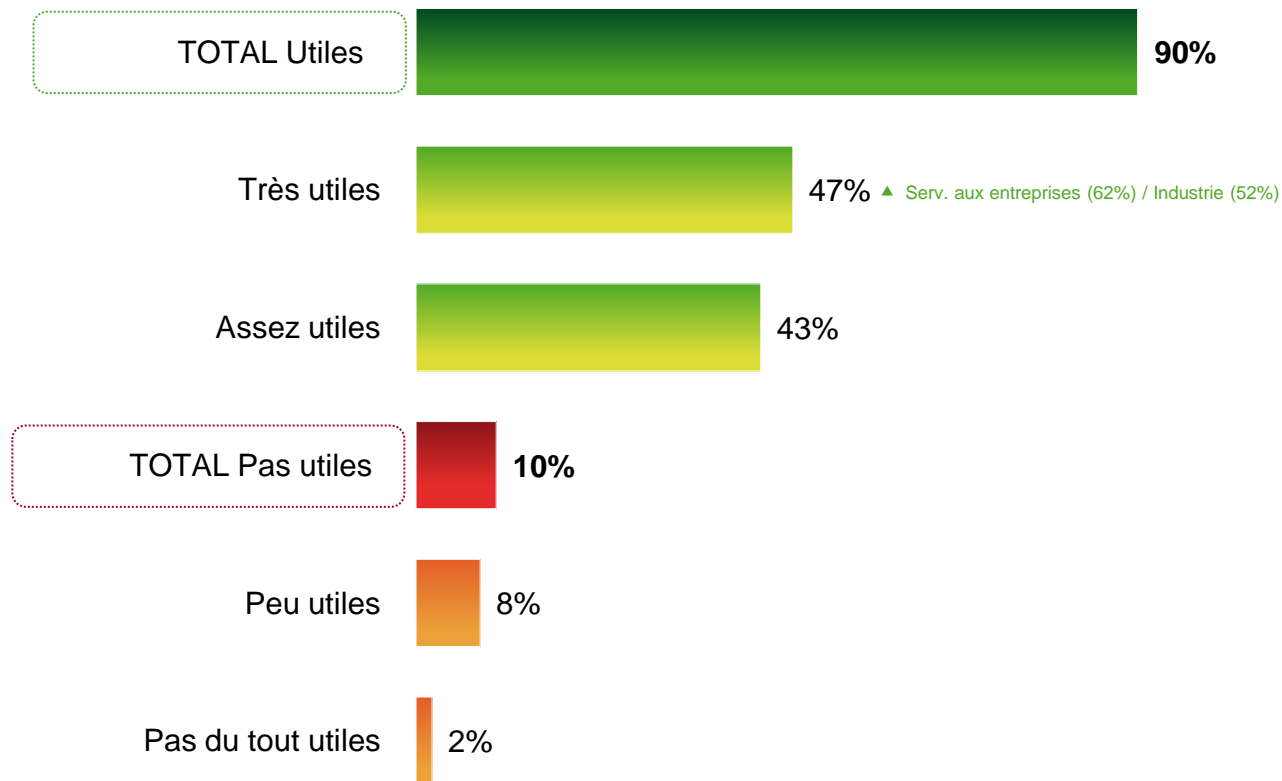
Le recours à un organisme de formation indépendant constitue de très loin la modalité de formation la plus utilisée (74%). Seul un dirigeant sur cinq déclare former ses salariés en interne (21%).

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié et déclarant que l'ensemble ou une partie des salariés n'ont pas suivi de formations au cours des trois dernières années.

Le jugement sur l'utilité des formations suivies par les salariés

Question

Globalement, diriez-vous que les formations suivies par vos salariés leur ont été utiles dans l'exercice de leur activité ?



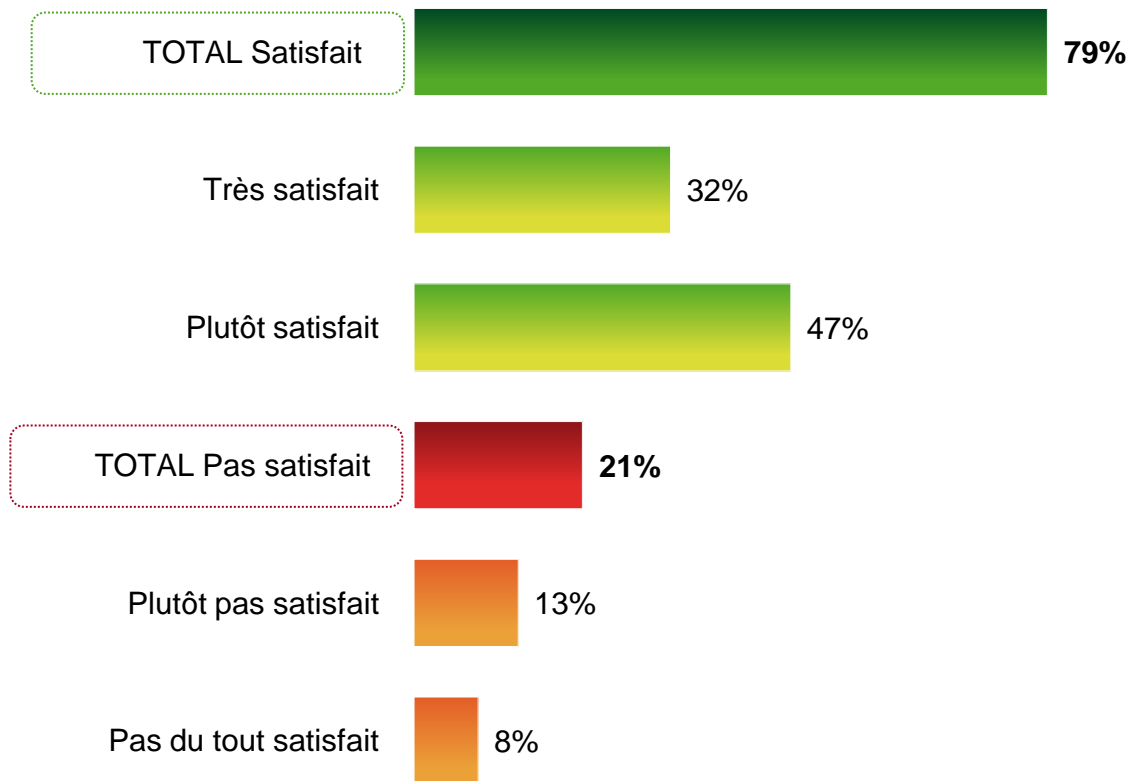
Lorsqu'elles sont mises en place, les formations suivies par les salariés des TPE sont presque unanimement jugées utiles, la moitié des dirigeants concernés les jugeant même « très utiles » (47%).

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié et déclarant que l'ensemble ou une partie des salariés ont suivi de formations au cours des trois dernières années.

La prise en charge des formations par l'organisme paritaire

Question

Etes-vous satisfait ou pas satisfait de la prise en charge financière de la formation par votre organisme paritaire ?

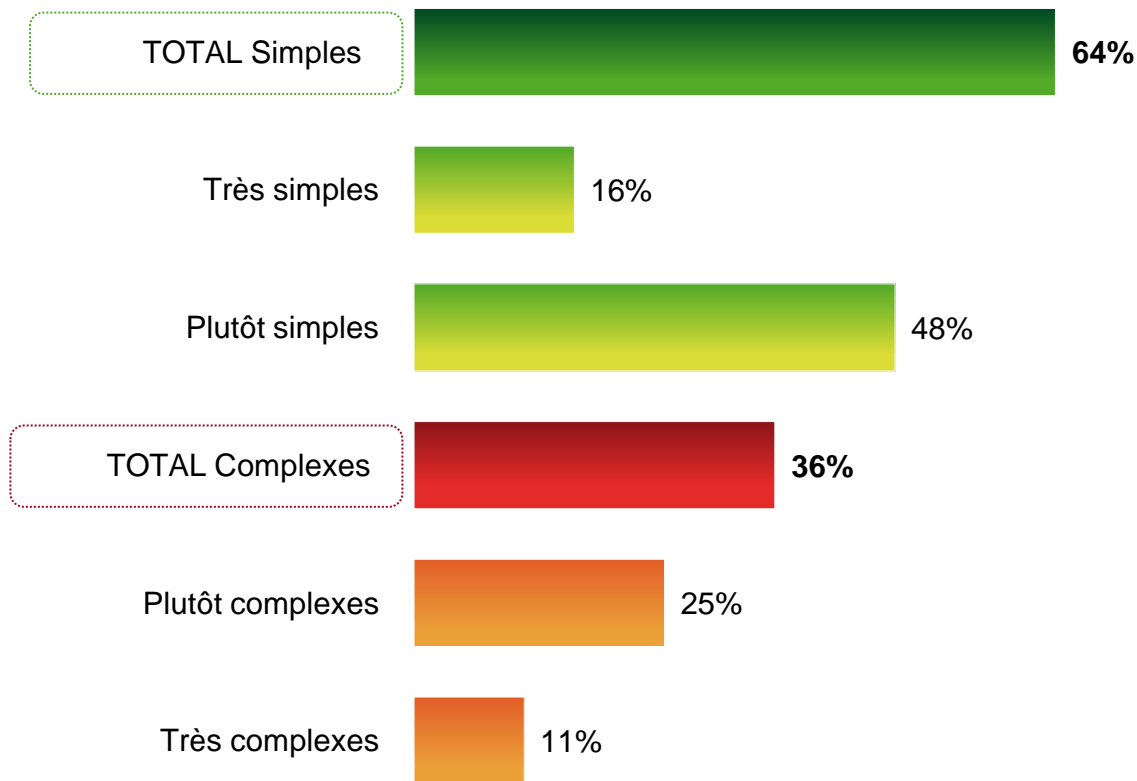


Le système de prise en charge de la formation par les organismes paritaires donne satisfaction à plus de trois TPE sur quatre parmi celles y ayant recours (79%, dont 32% de « très satisfaites »).

Les démarches pour la prise en charge des formations

Question

Concernant la prise en charge financière de la formation par votre organisme paritaire, considérez-vous que les démarches sont... ?



Plus d'une TPE sur trois perçoit les démarches pour la prise en charge comme étant complexes (36%).

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié et déclarant que l'ensemble ou une partie des salariés ont suivi de formations au cours des trois dernières années.

La sécurité

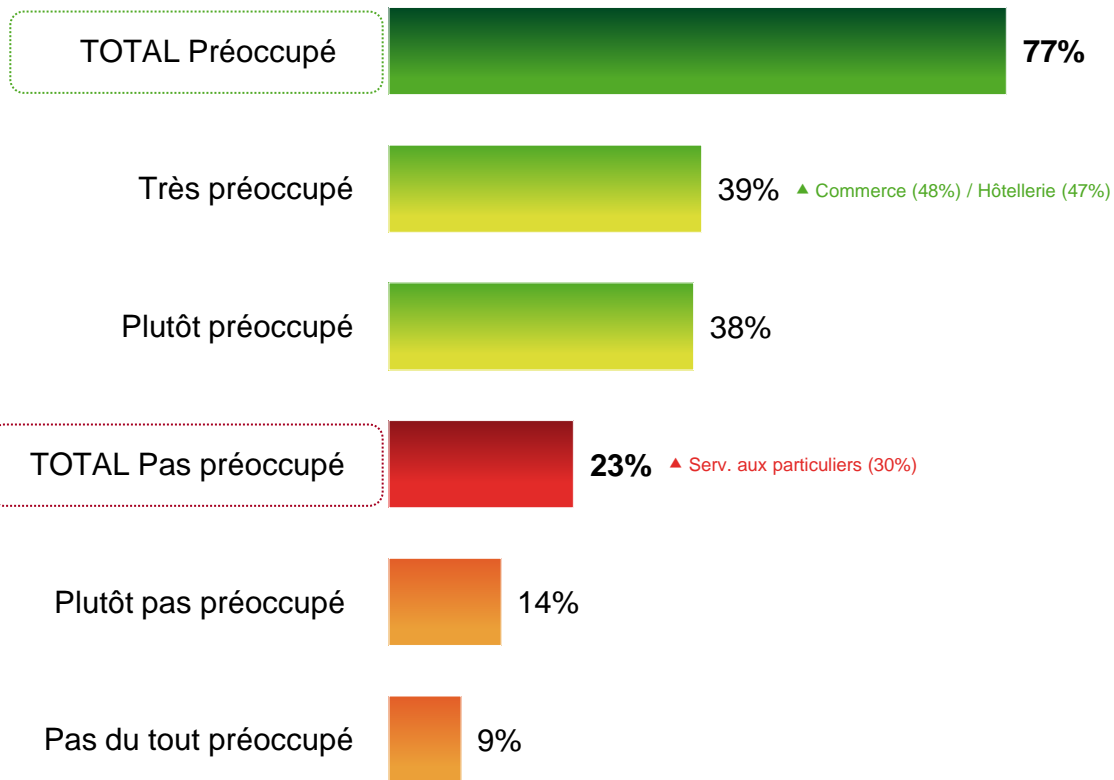
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le niveau de préoccupation en matière de sécurité et de délinquance

Question

Vous personnellement, vous sentez-vous préoccupé ou pas préoccupé par les questions liées à la sécurité et à la délinquance ?



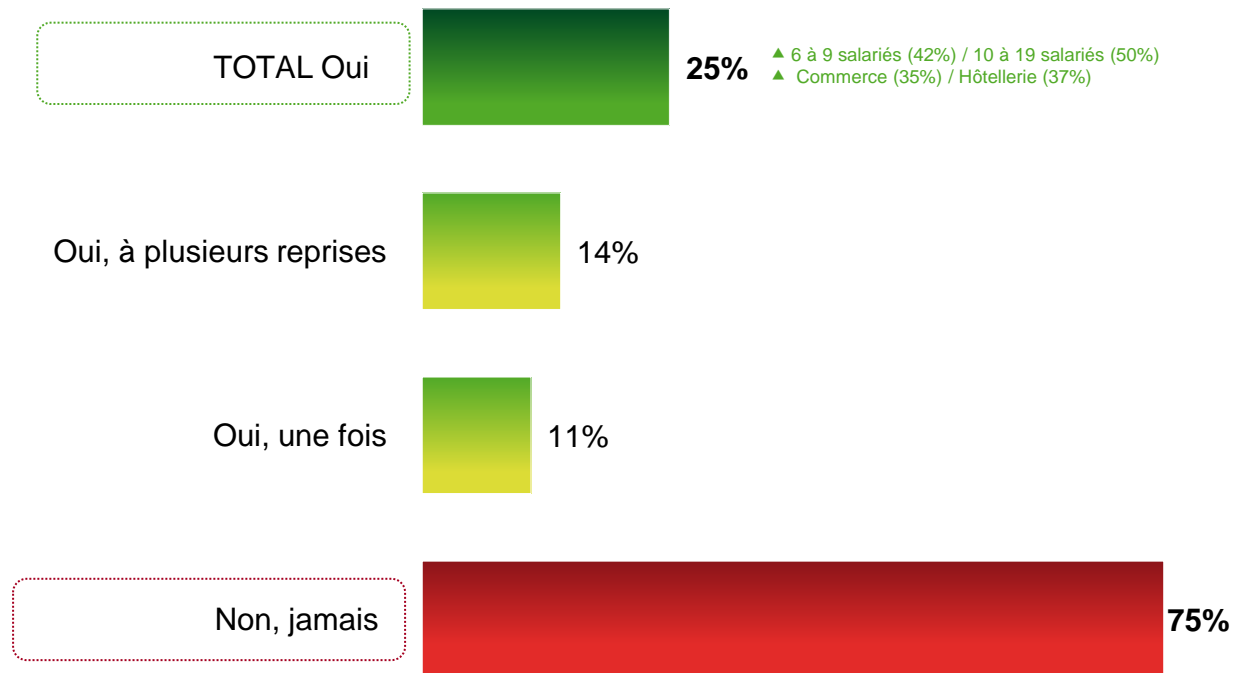
La sécurité se situe au cœur des préoccupations des patrons de TPE (77%), 39% se déclarant « très préoccupés » par le sujet, et même 47% dans le commerce et 48% dans l'hôtellerie.

Base : ensemble des TPE

Les TPE victimes de violences

Question

Au cours des deux dernières années, avez-vous subi des violences dans l'exercice de votre activité : vol, cambriolage, agression physique, menace violente... ?



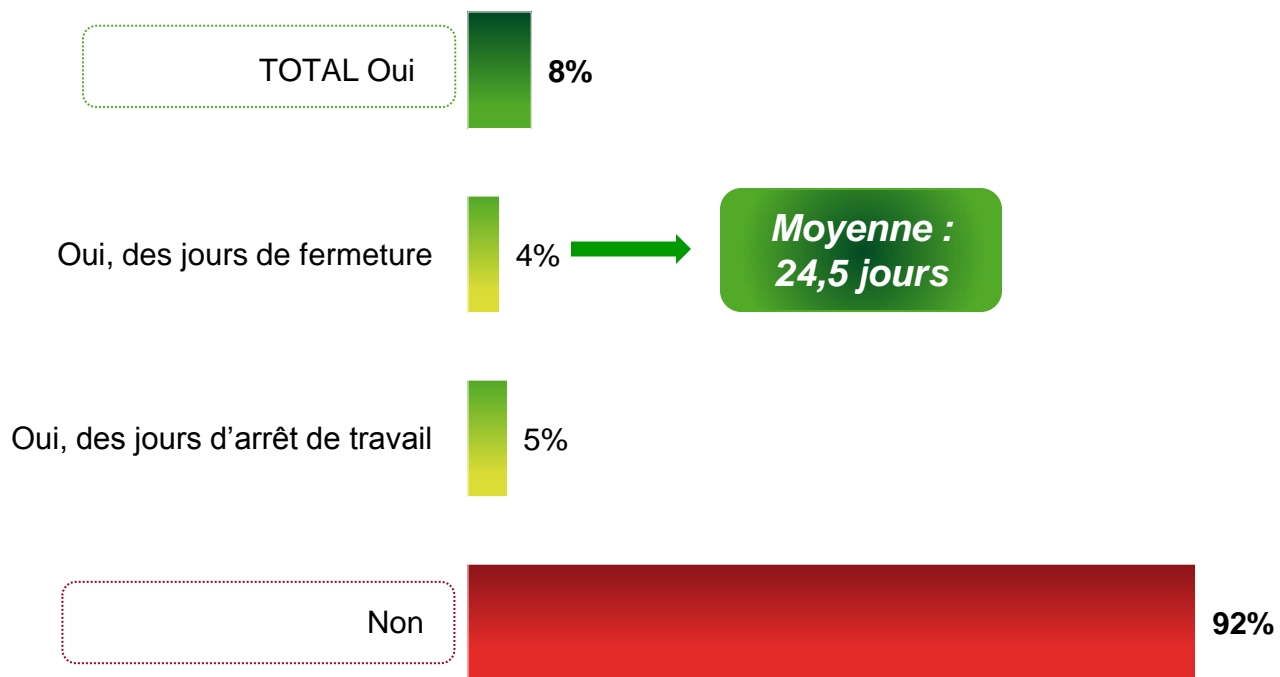
Un dirigeant sur quatre dit avoir été victime de violences dans le cadre de son activité au cours des deux dernières années, soit un score non négligeable et de nature à expliquer l'importance accordée au thème de la sécurité.

Base : ensemble des TPE

La fermeture ou les jours d'arrêt de travail entraînés par les violences subies

Question

Ces violences ont-elles entraîné des jours d'arrêt de travail ou de fermeture de votre entreprise ?



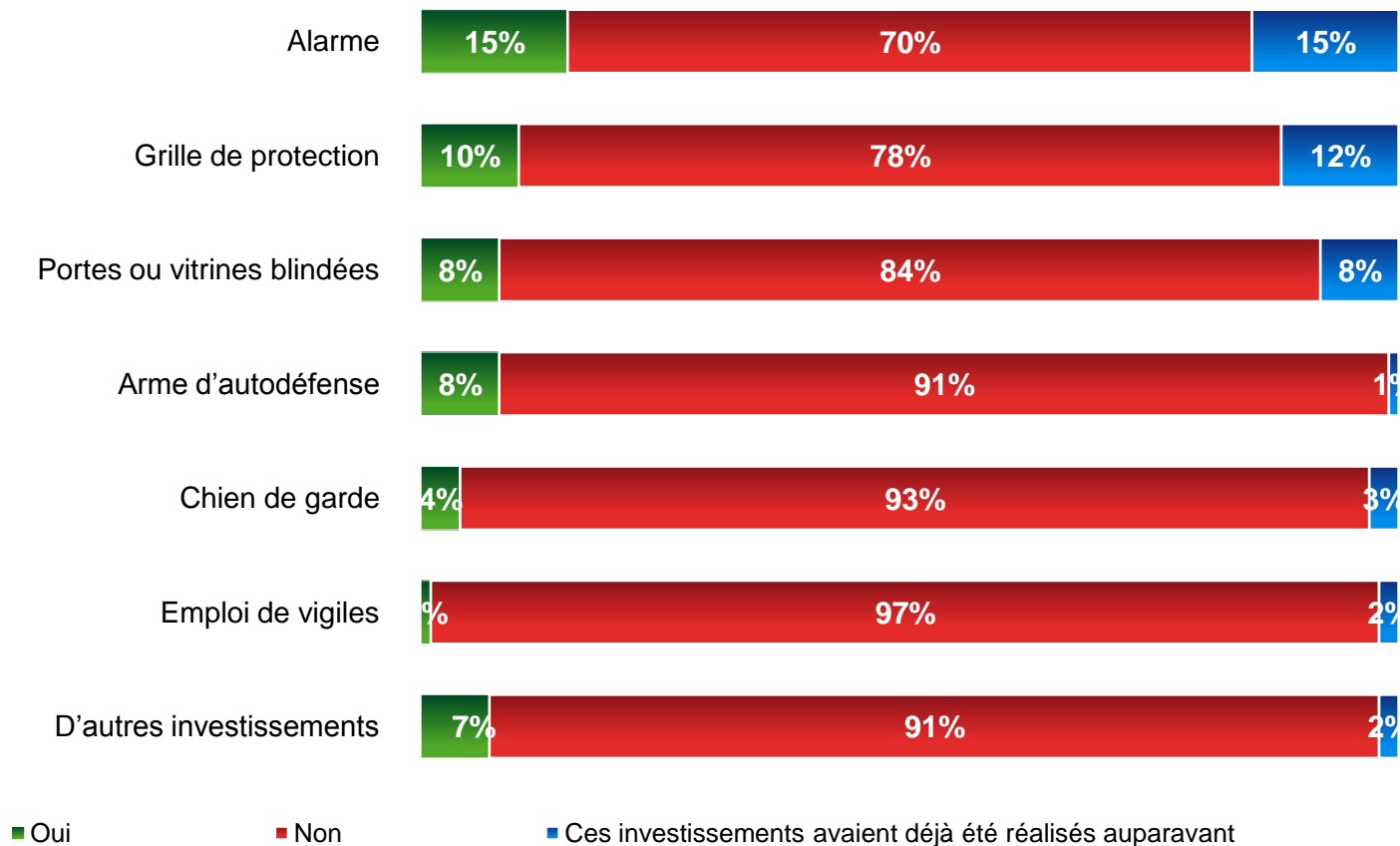
Ces violences n'ont heureusement eu de répercussion en termes de jours de fermeture ou d'arrêt de travail que dans 8% des cas.

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE déclarant avoir subi des violences au cours des deux dernières années.

La réalisation d'investissements en matière de sécurité

Question

Au cours des deux dernières années, avez-vous réalisé des investissements spécifiques contre les risques d'insécurité en vue de vous protéger, de protéger vos salariés ou de protéger vos moyens d'exploitation ?

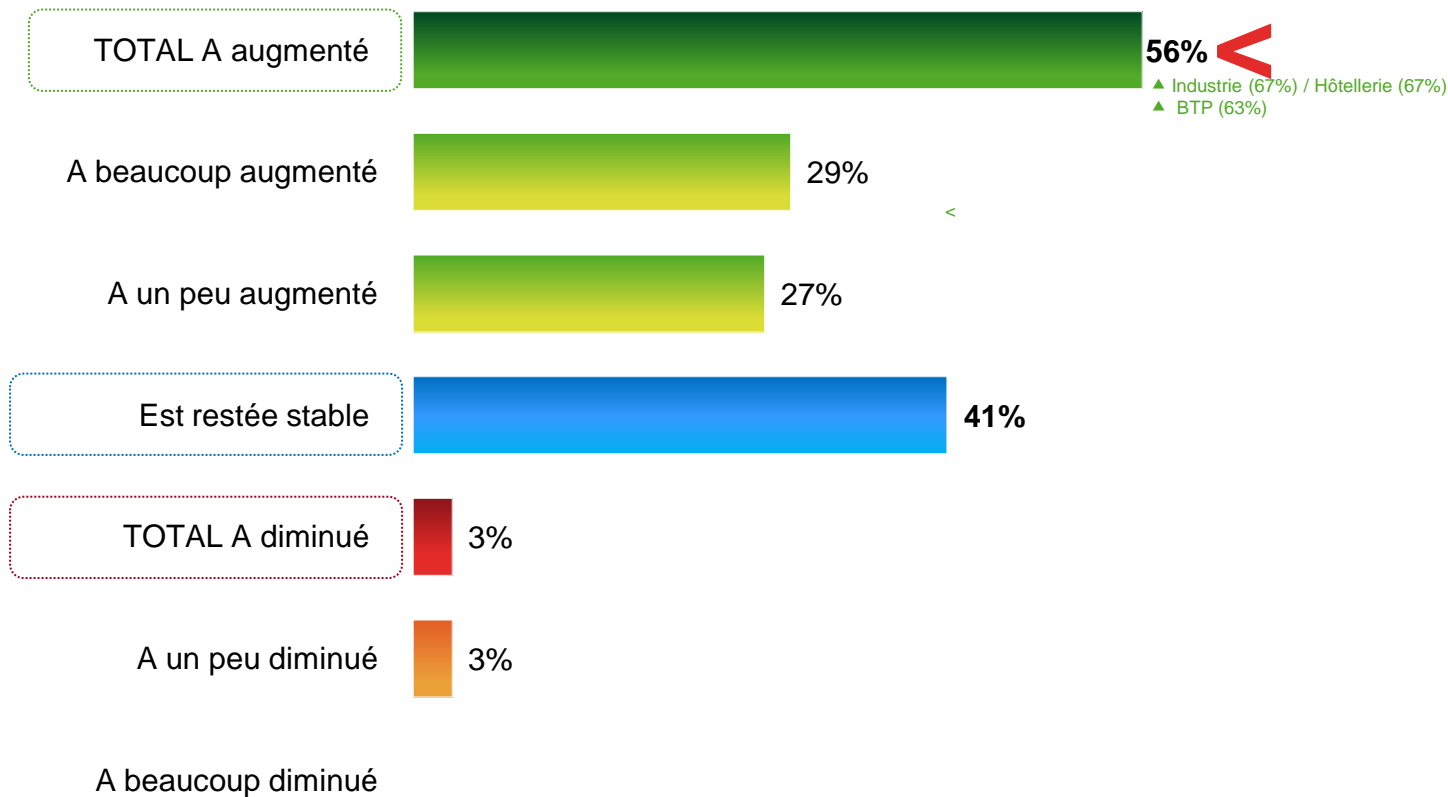


Les investissements des TPE en matière de sécurité s'avèrent très réduits, seules 30% disposant d'un système d'alarme et 22% de grilles de protection.

L'évolution perçue de la délinquance en France au cours des derniers mois

Question

En France, avez-vous le sentiment que ces derniers mois la délinquance... ?



Si une majorité des dirigeants (56%) estime que la délinquance a augmenté en France au cours des derniers mois, ils se montrent plus optimistes que la moyenne des Français, qui étaient 74% à partager ce jugement au mois de juin 2011.

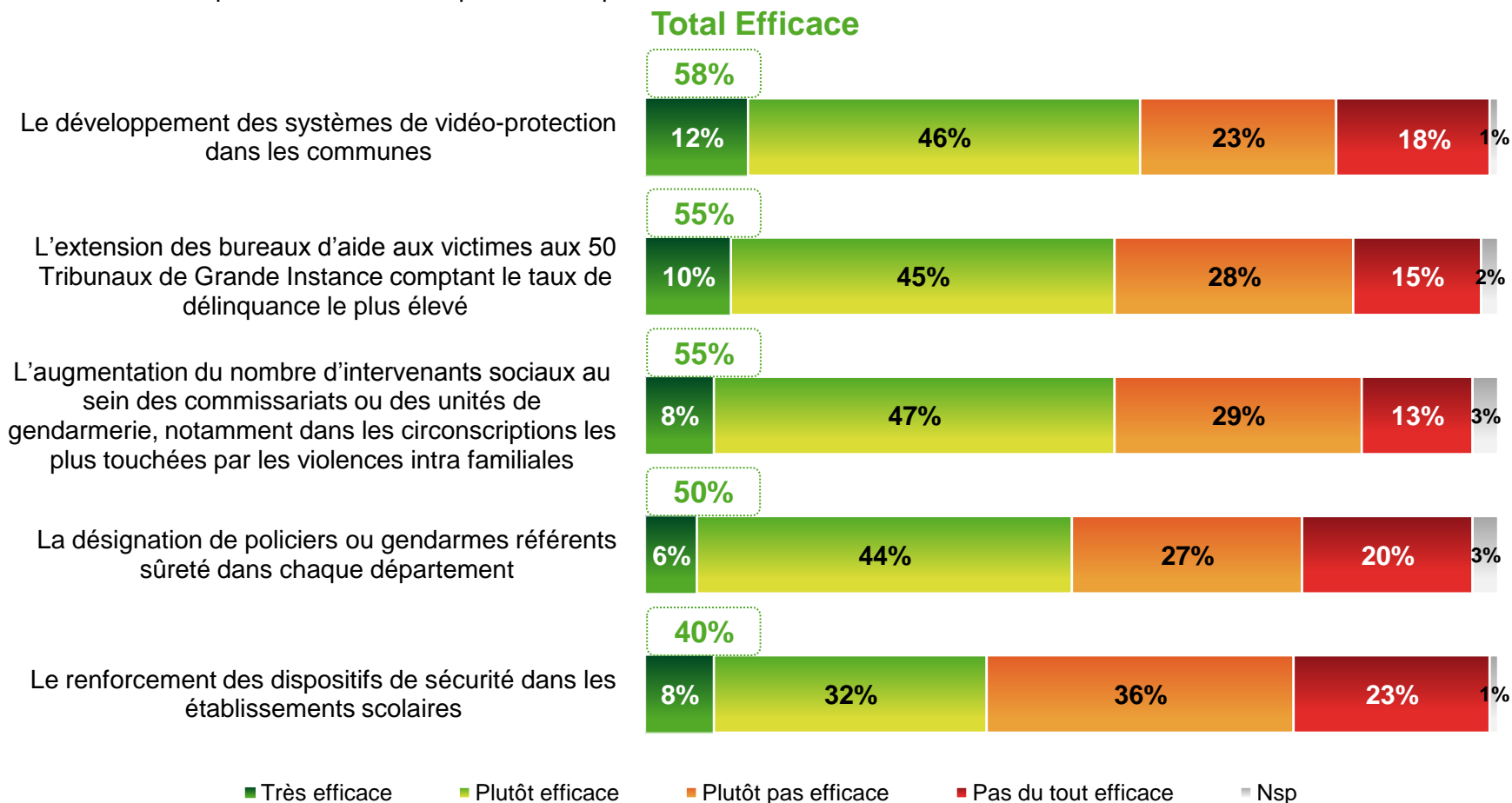
Base : ensemble des TPE

(*) Enquête réalisée pour France Soir par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1013 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 7 au 9 juin 2011.

L'efficacité du plan de prévention de la délinquance adopté en 2010

Question

Pour chacune des mesures suivantes du plan de prévention de la délinquance adopté en 2010, diriez-vous qu'elle est efficace ou pas efficace pour améliorer la sécurité ?



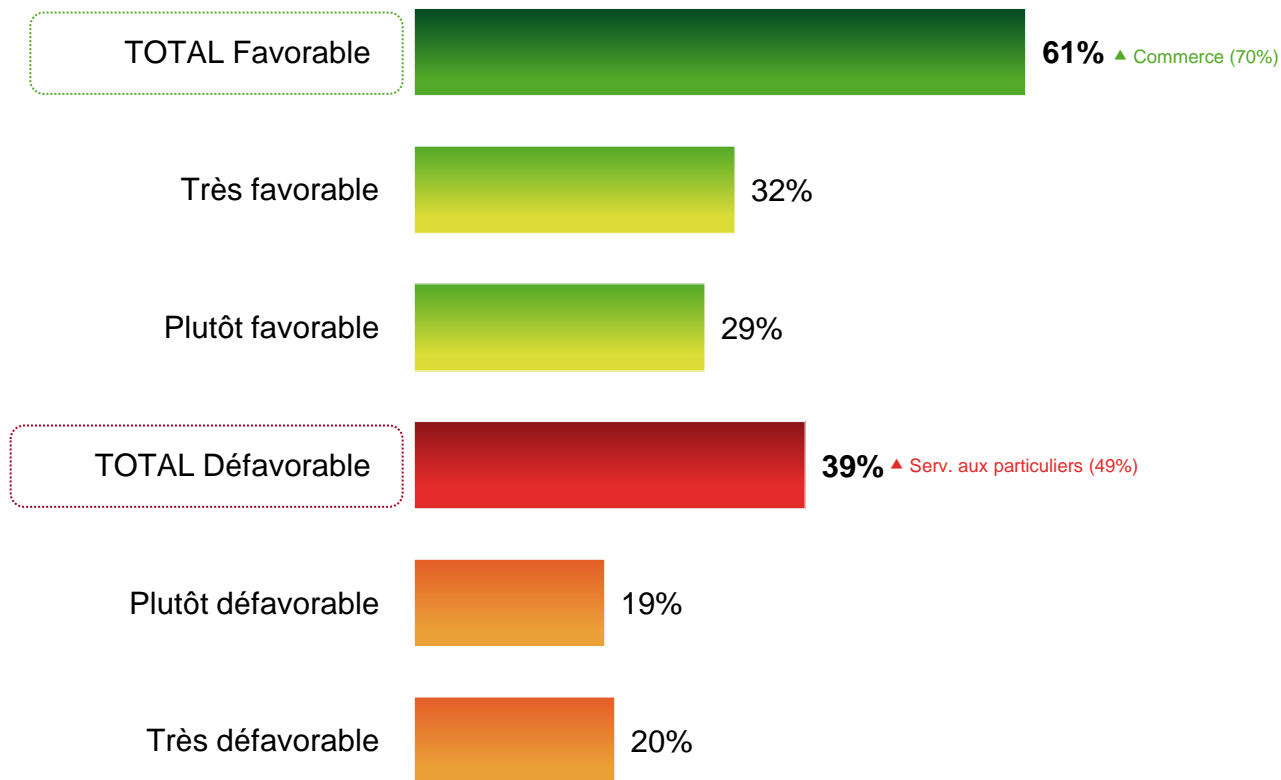
Les patrons de TPE portent un regard mitigé sur les différentes mesures du plan de prévention de la délinquance adopté en 2010. L'action apparaissant comme la plus efficace est le développement des systèmes de vidéo-protection dans les communes. A l'inverse, le renforcement des dispositifs de sécurité dans les établissements scolaires est majoritairement perçu comme inefficace (60%).

Base : ensemble des TPE

L'intervention de l'armée pour stopper les violences

Question

Vous personnellement, seriez-vous favorable ou défavorable à l'intervention de l'armée pour stopper les violences commises par des personnes armées ?



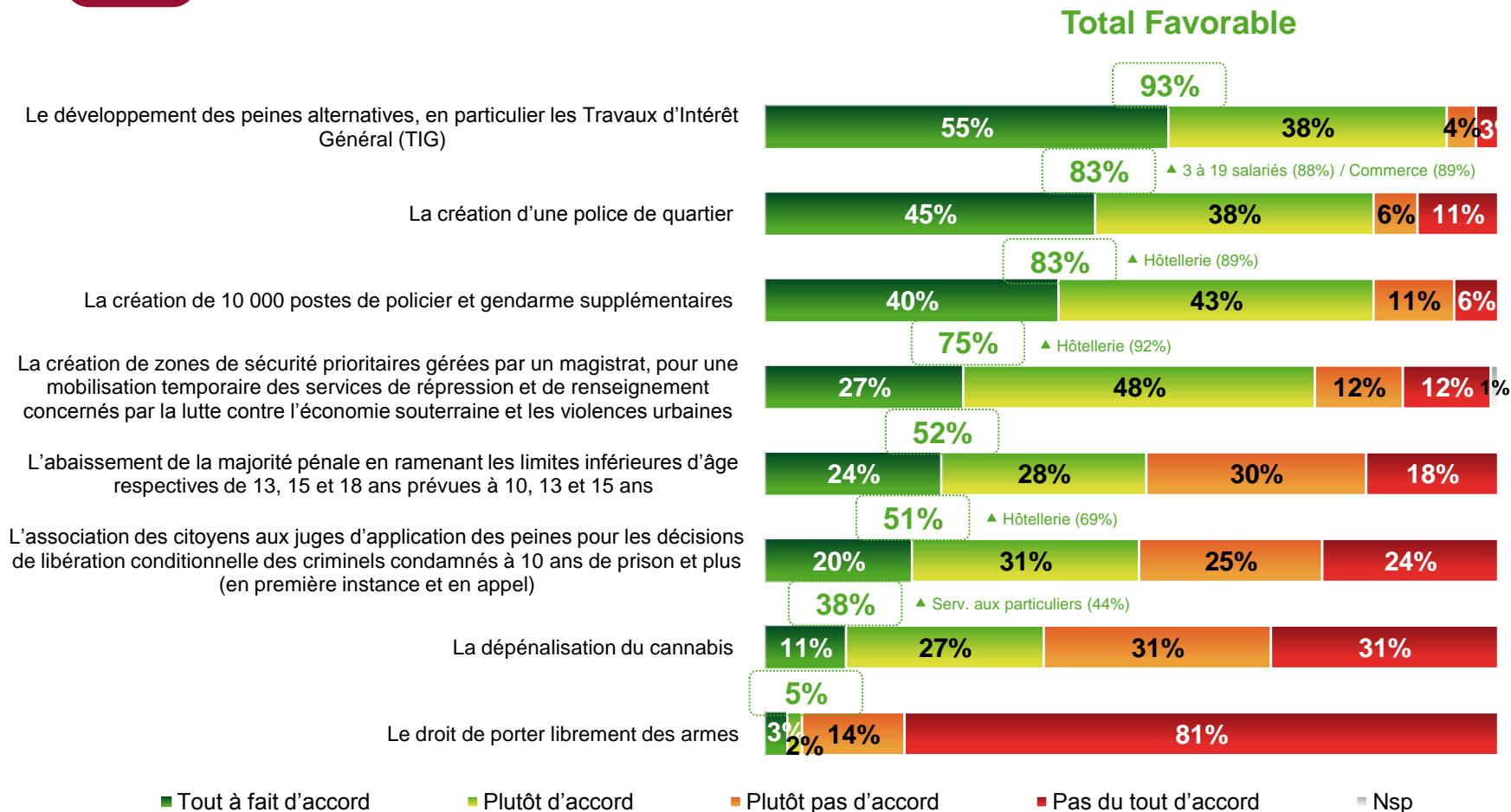
61% des patrons de TPE soutiennent l'intervention de l'armée pour stopper les violences commises par des personnes armées, 32% s'y montrant même « très favorables ».

Base : ensemble des TPE

L'adhésion à différentes propositions en matière de sécurité

Question

Etes-vous favorable ou défavorable à chacune des mesures suivantes en matière de sécurité ?

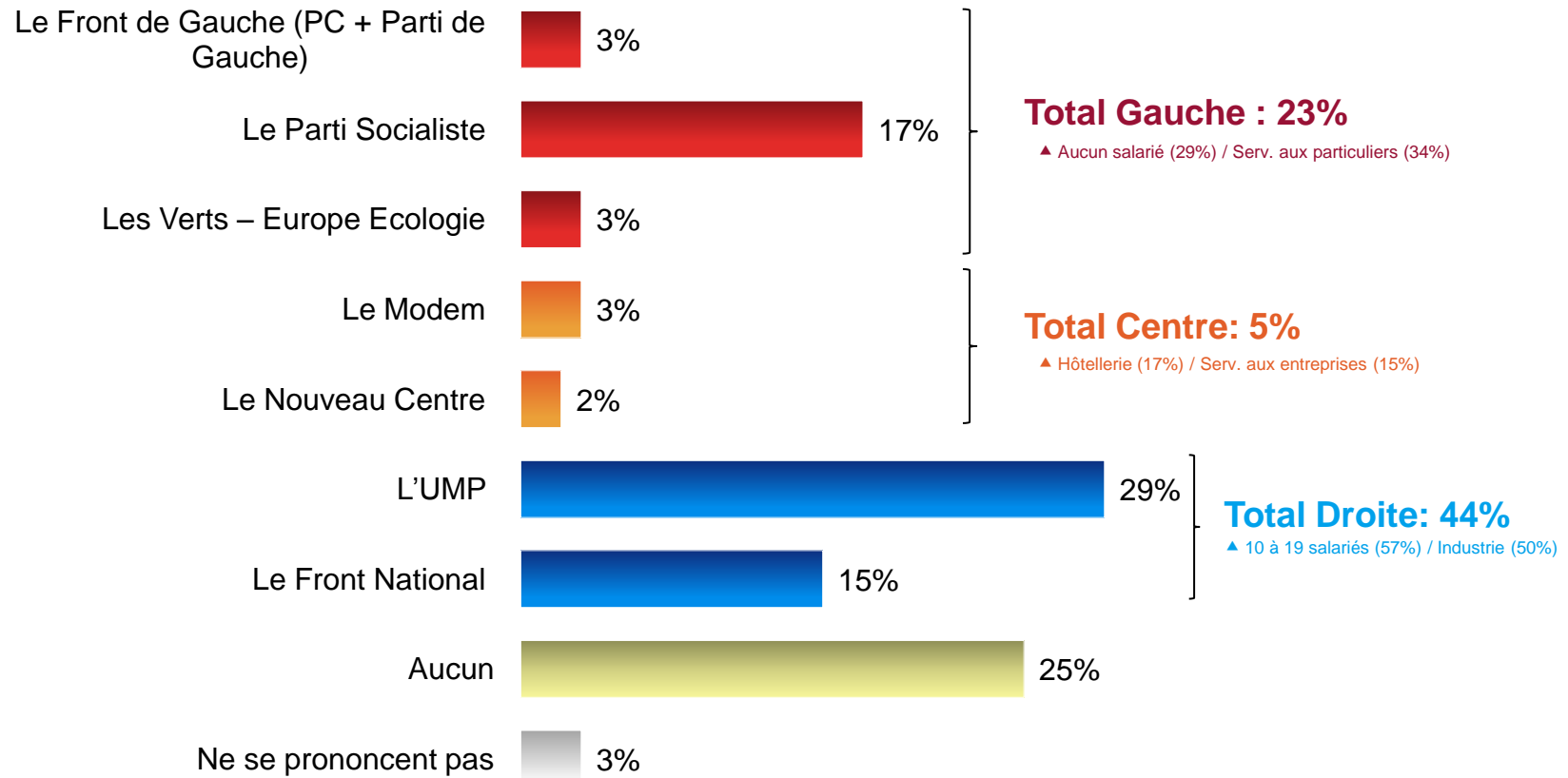


Les propositions testées en matière de sécurité sont très diversement accueillies. 93% approuvent le développement des peines alternatives, 83% la création d'une police de quartier et 83% également la création de 10 000 postes de policier et gendarme supplémentaires. A contrario, les dirigeants interrogés sont opposés à la dépénalisation du cannabis (62%) et surtout au droit de porter librement des armes (95%).

Le parti politique jugé le plus efficace pour agir en matière de sécurité

Question

A quel parti politique faites-vous le plus confiance pour agir en matière de sécurité ?



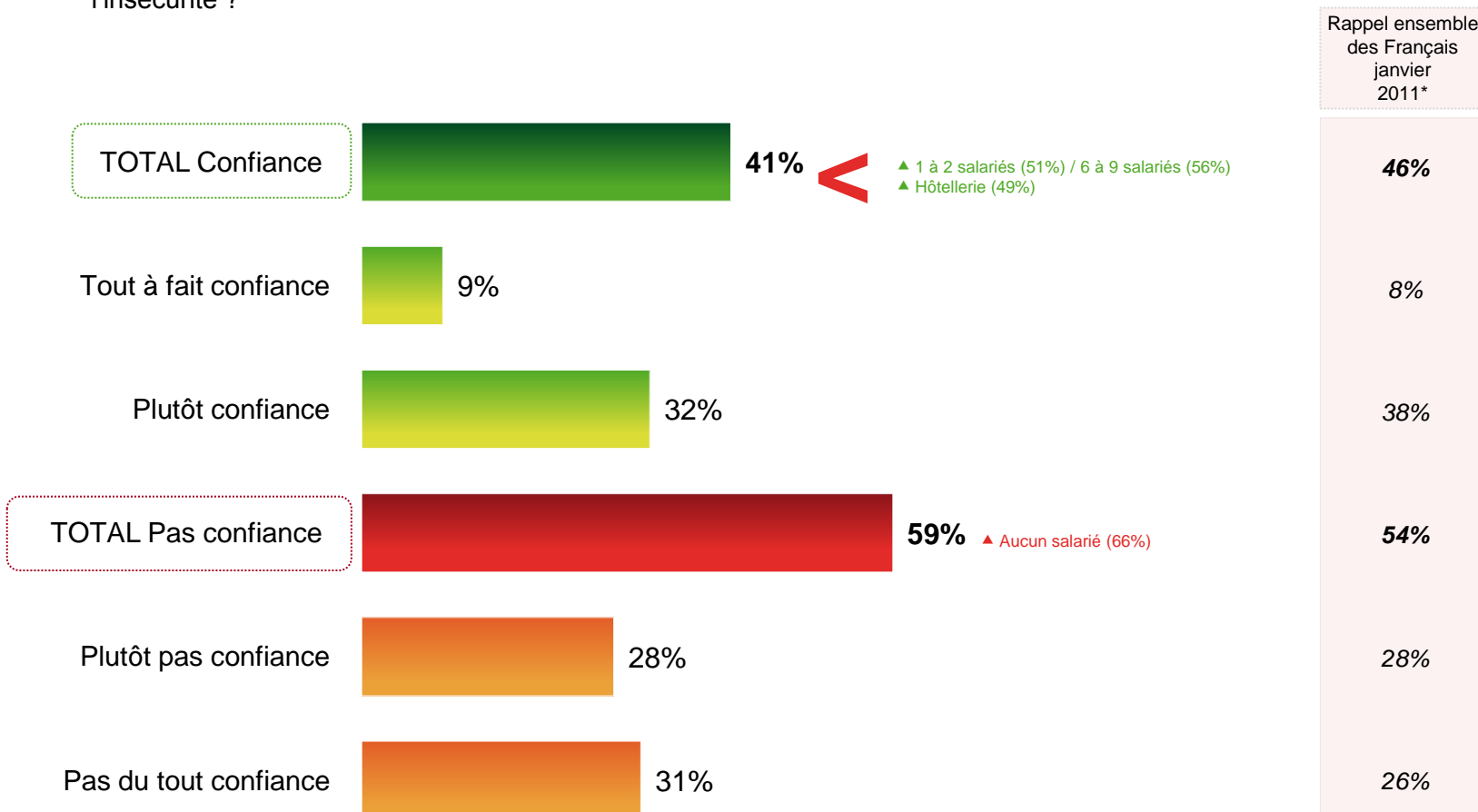
En lien logique avec leur sympathie partisane, 44% des patrons de TPE estiment la droite comme la mieux positionnée pour agir en matière de sécurité, 23% accordant davantage leur confiance à la gauche et 5% au centre. Notons que 25% estiment qu'aucun parti n'est en mesure d'agir efficacement dans ce domaine.

Base : ensemble des TPE

La confiance dans le gouvernement en matière de lutte contre l'insécurité

Question

Vous personnellement, faites-vous confiance ou pas confiance au gouvernement en matière de lutte contre l'insécurité ?



Une minorité des patrons de TPE fait confiance au gouvernement en matière de lutte contre l'insécurité (41%), avec un score de cinq points inférieur à celui relevé auprès de l'ensemble des Français.

Base : ensemble des TPE

(*) Enquête réalisée pour Dimanche Ouest France par téléphone auprès d'un échantillon de 1021 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 6 au 7 janvier 2011.

L'élection présidentielle

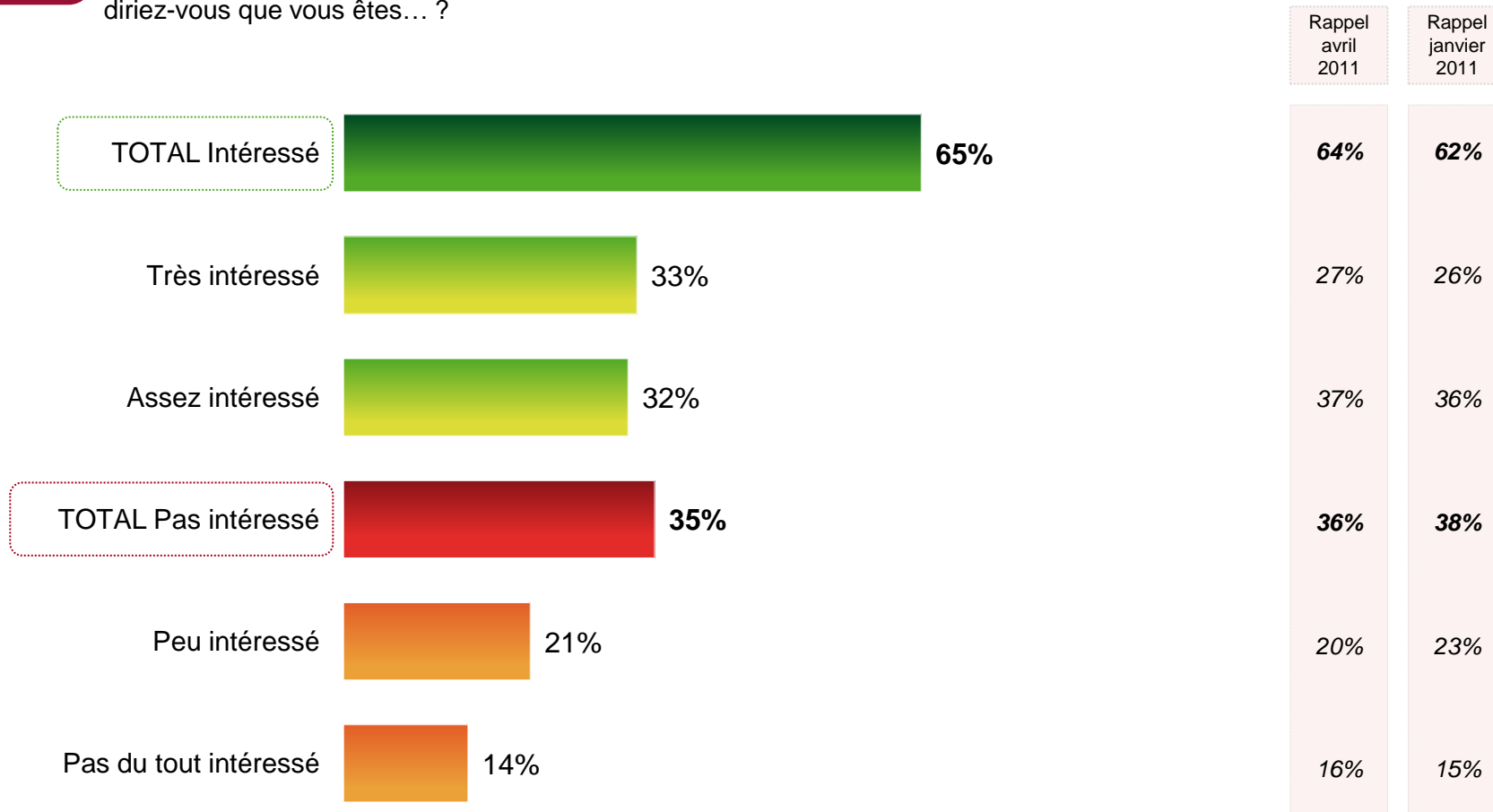
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'intérêt des patrons de TPE pour l'élection présidentielle de 2012

Question

A propos de l'actualité autour de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en France en 2012, diriez-vous que vous êtes... ?



A neuf mois de la séquence électorale, l'intérêt des patrons de TPE pour l'élection présidentielle tend à se stabiliser (65%, +1 point), on note toutefois l'intérêt très marqué d'un tiers des patrons interrogés (33%, +6 points).

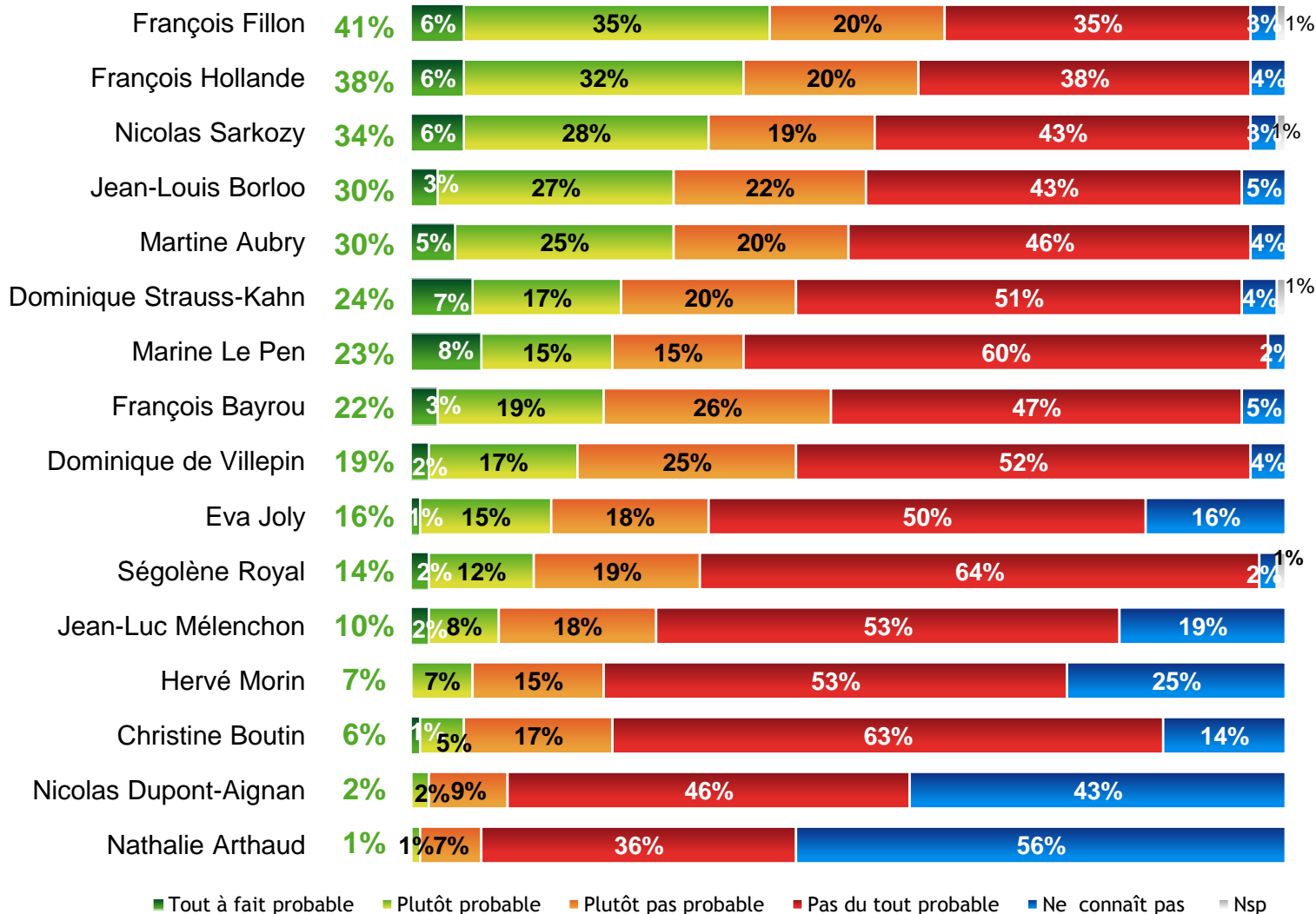
Base : ensemble des TPE

Présidentielle 2012 : le potentiel électoral de différentes personnalités

Question

Voici une liste de personnalités politiques. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez pour elle, si elle est candidate, lors du premier tour de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en 2012 ?

Total Probable

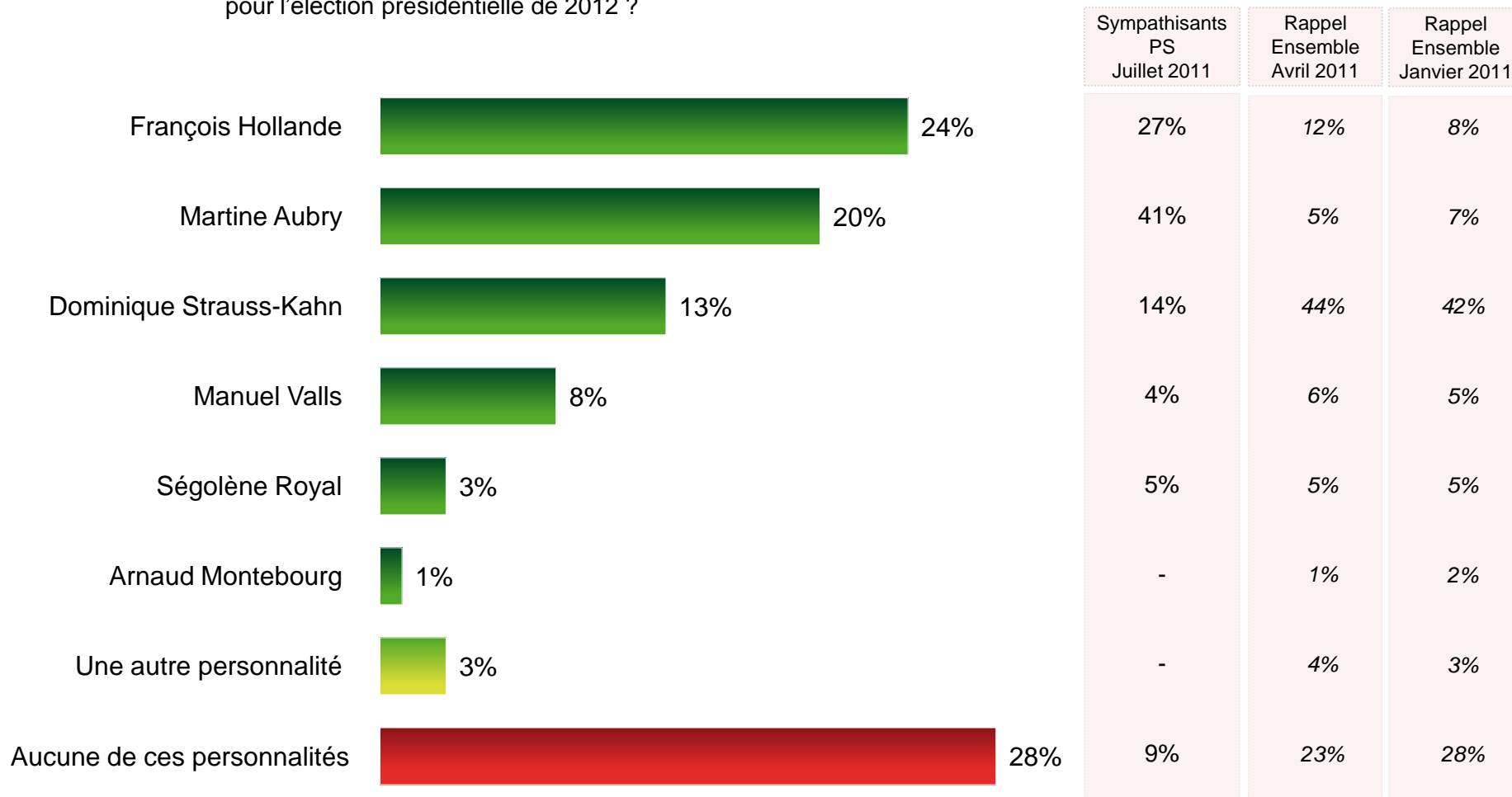


Le candidat du Parti socialiste préféré des patrons de TPE

– Hypothèse avec Dominique Strauss-Kahn –

Question

Parmi les personnalités suivantes, laquelle souhaitez-vous comme candidat ou candidate du Parti Socialiste pour l'élection présidentielle de 2012 ?



Tout comme les Français, les patrons de TPE ne semblent plus vouloir ou ne plus croire en la candidature de Dominique Strauss-Kahn. François Hollande prend donc la place de candidat favori dans la course à l'investiture PS mais se situe loin des scores que réalisait Dominique Strauss-Kahn avant son éviction de la compétition.

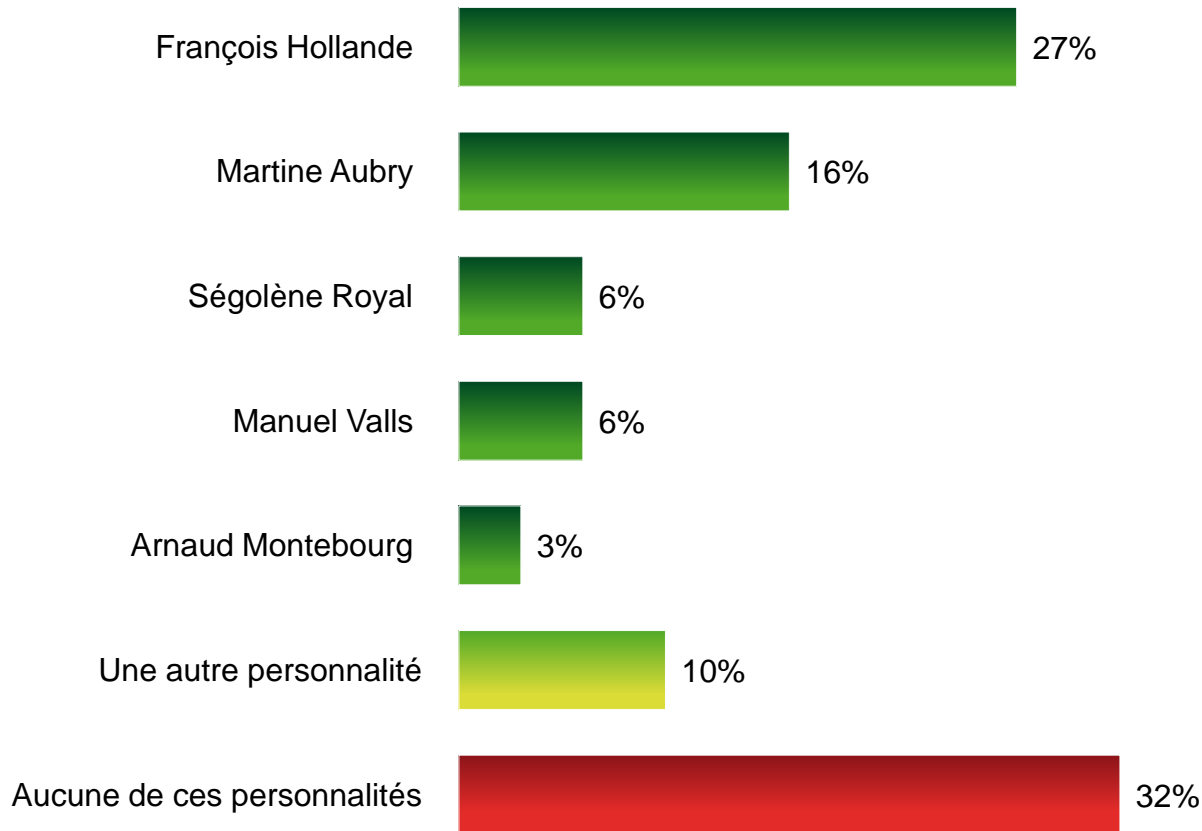
Base : ensemble des TPE

Le candidat du Parti socialiste préféré des patrons de TPE

– Hypothèse sans Dominique Strauss-Kahn –

Question

Parmi les personnalités suivantes, laquelle souhaitez-vous comme candidat ou candidate du Parti Socialiste pour l'élection présidentielle de 2012 ?



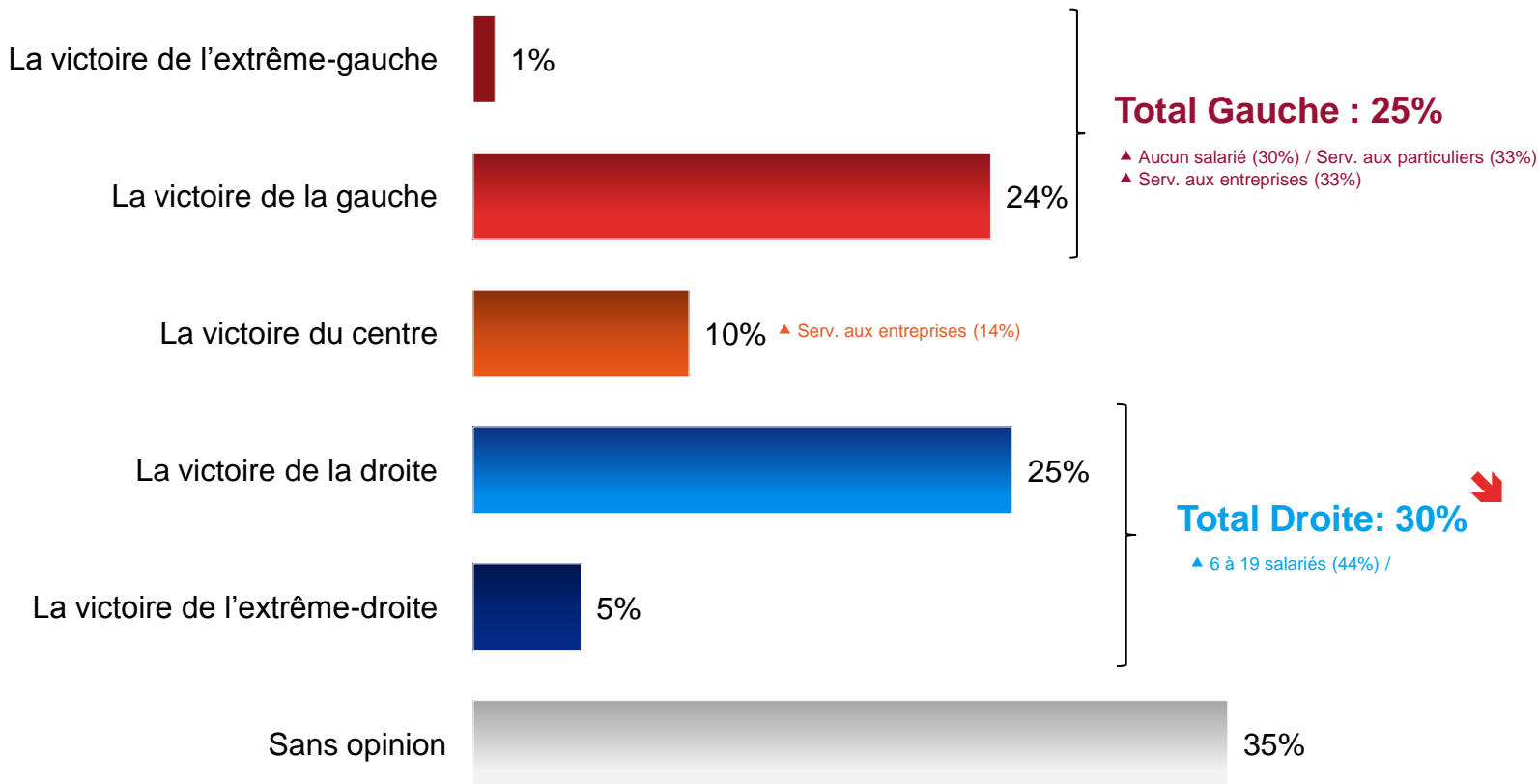
En l'absence de Dominique Strauss Kahn, ses « derniers partisans » ne se reportent pas sur les autres candidats.

Base : ensemble des TPE

Présidentielle 2012 : la victoire souhaitée de la droite ou de la gauche

Question

Pour la prochaine élection présidentielle, au fond de vous-même, souhaitez-vous plutôt la victoire de la gauche ou plutôt la victoire de la droite ?



Rappel
 Ensemble
 Avril 2011

2%

21%

12%

32%

4%

29%

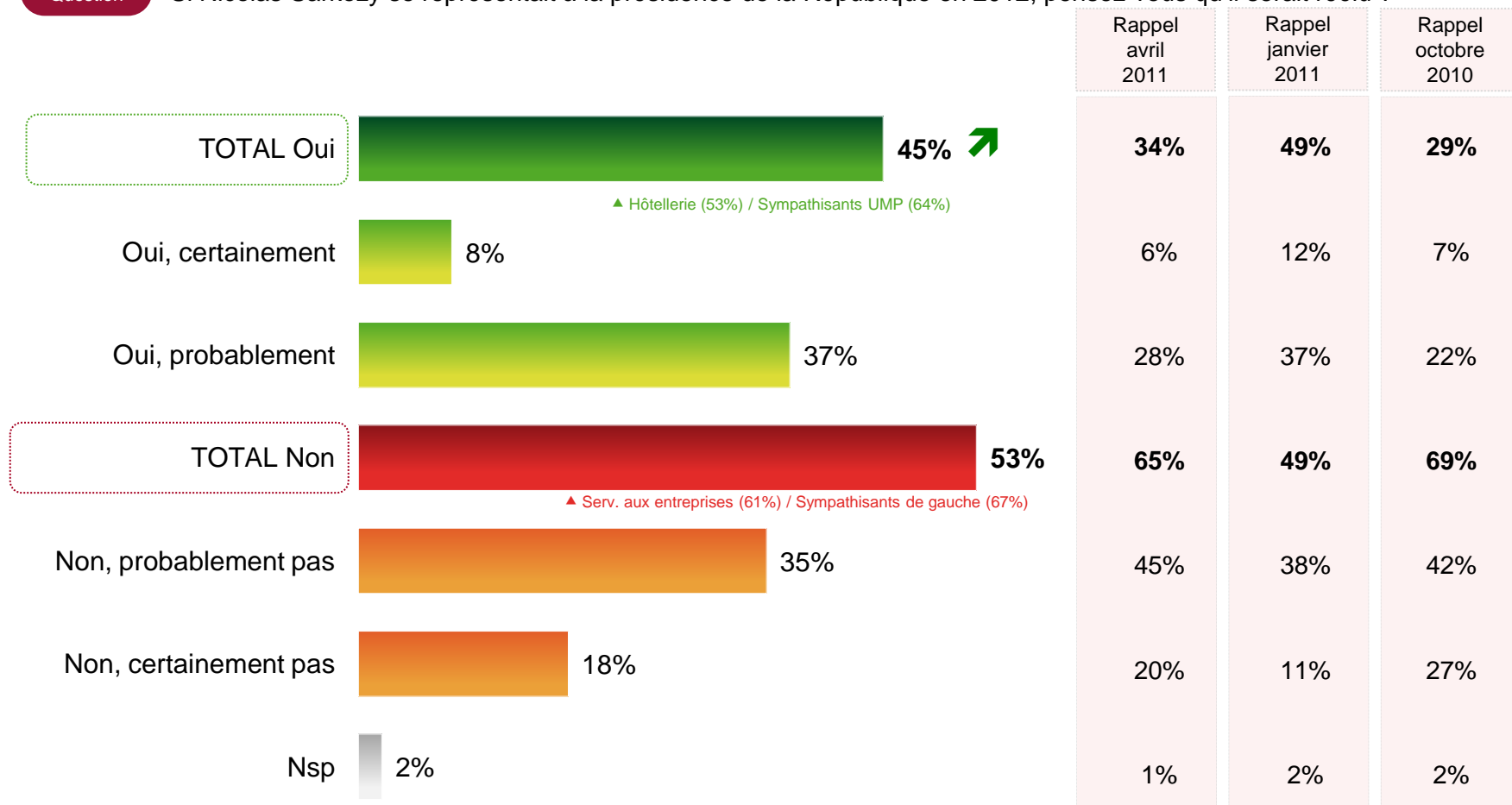
L'indécision domine parmi les patrons de TPE s'agissant du souhait de victoire pour 2012, plus du tiers d'entre eux ne se prononce pas sur cette question (35%, + 6 points). Si la droite demeure toutefois favorite (30%, - 6 points) l'écart se réduit avec la gauche (25%, +2 points).

Base : ensemble des TPE

Le pronostic de la réélection de Nicolas Sarkozy en 2012

Question

Si Nicolas Sarkozy se représentait à la présidence de la République en 2012, pensez-vous qu'il serait réélu ?

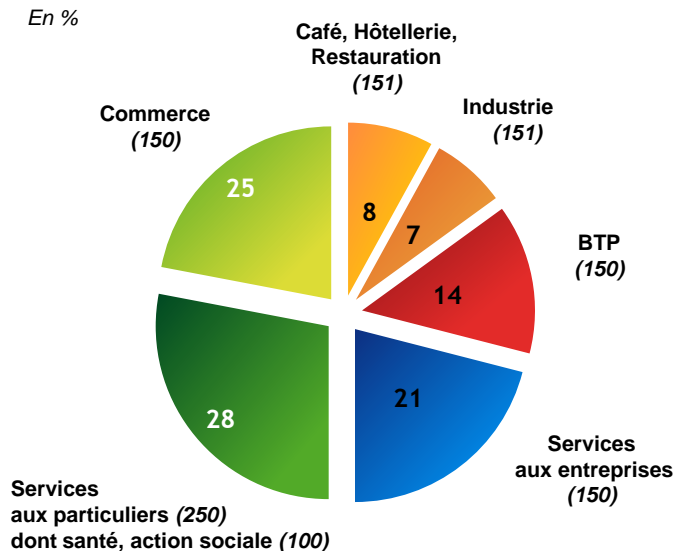


Une majorité de patrons de TPE estime que Nicolas Sarkozy ne serait pas réélu en 2012 s'il se portait à nouveau candidat 2012. Pour autant, la réélection du Président apparaît de plus en plus probable dans la mesure où 45% pronostiquent sa réélection, soit une progression de 11 points par rapport à la vague du mois d'avril.

- Échantillon de 1 002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 5 au 21 juillet 2011.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

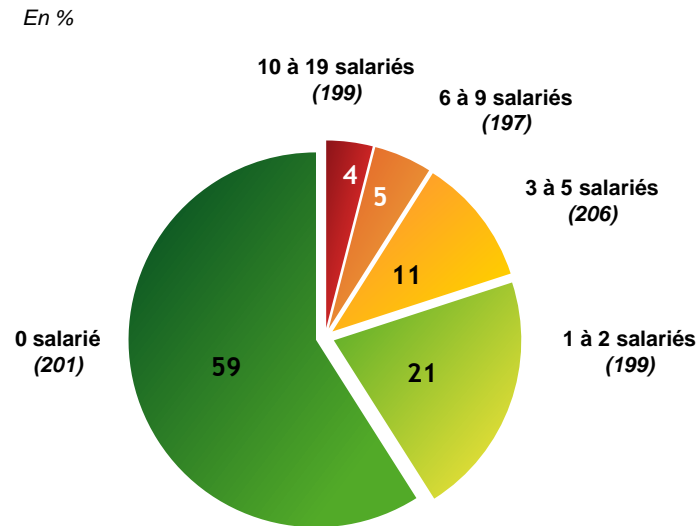
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

